

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DU DISCOURS À LA PRATIQUE : LE GENRE ET LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MÉLANIE COUTU

SEPTEMBRE 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Malgré ma volonté et ma détermination, ce mémoire n'aurait jamais été complété sans l'aide et le support de plusieurs personnes proche de moi. Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice Mme Micheline De Sève (professeur de science politique à l'UQAM) pour sa disponibilité, ses conseils et ses encouragements. Merci d'avoir cru en moi jusqu'à la toute fin. Je tiens également à remercier Michèle Rioux, ma co-directrice, pour ses conseils et son soutien.

Je tiens également à remercier mes nombreux ami(e)s qui, comme moi, ont connu les aléas de la recherche et de la rédaction d'un mémoire de maîtrise. Un merci tout spécial à ceux parmi mes ami(e)s qui ont eu la gentillesse de lire certains passages. Je n'oublie pas mes parents, Gaetan et Christiane, qui m'ont permis de persévérer dans mon cheminement académique. Je tiens à leur exprimer toute ma reconnaissance et gratitude.

Ce mémoire est dédié aux Congolaises qui, en partageant leurs histoires personnelles, ont levé le voile sur les horreurs de cette guerre impitoyable. Une guerre qui s'est déroulée sur le corps des femmes, laissant un nombre incalculable de vies brisées. Leur résilience témoigne d'un courage inégalé.

## RÉSUMÉ

Il y a dix ans, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait une résolution sur les femmes, la paix et la sécurité qui reconnaît que l'égalité entre les sexes est une condition à la paix et la sécurité internationales. Depuis, un ensemble de politiques et de moyens d'action ont été développés afin d'identifier et rectifier les inégalités entre les hommes et les femmes dans le cadre des opérations de paix. La question centrale de ce mémoire est alors de savoir si ce nouveau corpus est en mesure d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé. Pour répondre à cette question, ce mémoire s'intéresse dans un premier temps aux présupposés idéationnels qui guident la conception et la pratique des opérations de paix. En employant un cadre conceptuel issu de la pensée féministe en Relations internationales, ce mémoire veut démontrer que, loin d'être neutres en termes de genre, les opérations de paix comportent des biais qui participent à la reproduction des inégalités structurelles qui sont à la base de l'insécurité des femmes. Ceci étant, les politiques de genre introduites avec le cadre sur les femmes, la paix et la sécurité n'ont pas été en mesure de modifier la culture organisationnelle des Nations unies de manière à remédier aux inégalités. De fait, le processus d'institutionnalisation du nouveau cadre a réduit le potentiel normatif autrement attaché à celui-ci. Cet échec est d'autant plus évident dans le cas de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC). En prenant comme étude de cas cette mission, ce mémoire expose la persistance de notions *essentialistes* à propos des hommes et des femmes. C'est pourquoi les obligations pour œuvrer en faveur de l'égalité entre les sexes ont été comprises et traduites par des politiques qui visent essentiellement à porter aide et protection aux femmes. Du reste, les sources de l'inégalité entre les hommes et les femmes et l'exclusion systématique des femmes des initiatives de relèvement et de consolidation de la paix persistent.

Mot clés : Nations unies - opérations de paix – féminisme – genre - femmes - conflit armé,  
République démocratique du Congo



## LISTE DES ACRONYMES

AG	Assemblée générale des Nations unies
AGI	Approche de genre intégrée
CONADER	Commission nationale du désarmement, démobilisation et réintégration
CS	Conseil de sécurité des Nations unies
CNPD	Congrès national de défense du peuple
CSW	Commission du Statut de la femme
DAW	Division pour l'avancement des femmes
DDR	Programme de désarmement, démobilisation et réintégration
DDRR(RR)	Programme de désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement et réinstallation.
DAM	Département de l'appuie aux missions
DOMP	Département du maintien de la paix des Nations unies
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
IDDRS	Integrated Disarmament, Demobilization, Reintegration Standards
INSTRAW	International Research and Training Institute for the Advancement of Women
MDRP	Programme multi-pays de désarmement (Banque Mondiale)
MLC	Mouvement de libération du Congo

MONUC	Mission des Nations unies en République démocratique du Congo
OCHA	Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations unies
OSAGI	Bureau de la conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAM	Programme alimentaire mondial
PCT	Pays contributeur de troupes
PNC	Police nationale congolaise
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RSSG	Représentant spécial du Secrétaire général
RSASG	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
SG	Secrétaire général des Nations unies
UNHCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.
UNIFEM	Fonds de Développement des Nations unies pour la femme
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	II
RESUMÉ.....	III
LISTE DES ACRONYMES.....	IV
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I :	
LES NATIONS UNIES, UNE SÉCURITÉ POUR TOUS ?.....	11
1.1 Bref historique de l'évolution des opérations de paix .....	11
1.2 La paix démocratique.....	17
1.2.1 La paix civile.....	19
1.2.2 Un monde pacifié.....	20
1.3 Critique du discours dominant.....	22
1.3.1 Ouverture ontologique.....	24
1.3.1.1 Le concept de sécurité revu et corrigé.....	27
1.3.1.2 Stratégies de défense nationale.....	28
1.3.1.3 Genre et conflit armé.....	31
1.3.2 Contestation du positivisme.....	33
CHAPITRE II :	
LES RÉSISTANCES AU GENRE.....	36
2.1 Le cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité.....	37
2.1.1 Contexte socio-historique de la Résolution 1325.....	40
2.1.2 L'égalité entre les sexes aux Nations unies.....	43
2.1.3 Le <i>gender mainstreaming</i> .....	46
2.2 Le <i>gender mainstreaming</i> et les opérations de paix.....	49
2.2.1 Les changements organisationnels.....	50
2.2.2 La formations sur le genre.....	52
2.2.3 La parité entre les sexes.....	55
CHAPITRE III :	
MISSION DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (MONUC) : UNE ÉTUDE DE CAS.....	59
3.1 Guerre et paix en République démocratique du Congo.....	59
3.2 La mission des Nations unies en République démocratique du Congo .....	63
3.2.1 Perceptions locales de la mission.....	64
3.2.2 Perceptions des casques bleus vis à vis la population locale.....	65

3.3 La politique de genre et la MONUC.....	71
3.3.1 Le mandat sexospécifique de la MONUC.....	72
3.3.2 Les rapports du Secrétaire général.....	77
3.3.3.Du Département au terrain : les stratégies de mise en œuvre.....	79
3.4 L'exemple des processus de désarmement.....	82
3.4.1 Qu'est ce que le DDR.....	84
3.4.2 L'architecture du programme de DDR en RDC.....	85
3.4.3 Les dimensions de genre et le programme de DDR.....	86
3.4.4 Les femmes et jeunes filles associées aux groupes armés.....	88
3.4.5 La nécessité de surmonter les préjugés à l'égard des femmes et jeunes filles associées aux groupes armés.....	89
CONCLUSION.....	97
..	
BIBLIOGRAPHIE.....	104

## INTRODUCTION

« Gender equality is more than a goal in itself. It is a precondition for meeting the challenge of reducing poverty, promoting sustainable development and building good governance. »

Kofi Annan

À ces paroles du 7<sup>e</sup> Secrétaire général des Nations unies, nous pourrions ajouter que l'atteinte de l'égalité entre les sexes est une *condition nécessaire* pour parvenir à la paix et la sécurité internationales. Du moins, c'est ce qu'implique le discours des Nations unies concernant les femmes, la paix et la sécurité. Ce discours soutient que l'égalité entre les sexes est nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité ; sans égalité, il ne peut y avoir de justice sociale et, sans justice sociale, la paix ne peut se manifester. Les deux constats qui animent ce discours sont, d'une part, le fait que les femmes subissent disproportionnellement les conséquences des conflits armés et, d'autre part, qu'elles sont systématiquement exclues des processus de paix. Par ailleurs, c'est la résolution 1325 adoptée en octobre 2000 par le Conseil de sécurité des Nations unies qui, avec le temps, est venue à symboliser cette réflexion concernant les femmes et la sécurité.

Le constat est également soutenu par un ensemble d'organisations non gouvernementales (ONG) féminines qui ont vivement célébré l'adoption de cette résolution. En effet, pour la première fois de son histoire, le Conseil de sécurité adopte une résolution qui porte exclusivement sur les femmes. En fait, aux dires des ONG, elle n'aurait probablement jamais vu le jour sans leur travail acharné de sensibilisation et d'éducation auprès des membres du Conseil sur le sort réservé à des millions de femmes en situation de conflit armé.

Ces ONG représentent en réalité un agglomérat d'organisations locales, nationales et internationales constituées en réseaux réunissant des activistes féministes, des victimes, des défenseurs des droits humains et des chercheurEs universitaires. Leur rôle est particulièrement intéressant comme sujet de réflexion dans le domaine des relations internationales si l'on

considère, comme Jacqui True et Micheal Mintrom, que les acteurs impliqués dans des réseaux transnationaux exercent une influence non négligeable sur la formulation des politiques au sein des organisations internationales.<sup>1</sup> Dans cet ordre d'idées, il semblerait alors possible de qualifier les ONG de défense des droits des femmes d'*entrepreneurs de normes* en matière de politiques d'égalité entre les sexes. Il sera toutefois imprudent de présumer que ces ONG partagent toutes les mêmes objectifs ou la même vision. Certaines étant nettement plus radicales ou critiques que d'autres. Or, de manière générale, elles soutiennent toutes que parvenir à une plus grande égalité entre les hommes et les femmes nécessite qu'en amont, la culture organisationnelle de l'institution soit modifiée en profondeur. Ne serait-ce qu'au niveau sémantique, prenons l'exemple du concept de «*post-conflit*» couramment employé dans les documents des Nations unies pour signifier la fin des combats et la période de relèvement et de reconstruction. Au sein de l'institution, le terme *post-conflit* est utilisé pour procéder à un changement de politiques ; les opérations militaires sont délaissées pour des interventions dites civiles. Ainsi, lorsqu'un conflit cesse, les activités de l'ONU sont réorientées vers la (re)construction des structures sociales, politiques et économiques des communautés en vue de créer les conditions favorables à l'essor d'une gouvernance démocratique.

Cette distinction entre périodes de conflit et post-conflit est amplement contestée par la pensée féministe. Ses protagonistes arguent, entre autres, que le terme post-conflit implique que la fin des hostilités signifierait la fin de la violence. Dès lors, une telle conception négligerait de reconnaître la prévalence de la violence structurelle, notamment celle qui s'inscrit dans la division internationale du travail, qui menace le quotidien des femmes (insécurité alimentaire, précarité économique, sous-éducation des filles). Délimiter de la sorte un continuum de violence signifie aussi prendre pour acquis qu'au moment où les armes se taisent, la militarisation des sociétés cesse. Sommairement, on entend la militarisation comme un processus socio-politique par lequel un système d'idées et de valeurs militaristes parvient à

---

<sup>1</sup>Jacqui True et Michael Mintrom, « Transnational Networks and Policy Diffusion : The Case of Gender Mainstreaming », dans *International Studies Quarterly*, Vol. 45, No. 1, Mars 2001, pp.27-57. Les auteurs soulignent que l'influence des réseaux transnationaux se fait également ressentir au niveau interne.



s'introduire et à se consolider dans toutes les institutions de la société.<sup>2</sup> Pour les auteures travaillant sur les questions de militarisation, comme Cynthia Enloe, plus la transformation des conventions sociales se fait en fonction d'idéaux militaristes, plus les femmes sont confinées à des espaces discriminatoires qui limitent leur capacité à faire valoir leur droits, à accéder à des ressources ou à faire entendre leur voix. Ce que la *curiosité féministe*<sup>3</sup> nous apprend alors, c'est que les interventions onusiennes en matière de résolution des conflits armés contribuent à maintenir la militarisation des sociétés après le silence des armes parce qu'elles ne sont pas considérées sous leurs aspects sociaux et personnels. Par exemple, l'ONU ne va pas chercher à savoir si l'accès à des ressources ou la capacité à faire valoir ses droits passe par des institutions qui sont dominées par des idéaux militaristes ou auprès de qui les populations vivant dans des camps de réfugiés doivent-elles se diriger pour assurer leur sécurité (forces d'auto-défense civile, milice, para-militaires, policiers)<sup>4</sup>? En fait, sans ce type de questions, l'organisation continuera à faire abstraction des tensions sociales qui émergent à la fin d'un conflit (comme par exemple, les rivalités entre anciens commandants pour des postes de prestige au sein du futur appareil politique) qui marginalisent les femmes du processus de paix et de reconstruction.

Cet exemple sert à démontrer que la *pensée féministe* propose une lecture alternative des interventions onusiennes en matière de paix et de sécurité. En fait, l'essentiel de la littérature sur les opérations de paix est préoccupé par des questions d'ordre opérationnel : les contradictions dans les mandats du Conseil de sécurité, les problèmes de coordination entre acteurs, le manque de ressources financières et humaines et les complications liées au

---

<sup>2</sup> Cynthia Enloe, « Demilitarization – or more of the same ? Feminist questions to ask in the post-war moment. » dans *The Postwar Moment : Militarities, Masculinities and International Peacekeeping*, sous la direction de Cynthia Cockburn et Dubravka Zarkov, pp.22-33. L'auteure compte parmi les croyances militaristes : l'idée que les conflits armés permettent de résoudre les tensions sociales; que la nature humaine est foncièrement violente et qu'avoir des ennemis est inévitable; qu'un État sans armée est « faible », qu'en temps de crise les femmes ont besoin d'une protection armée et que les hommes qui refusent de prendre les armes vont compromettre leur masculinité. (p.24)

<sup>3</sup> Le terme *curiosité féministe* est une traduction libre du concept « Feminist curiosity » lequel a été popularisé par Cynthia Enloe ; « is a curiosity that provokes serious questioning about the workings of masculinized and feminized meanings. » Cynthia Enloe, *The Curious Feminist : Searching for Women in a new Age Empire*, Los Angeles, University of California Press, 2004.

<sup>4</sup> *Ibidem*.

déploiement d'une mission dans un contexte hostile. Il existe toutefois une autre littérature sur les opérations de paix. Quoique moins abondante, la littérature féministe sur les opérations de paix couvre un éventail de sujets autrement négligés. En l'occurrence, il s'agit de sujets aussi variés que les cas d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel onusien, l'éclosion des industries du sexe et la hausse de la prostitution, le trafic d'humains ainsi que la prévalence du HIV/sida parmi les populations qui accueillent les missions de paix. Pour couvrir cette gamme de sujets, la pensée féministe va examiner ce qui est généralement occulté par les approches traditionnelles, à savoir les biais de genre qui façonnent la compréhension et les pratiques des opérations de paix contemporaines.

C'est dans cet ordre d'idées qu'a été développé l'objectif de recherche de ce mémoire. En fait, l'objectif fixé est double. D'une part, il cherche à mettre en évidence les présupposés qui guident la conceptualisation et les pratiques des opérations de paix comme mécanisme de résolution des conflits armés. D'autre part, ce mémoire tente de faire la lumière sur le développement et la mise en oeuvre d'une nouvelle norme concernant les femmes, la paix et la sécurité en matière d'opération de paix. Ces objectifs ont été établis en vue de répondre à la question centrale de ce mémoire qui est d'examiner dans quelle mesure les politiques sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS), telle que mobilisée dans la mission des Nations unies en République démocratique du Congo<sup>5</sup>, permettent ou non une approche de la sécurité inclusive des besoins et des préoccupations des femmes.

Quant à l'intérêt du sujet du point de vue de la science politique, il est également de deux ordres. D'abord, le mémoire cherche à analyser, à travers une lecture féministe, le discours dominant du Conseil de sécurité, qui, en raison de sa structure et de sa vocation, joue un rôle

---

<sup>5</sup> Au moment de soumettre ce mémoire la mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) a été remplacée par la mission des Nations unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO). Ce changement s'est effectué en juin 2010 par l'adoption de la résolution 1925 du Conseil de sécurité (UN/SCR/1925). Le chapitre portant sur la mission en RDC porte exclusivement sur la MONUC compte tenu que le mandat et les priorités restent les mêmes. Plusieurs observateurs ont d'ailleurs souligné que le changement était d'abord et avant tout sémantique pour des raisons politiques.



incontournable au sein du système international. En l'occurrence, elle constitue l'une des plus importantes organisations en matière de diffusion de normes de gouvernance, façonnant alors le comportement et les actions des États sur la scène internationale et au sein même de leurs frontières respectives. Depuis les vingt dernières années, les opérations de paix menées sous l'égide des Nations unies n'ont cessé de prendre de l'expansion. À l'origine, les missions de paix se voulaient essentiellement une force d'interposition visant à faire respecter un accord de cessez-le-feu préalablement signé entre deux ou plusieurs États belligérants. Or, comme nous allons le voir plus en détail dans le premier chapitre, au cours des soixante dernières années, ces opérations ont subi plusieurs transformations normatives. À l'heure actuelle, les opérations de paix ont un mandat considérablement plus ambitieux; elles visent l'établissement d'une paix durable au sein des pays dévastés par un conflit armé au moyen d'une approche holistique qui comprenne des aspects sécuritaires, politiques et socio-économiques. Ce qui nous intéresse en particulier est de savoir comment l'ONU en est venue à proposer cette représentation de la sécurité et, son corollaire, les opérations de paix comme mécanisme de résolution des conflits armés. Cette question nous conduira alors à interroger les présupposés de genre qui caractérisent le discours ; c'est à dire que nous allons chercher à savoir sur quelles notions de la féminité et de la masculinité le discours s'est construit. Nous allons aussi chercher à savoir quels sont les rapports de force qui le soutiennent et quelles en sont les implications sur les hommes et les femmes lors des conflits armés et après. En adoptant ainsi une approche féministe, il s'agira de mettre en lumière le « faux » universalisme et les « fausses » dichotomies qui rendent légitimes le savoir exclusivement masculin qui caractérise le discours des Nations unies au sujet de la sécurité et de la façon d'intervenir dans les conflits armés.

Le sujet est aussi d'intérêt dans la mesure où, comme nous l'avons souligné plus haut, l'adoption de la Résolution 1325 a permis d'inscrire « les femmes » à l'ordre du jour des questions de sécurité aux Nations unies. S'ensuivit le développement de politiques et de moyens d'action spécifiques sur les femmes, la paix et la sécurité. Sous la bannière de « femme, paix et sécurité », se rassemblent toutes les initiatives qui visent à identifier et rectifier les inégalités entre les hommes et les femmes. Sont également inclus tous les mécanismes visant l'atteinte de la parité entre les sexes au sein de l'institution. Dès lors, tant le processus d'institutionnalisation que celui d'opérationnalisation de ce nouveau « corpus »

mérite d'être examiné en profondeur. D'une part, la question est de savoir si ce nouveau cadre est apte à modifier les pratiques en vigueur au sein de l'institution de manière à répondre à la réalité des femmes à la fin d'un conflit armé. Il s'agira alors de voir comment les nouvelles politiques FPS assurent l'inclusion systématique des préoccupations et des besoins des femmes en matière de sécurité. D'autre part, rappelons-nous que l'adoption d'une nouvelle norme ne constitue que la première étape dans la vie d'une politique. En effet, celle-ci doit aussi être mise en œuvre au moyen de mécanismes d'implantation, de surveillance et d'imputabilité. La question se pose alors de savoir comment ces politiques ont été appliquées au sein de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo (RDC). Pour répondre à cette question, il s'agira d'examiner la compréhension et l'intégration des politiques FPS par les autorités de la mission.

Ce mémoire soutient l'idée selon laquelle l'approche des Nations unies en matière de paix et de sécurité internationale reproduit les inégalités structurelles qui sont à la base de l'insécurité des femmes. Reposant sur les présupposés d'une conception de la paix positive au sein de laquelle l'État demeure le garant de la sécurité de la population, cette conception de la sécurité est antinomique à une conception qui soit inclusive de l'expérience et du savoir des femmes. Parallèlement, les politiques issues du nouveau cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité, récemment introduites au sein des opérations de paix n'ont pas réussi à transformer les structures de pouvoir préjudiciables aux femmes en raison des nombreux lieux de résistance au sein de l'institution. N'étant pas parvenu à compléter le processus d'institutionnalisation, le nouveau cadre normatif échoue dès lors à intégrer la problématique homme-femme de manière systématique dans les différentes activités des opérations de paix. C'est pourquoi, en l'occurrence, les politiques et les moyens d'actions mis en place au sein de la Mission des Nations unies en RDC ont été compris comme visant à apporter aide et protection aux femmes au détriment d'une politique qui vise à insuffler une nouvelle dynamique entre les hommes et les femmes sur une base plus égalitaire.

Au début des années quatre-vingt, un article publié par Robert Cox remettait en question la vision traditionnelle attachée aux objectifs de la théorie en distinguant les *problem*

*solving theory* des théories critiques.<sup>6</sup> Souligner la distinction faite par Cox est important puisqu'elle permet de comprendre pourquoi les approches féministes, en tant que théorie critique, vont remettre en question les *apriorismes* ontologiques et épistémologiques des théories traditionnelles, lesquelles sont considérées comme des *problem solving theories*. En effet, ces présupposés jouent tant sur un plan ontologique (l'État de droit comme mode d'articulation privilégié pour parvenir à la paix et à la sécurité internationale) que sur un plan épistémologique (possibilité d'une science objective qui produise une connaissance « neutre », exempte de biais de genre).

Un cadre analytique issu des approches féministes en Relations internationales sera employé dans ce mémoire. Ce cadre ne correspond pas à une variante précise de l'une des approches féministes en RI, mais combine plutôt les positions et les concepts de plusieurs courants ; empruntant à des auteurEs comme Spike V. Peterson le projet féministe et le concept de hiérarchie de genre, à Cynthia Enloe ceux de militarisation et de structure de pouvoir, à Ann J. Tickner et Jill Steans le concept de sécurité et à Iris Marion Young le concept du *protecteur/ masculiniste*. Malgré ces variantes, ce qui distingue fondamentalement les approches féministes des autres courants en Relations internationales, c'est l'emploi du concept de genre comme catégorie ontologique. C'est pourquoi le cadre d'analyse adopté dans ce mémoire privilégiera le genre pour démasquer les structures de pouvoir qui permettent la prévalence d'un discours qui s'articule sur le rejet de ce qui est défini comme féminin.

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre consistera à examiner les présupposés implicites et explicites qui gouvernent l'idéologie libérale et qui conduisent à conceptualiser ses conclusions normatives au sujet des opérations de paix. Il s'agira de repérer les positions épistémologiques du libéralisme républicain, telles qu'on les retrouve dans la thèse de la *paix démocratique* et ce, dans le but d'en dégager les biais de genre sous-jacents. À cet égard, un retour à l'origine de ce savoir sera mené de manière à mettre en

---

<sup>6</sup> Robert Cox, « Social Forces, States and World Order : Beyond International Relations Theory » dans *Neorealism and its Critics*, sous la direction de Robert Keohane, New York, Colombia University Press, pp.204-254.

lumière le contexte socio-historique duquel il a émergé et les relations de pouvoir qui l'ont soutenu et qui continuent de le soutenir. Cette analyse s'appuyant sur le genre comme catégorie ontologique permettra de dégager les identités sociales et les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, deux aspects dont l'absence de considération dans la construction du discours dominant permet la réification de dichotomies telles que international/national, paix/conflit, privé/public et protecteur/protégée. En déplaçant notre objet d'analyse et en incluant l'expérience et le savoir des femmes, il devient alors possible de (re)problématiser le postulat selon lequel l'État, en l'occurrence, est le seul référent de la sécurité des individus et collectivités.

Le second chapitre se veut, quant à lui, un examen de l'institutionnalisation du cadre normatif concernant les femmes, la paix et la sécurité. L'objectif global consiste à évaluer si le cadre normatif est capable de s'insérer et de transformer le discours et les pratiques institutionnels en matière d'opération de paix. Autrement dit, il s'agit de voir si les actions et les politiques sont en mesure de modifier les rapports de force qui légitiment l'approche masculiniste qui caractérise les pratiques en matière d'opérations de paix. Rappelons-nous que notre cadre d'analyse nous oblige à reconnaître en amont que les normes ont la capacité de se transiger dans les institutions pour influencer le cours des événements et que tout changement en faveur de l'égalité demande une remise en question de la culture normative et bureaucratique des institutions. L'examen du discours peut alors nous renseigner sur les failles inhérentes de la politique de genre. L'évaluation sera faite au moyen d'un examen du discours onusien en observant deux aspects en particulier soit, d'une part, la perception dominante à l'égard des femmes comme actrices et sujets au sein de l'institution et, d'autre part, la présence et l'intégration des femmes au sein de l'institution. C'est alors par l'analyse du langage employé dans les documents stratégiques onusiens, en particulier ceux qui sont élaborés par le Département du Maintien de la paix des Nations unies (DOMP), que nous procéderons à notre analyse.

Dans le troisième et dernier chapitre, il sera question d'évaluer l'opérationnalisation du cadre normatif FPS. L'analyse de la mise en œuvre du nouveau cadre normatif se fera au moyen d'une étude de cas, soit la mission des Nations unies en République démocratique du



Congo. Cette évaluation de la mise en œuvre s'efforcera de mesurer sa compréhension et son intégration par les acteurs impliqués dans la mission. Soulignons au passage que la littérature scientifique au sujet de la mise en œuvre des politiques de FPS au sein de la MONUC est, somme toute, assez mince en termes de publication. De plus, les articles offrent rarement une analyse holistique de la question se concentrant surtout sur l'analyse des politiques d'aide aux victimes des violences sexuelles. C'est par une lecture des rapports sur la MONUC provenant du Conseil de sécurité et du Secrétariat que nous proposons de procéder à l'analyse. D'une part, il sera question de mettre en lumière les significations prêtées aux termes 'femme', 'genre' et 'égalité'. D'autre part, il s'agira de relever où se situe chacun de ces termes dans les documents onusiens (préambule, priorité ou cas vulnérable, par exemple) et le nombre de références faites à ces termes. Il est à noter que malgré plusieurs tentatives ont été faites pour obtenir les rapports d'activités du bureau de genre de la MONUC, mes demandes sont toutes restées sans réponse.

Une autre partie de l'analyse sur la mission en RDC s'appuiera sur l'étude du programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) mis en place à partir de 2004. Le choix de se pencher en particulier sur le DDR repose sur plusieurs raisons. D'abord, l'étude des programmes de DDR selon une perspective de genre met en relief la diversité de rôles que les femmes adoptent avant, pendant et après un conflit. Nonobstant, cette « multiplicité » est rarement reconnue par les acteurs des programmes de désarmement, le discours dominant voulant que les femmes soient seulement les victimes passives des conflits armés. Ensuite, la littérature féministe sur le désarmement comme mécanisme de pacification ainsi que celle portant sur les femmes et les filles associées aux groupes armés est de plus en plus riche en terme de recherche terrain. Enfin, il est à considérer que selon les résolutions du Conseil de sécurité sur la MONUC, la priorité passée et actuelle de la mission est d'appuyer le programme de DDR.<sup>7</sup> Ainsi, le désarmement des groupes armés locaux et étrangers est actuellement considéré par les autorités onusiennes comme l'aspect principal du processus de paix.

---

<sup>7</sup> Voir l'article 5 de la Résolution 1906 du Conseil de sécurité adopté le 23 décembre 2009 (UNSC/RES/1906).

Tout bien considéré, il y a deux raisons qui ont guidé le choix de prendre la mission en RDC comme étude de cas. D'une part, cette mission est la plus importante de l'organisation, notamment eu égard aux ressources humaines et financières mobilisées et au mandat qui lui a été octroyé. Il n'en demeure pas moins que la paix reste, pour le moins, précaire dans ce vaste pays de l'Afrique subsaharienne. En effet, malgré une relative stabilité dans la capitale et dans plusieurs autres régions, l'est du pays est toujours en proie à des hostilités entre différents groupes armés et entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les groupes armés. Dans cet environnement volatile où les accords de cessez-le-feu sont violés plus rapidement qu'ils ne sont établis et où le mandat de la mission évolue constamment en fonction du contexte, il faut procéder avec précaution lors de l'analyse de la littérature. D'autre part, considérant les répercussions spécifiques du conflit sur les femmes - utilisation du viol comme arme de guerre, déplacement massif pour trouver aide et refuge, enlèvement par des hommes de groupes armés pour accomplir un travail sexospécifique - l'examen d'un nouveau cadre normatif guidant les pratiques de l'un des acteurs impliqués dans le conflit mérite certainement notre attention. Pour les féministes, le sort réservé aux femmes congolaises n'est pas nouveau en soi, ni, par ailleurs, le propre des conflits armés contemporains ou des conflits « africains ». En effet, depuis des décennies, voire des siècles, les femmes ont documenté et témoigné quant au sort qui leur était réservé pendant et après les guerres et les conflits armés. En revanche, ce qui est sans précédent, c'est l'attention accordée à cette question et le fait qu'elle soit devenue le sujet d'un cadre normatif au sein d'une institution internationale

## CHAPITRE 1

### Les Nations unies : une sécurité pour tous ?

L'organisation des Nations unies (ONU) a été et continuera d'être au centre des efforts de la communauté internationale dans le règlement et la résolution des conflits armés. Depuis 1946, elle n'a cessé de développer et d'élaborer des stratégies en vue de maintenir la paix et la sécurité internationale, et c'est la raison première de sa création. Ce premier chapitre tente de faire la lumière sur les présupposés (*assumptions*) qui guident la conceptualisation et les pratiques des opérations de paix comme mécanisme de résolution des conflits armés. En d'autres mots, cette partie du mémoire se veut une analyse critique des fondements idéationnels du discours dominant qui rendent légitime la pratique des opérations de paix des Nations unies. Pour procéder à cet examen, un cadre analytique issu du courant féministe des théories en Relations internationales sera employé. Ainsi, il s'agira d'abord d'exposer l'ampleur des biais de genre dans la conceptualisation des opérations de paix et, ensuite, de démontrer comment la représentation de la sécurité aux Nations unies va à l'encontre de la sécurité des femmes.

#### 1.1 Bref historique de l'évolution des opérations de paix

Les missions de paix sont nées sur le terrain dans l'objectif de gérer les conflits armés pour assurer la paix et la sécurité internationale. Or, nulle part ne retrouve-t-on dans la Charte des Nations unies des dispositions explicites pour le déploiement d'une mission de paix. Le caractère *ad hoc* des missions est particulièrement intéressant en ce sens qu'il explique, en grande partie, les tergiversations lorsque vient le temps d'établir le schéma de leur évolution ou de définir une typologie des différents concepts qui leur sont associés. En l'occurrence, les

concepts de maintien de la paix (*peacekeeping*), de rétablissement de la paix (*peacemaking*), d'imposition de la paix (*peace enforcement*) et de consolidation de la paix (*peacebuilding*) sont à la fois utilisés pour décrire les différentes activités qui peuvent avoir cours durant une mission et pour établir une distinction entre les types de missions<sup>8</sup>. Ceci dit, les missions contemporaines englobent généralement toutes ces activités : *maintien de la paix*, puisque normalement une mission est déployée à la suite d'un accord de paix ; *rétablissement de la paix*, dans la mesure où une mission vise aussi le rapprochement des parties en conflit par des mesures non coercitives ; *imposition de la paix*, parce que les missions peuvent recevoir le mandat de recourir à la force armée pour la protection des civils ; *consolidation de la paix*, qui comprend des activités d'appui aux réformes des institutions politiques et judiciaires pour le redressement socio-économique et politique du pays. Pour éviter toute confusion, le terme générique *d'opération de paix* sera employé dans ce mémoire pour désigner les missions mises sur pied par le Conseil de sécurité des Nations unies (CS) - excluant ainsi les missions des alliances militaires, comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou d'organisations régionales, telles que l'Union africaine (UA) ou l'Union européenne (UE). Ce terme se veut aussi un concept plus élastique afin d'embrasser l'ensemble des activités susmentionnées des missions contemporaines. Quoi qu'il en soit, les concepts utilisés pour décrire les missions contemporaines varient considérablement selon les auteurs<sup>9</sup>.

Depuis leur création en 1956, les opérations de paix ont subi d'importantes évolutions, et ce, tant sur le plan quantitatif et qualitatif que normatif. Il va sans dire que cette évolution ne suit d'aucune manière une trajectoire cohérente. Déjà, la première mission au Congo en 1964, l'ONUC, s'éloignait du principe selon lequel les Nations unies n'intervenaient qu'entre États belligérants et n'avaient pas le droit d'user de la force armée. Toujours est-il que les changements les plus significatifs ont eu lieu après la guerre froide avec le déblocage du Conseil de sécurité. Le premier changement se trouve dans l'élargissement des mandats. En effet, les opérations au Rwanda (1993-1996), en Somalie (1992-1993 et 1993-1995) et en

---

<sup>8</sup> Thierry Tardy, « Le bilan de dix années d'opérations de maintien de la paix » dans *Politique étrangère*, Vol. 3, no.4, 2000, pp.389-402.

<sup>9</sup> Par exemple, *Peace-support operations* (Bellamy, Williams et Griffin), maintien de la paix élargi (Findlay), opérations multidimensionnelles (Ku, Jacobson et Druch).



Bosnie (1992-1995) comprenaient une forte composante civile responsable des questions humanitaires et politiques. Un autre effet du dégel du CS est la multiplication des opérations de paix. Ce faisant, l'ONU a rapidement atteint un plafond jusque-là inégalé en termes de ressources humaines, financières et matérielles mobilisées<sup>10</sup>. D'ailleurs, plusieurs observateurs affirment que les échecs de ces opérations reposent, en grande partie, sur l'incapacité du Conseil de sécurité d'obtenir des moyens à la hauteur de ses ambitions. C'est pourquoi le Secrétaire général de l'époque et des groupes de réflexion ont entrepris, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, de repenser les opérations de paix et leurs principes fondamentaux que sont l'impartialité et le consentement des parties impliquées<sup>11</sup>. L'objectif de ces réflexions était également de formuler une doctrine apte à encadrer les opérations de paix<sup>12</sup>. Or, comme le souligne Alexandra Novosseloff, bien que plusieurs des recommandations du rapport Brahimi aient été appliquées, notamment dans la composition et les procédures des opérations de paix, il n'en demeure pas moins qu'elles sont habituellement dépassées par les réalités du terrain. C'est pourquoi établir une doctrine concernant les opérations de paix est, pour le moins, un exercice périlleux<sup>13</sup>.

Pour bien situer l'évolution des opérations de paix, nous allons porter notre attention sur trois éléments, tels que proposés par Béatrice Pouligny, soit : 1- la nature de leurs activités; 2- le moment du déploiement d'une mission et le droit au recours à la force pour imposer la

<sup>10</sup> En l'occurrence, entre 1989 et 1993, l'ONU a mis sur pied dix-sept opérations de paix, soit autant que durant les trois décennies depuis leur création. Charles-Philippe David et Julien Toureille « La consolidation de la paix, un concept à consolider » dans *Faire la paix : concepts et pratiques de la consolidation de la paix*, sous la direction d'Yvan Conoir et Gérard Vernan, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, pp.15-37.

<sup>11</sup> Le *Supplément à l'Agenda pour la paix* souligne, entre autres choses, que la réussite des opérations de paix passe par le renforcement des institutions nationales, la promotion des droits de l'homme, la création de forces policières civiles et d'autres actions dans le domaine politique. Ce document est une version révisée de *l'Agenda pour la paix* publié en 1992 par le Secrétaire général de l'époque, Boutros Boutros Ghali.

<sup>12</sup> Le plus important des travaux de réflexion est celui du groupe d'études sur les opérations de paix de l'ONU, autrement connu sous l'appellation *Rapport Brahimi* du nom du président du groupe de travail.

<sup>13</sup> Alexandra Novosseloff, « Les opérations de paix des Nations unies : les normes fixées par le rapport Brahimi mises à l'épreuve » dans *Guide du Maintien de la paix 2007*, sous la direction de Jocelyn Coulon, Montréal, Éditions Athéna, 2007, pp.50-61.

volonté de la communauté internationale; 3- le rôle de l'ONU dans l'ensemble du processus de paix<sup>14</sup>.

Eu égard à ce qui précède, on note tout d'abord que les activités ont évolué de manière substantielle depuis les premières missions dans la mesure où elles vont bien au-delà du seul établissement d'une force d'interposition. Sommairement, les premières opérations de paix avaient le mandat d'observer l'application d'un cessez-le-feu entre deux États belligérants. Le déploiement des contingents militaires visait la création d'une zone tampon à partir de laquelle les militaires devaient veiller au retrait des troupes. Outre empêcher une recrudescence de la violence, ces missions ne menaient aucune activité politique en parallèle. Aujourd'hui, le Conseil de sécurité exige qu'une mission participe à la réhabilitation des pays aux prises avec un conflit au moyen d'interventions sécuritaires, humanitaires, politiques, économiques et sociales. De ce fait, les missions actuelles doivent appuyer le processus de démobilisation et de réintégration des groupes armés, fournir un soutien aux réformes du secteur de la sécurité et à celles des institutions politiques et judiciaires, soutenir les stratégies de réconciliation nationale et aider au redressement économique. Enfin, graduellement, d'autres axes d'intervention sont venus se greffer à ces activités. En l'occurrence, il s'agit du déminage, de la lutte contre le SIDA, des réformes du secteur de sécurité, de la protection des enfants et des droits de l'homme<sup>15</sup>.

Ensuite, le contexte dans lequel les opérations sont déployées a également beaucoup changé depuis les premières opérations. D'une part, elles visent non plus à gérer un conflit entre deux États belligérants, mais des conflits civils. En effet, la majorité des conflits dans lesquels les opérations contemporaines sont appelées à intervenir sont des conflits intraétatiques qui opposent, soit les forces d'un État à un ou plusieurs groupes rebelles (nationaux et/ou étrangers), soit des groupes armés nationaux entre eux, soit des groupes armés nationaux contre ceux des pays limitrophes. Malgré l'appellation *intraétatique*, il n'en demeure pas moins que les conflits contemporains ont tous, à des degrés divers, des

---

<sup>14</sup> Béatrice Pouligny, *Ils nous avaient promis la paix : L'ONU et population locales*, Paris, Presses de Sciences Po, Paris, 2004, p.27.

<sup>15</sup> Alex Bellamy, Paul Williams et Stuart Griffin, *op cit*, p.21.

implications qui outre-passent leurs frontières respectives. La nature changeante des conflits a fait en sorte que le nombre d'acteurs, légaux et illégaux, avec lesquels les missions ont l'obligation d'interagir s'est multiplié, complexifiant de la sorte la réalisation des mandats. Notons au passage que puisque généralement l'État qui consent à la présence de casques bleus sur son territoire est également partie au conflit, la question de l'impartialité de l'opération est mise à rude épreuve. En effet, il n'est pas rare que l'opération soit perçue rapidement comme une partie du conflit par certains protagonistes. Ce faisant, le consentement des forces en présence, autrement une condition essentielle du déploiement d'une force de paix, devient plus difficile à acquérir et à maintenir. Les attaques, de plus en plus fréquentes et intenses, contre le personnel et les installations de l'ONU s'expliquent, en partie, par l'opposition d'acteurs qui considèrent la présence onusienne comme nuisible à leurs intérêts.

D'autre part, à l'heure actuelle, même si elles sont généralement mises sur pied à la suite des accords de paix, il arrive fréquemment que les hostilités reprennent sans pour autant que la mission soit fermée. Ce contexte de *ni guerre ni paix* a modifié la position de l'organisation sur la question du recours à la force. Dans le passé, celui-ci n'était autorisé qu'en cas de légitime défense, c'est-à-dire lorsque les casques bleus étaient la cible d'attaques directes. Les observateurs militaires n'étaient pas formés en unité de combat et étaient légèrement armés. Or, depuis les quinze dernières années, le Conseil de sécurité a tendance à élaborer des mandats qui accordent le droit de faire usage de la force. De là, deux tendances ont émergé sur la question : d'une part, l'ONU tend à déléguer les opérations militaires à d'autres organisations comme l'OTAN, ou à des coalitions d'États mieux adaptées à ce type d'intervention<sup>16</sup> ; d'autre part, même si le recours à la force est autorisé,

---

<sup>16</sup> Par exemple, de juin à septembre 2003, l'ONU a autorisé la mise sur pied d'une force d'intervention multinationale intérimaire dans le cadre de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo. Cette opération, dirigée par la France, avait comme mandat de mettre fin aux combats et de faire cesser les exactions contre les populations civiles dans les environs de la ville de Bunia, en Ituri. Thierry Tardy « L'ONU et le recours à la force ou le mariage de la carpe et du lapin », dans *Étude Raoul-Dandurand* (UQAM), no.12, 2006, 30p. Le recours à des forces extérieures pour exécuter un mandat sous le chapitre VII (notamment des organisations régionales) n'est en fait qu'un aspect d'un phénomène plus large qu'est la régionalisation des opérations de paix.

son usage n'en demeure pas moins restreint puisque limité à la protection des populations civiles sous la menace de violence imminente.

Enfin, selon Béatrice Pouligny<sup>17</sup>, il est également possible de situer l'évolution des opérations de paix par rapport à leur implication dans l'ensemble du processus de paix. Lors des premières opérations, les observateurs militaires ne menaient aucune activité politique ou autre dans le processus de paix qui se déroulait en parallèle<sup>18</sup>. Le succès d'une opération se mesurait exclusivement à l'absence d'hostilité entre les États. Certes, les mandats des opérations contemporaines ne sont pas tous identiques. Néanmoins, ils comportent une ressemblance manifeste dans la mesure où les opérations ont toutes des mandats multitâches cherchant à consolider la paix. Cette approche multidimensionnelle recherche la réalisation d'un objectif final global, soit « d'engendrer les conditions d'une paix durable – par la reconstruction des sociétés, par la réforme des institutions et par le maintien d'une forte présence internationale<sup>19</sup> ». Le rôle des opérations des Nations unies dans un processus de paix est donc considérable puisqu'il s'agit désormais d'un mécanisme visant la réhabilitation d'un pays aux prises avec un conflit :

The new missions are more complex and more explicitly committed to and involved in conflict resolution. What was formerly regarded primarily as a conflict control function has been extended to also include peacemaking and peacebuilding, both of which involve the use of conflict resolution processes or skills. These skills include negotiation, mediation, facilitation, consultation, conciliation and communication<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> Voir note 14

<sup>18</sup> Il est important d'insister sur le fait qu'il est question du *type* d'activités menées sur le terrain puisque les missions de paix sont par définition politiques.

<sup>19</sup> Charles Philippe David, *op. cit.*, p. 17.

<sup>20</sup> Paul Diehl, Daniel Druckman et James Wall, "International Peacekeeping and Conflict Resolution: A Taxonomic Analysis with Implications" dans *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 42, no.1, Février 1998, p.36.

Dans cet ordre d'idées, les opérations de paix concourent ni plus ni moins à mettre en œuvre une ingénierie qui propose de l'extérieur un nouveau cadre - cadre qui s'articule sur le plan politique, sécuritaire, social et économique – et ce, dans le but d'instaurer une paix durable dans un pays ayant vécu un conflit armé<sup>21</sup>.

Ce bref parcours de l'évolution des opérations de paix vise surtout à démontrer que les opérations contemporaines sont beaucoup plus complexes eu égard aux contextes dans lesquels elles sont déployées, à l'accroissement de leur taille, à la multiplication des acteurs impliqués et à l'étendue des mandats octroyés. Avec le temps, elles sont devenues une vaste entreprise aux contours mal définis, mais qui continue à évoluer pour s'adapter à des situations politiques et sécuritaires très diverses. Or, malgré tous ces changements, il n'en demeure pas moins que les opérations de paix dépendent toujours des forces armées des États membres pour leur mise en œuvre. En effet, la majorité des effectifs déployés lors d'une mission sont des militaires, et ce, même si la composante civile occupe une place de plus en plus importante<sup>22</sup>. Aussi, même si les principes fondamentaux d'impartialité et de consentement ont été ébranlés avec le temps et les changements qui ont eu lieu au sein du système international, il est clair que les opérations de paix des Nations unies sont tout de même revêtues d'une légitimité internationale, ne serait-ce qu'en raison des objectifs humanitaires auxquels l'organisation se dit vouée.

## 1.2 La paix démocratique

Suite à une lecture des propos tenus par les chercheurs et les praticiens des opérations de paix modernes, il est évident que celles-ci sont fondées sur la pensée libérale. En effet, les

---

<sup>21</sup> Béatrice Pouligny, *op. cit.*, p, 294.

<sup>22</sup> En fait, plus les missions gagnent en complexité, plus le nombre d'intervenants civils est important. Cette composante en charge du volet civil comprend les hommes et les femmes ayant un savoir-faire en matière de processus électoral, de reconstruction de l'État de droit/processus de démocratisation, d'assistance humanitaire, de relèvement économique, de protection des droits humains.



doctrines, les principes organisationnels, les objectifs défendus renvoient tous à l'implantation d'un idéal démocratique<sup>23</sup>. En d'autres mots, la résolution d'un conflit passe par le rétablissement d'institutions fonctionnant selon des normes de gouvernance spécifiques à la démocratie libérale :

A single paradigm – liberal internationalism – appears to guide the work of most international agencies engaged in peacebuilding. The central tenet of this paradigm is the assumption that the surest foundation for peace, both within and between states, is market democracy, that is, a liberal democratic polity and a market-oriented economy<sup>24</sup>.

Cette partie du travail tente de dépasser une analyse des doctrines et des questions d'ordre opérationnel des missions de paix dans le sens où elle cherche à examiner le discours qui confère aux opérations de paix leur légitimité morale, symbolique et politique. Ce faisant, il est de mise de se pencher sur les présupposés à partir desquels est construit le discours hégémonique sur le sujet. Dans quelle mesure alors, les régimes démocratiques sont-ils garants de la paix civile et de la sécurité internationale? Les pages suivantes tentent de mettre en lumière, de façon très succincte, les postulats fondamentaux du libéralisme républicain tel que défendus dans la thèse de la *paix démocratique*, et ce, à partir des propos tenus par John M. Owen<sup>25</sup>. Sommairement, cette thèse défend l'idée selon laquelle les régimes démocratiques sont plus pacifistes, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières, puisque les normes et les institutions démocratiques agissent de manière à proscrire la violence dans les rapports entre l'État et les citoyens et entre les citoyens eux-mêmes et entre les États démocratiques. Cette théorie est fondée sur trois principes fondamentaux de la pensée

<sup>23</sup> Cet énoncé ne sous-entend pas que les motivations des États participant aux opérations de paix se limitent au seul objectif de participer à la démocratisation des pays.

<sup>24</sup> Roland Paris, « Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism » dans *International Security*, Vol. 22, No.2, Automne 1997, p.56. Voir aussi Michael Barnett, Anthony McDermott, Edward Newman et Michael Pugh.

<sup>25</sup> John M. Owen, « How Liberalism Produces Democratic Peace », dans *International Security*, Vol. 19, No. 2, (Automne) 1994, p.87-125. Le choix de cet auteur repose sur deux aspects. D'une part, l'auteur s'inscrit dans la vague d'auteurs des Relations internationales, qui, à la fin de la guerre froide, en sont venus à théoriser « la victoire » du libéralisme. D'autre part, Owen comme les autres auteurs sont convaincus que la théorie de la paix démocratique constitue la seule théorie des RI pour laquelle il existe des lois empiriques. (Voir également Micheal Doyle, Jack S. Levy, Bruce Russett et James Lee Ray).

kantienne, soit la constitution civile républicaine, l'alliance de principe et le droit cosmopolite, comme mode d'organisation des collectivités et comme vecteur de la paix internationale<sup>26</sup>.

### 1.2.1 La paix civile

Dans un premier temps, Owen soutient l'idée selon laquelle les régimes démocratiques concourent à la paix civile puisque les normes démocratiques laissent libre cours aux préoccupations fondamentales de tous les individus, à savoir le bien-être matériel et l'épanouissement individuel (*self preservation*). La poursuite des intérêts individuels n'est toutefois possible que si la liberté règne et seule la paix civile peut ouvrir cet espace de liberté. C'est-à-dire que les guerres civiles seraient 'contre-productives' à la recherche du bien-être individuel. Ainsi, les pratiques sociales individuelles concourent *naturellement* à préserver la paix civile puisque cet idéal est partagé par tous dans l'intérêt de chacun.

Ensuite, le recours à des moyens violents pour faire valoir la multiplicité des intérêts politiques, individuels et collectifs, est contré par les institutions politiques démocratiques. La séparation de l'exécutif et du législatif, le droit à la libre expression et des élections régulières réduisent les foyers de discorde au sein des sociétés. L'argument avancé est que les institutions démocratiques sont aptes à contenir les litiges par des voies pacifiques (en l'occurrence, le dialogue, la médiation et la négociation) puisqu'elles rendent la violence de moins en moins acceptable au sein des sociétés, hormis *le monopole de la violence* légitime détenu par l'État.

Parallèlement, le discours sur la légitimité du régime démocratique repose sur l'idée que cette forme d'organisation politique, sociale et économique est la seule apte à garantir les

---

<sup>26</sup> Anne-Marie D'Aoust, « Les approches féministes des Relations Internationales » dans *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, Sous la direction d'Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal, Éditions Athéna, 2007, p. 311

droits fondamentaux de l'homme<sup>27</sup>. L'argument essentiel du caractère universel des droits de l'homme suppose que les hommes ont des droits inhérents parce que tous les êtres humains sont des êtres rationnels, libres et moraux : les droits de l'homme découlent de sa simple existence, une existence considérée comme sacrée. En mettant au centre de leur préoccupation l'individu, les solutions préconisées par l'école libérale reposent sur la défense de valeurs et de normes universelles. Ce discours s'est développé à partir d'une conception originelle de l'individu qui décide d'entrer volontairement en société afin de protéger ses acquis « naturels », c'est-à-dire le droit à vivre sa vie comme bon lui semble<sup>28</sup>.

### 1.2.2 Un monde pacifié

Owen va transposer l'idée que la démocratie mène la paix au niveau du système international. Il avance que les gouvernements démocratiques entretiennent des relations harmonieuses avec les autres États dans la mesure où « Democracies practice compromise in their internal politics, believe that it is imprudent to fight each other and confer legitimacy upon other states believed to be democratic, making it unjust to wage war upon those states<sup>29</sup> ». Le raisonnement est le suivant : plus il y a de démocraties dans le monde, moins les États seront enclins à déclencher des conflits et à compromettre la sécurité internationale. Cela dit, même si les relations entre États démocratiques sont moins conflictuelles, il n'en va

---

<sup>27</sup> Historiquement, les droits fondamentaux de la personne se sont développés en une série de strates successives qui incorporent à une première série de droits « civils » une liste de droits dits civiques ou politiques puis, plus récemment économiques et sociaux. De plus, ces droits fondamentaux sont défendus indépendamment des distinctions « de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toutes autres opinions, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toutes autres situations (article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, 1948).

<sup>28</sup> Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme : perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Éditions Seuil, 1983, 310p.

<sup>29</sup> John M. Owen, *op.cit.*, p.90.



pas ainsi entre les États démocratiques et les États non démocratiques<sup>30</sup>. L'argument principal d'Owen repose sur l'idée d'une homogénéisation naturelle des politiques étrangères entre les États démocratiques ; en réalisant la possibilité d'acquérir des *gains absolus* issus d'une relation harmonieuse, les États démocratiques seront plus enclins à développer une politique étrangère ouverte et prévisible facilitant de la sorte une coopération étroite. Les liens ainsi créés par la coopération rendent la guerre plus improbable en raison du « coût » exorbitant, pertes humaines et perturbation des échanges commerciaux, qui, par ailleurs, sont politiquement difficiles à défendre. En un mot, la convergence des intérêts nationaux pacifie les relations internationales puisqu'elle conduit à une plus grande interdépendance entre les États<sup>31</sup>. Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est l'idée que les États démocratiques parviennent à établir des relations amicales entre eux parce qu'ils ont réussi à instaurer un *contrat social* susceptible d'atténuer l'anarchie issue du comportement irrationnel des régimes non démocratiques. En somme, Owen (ainsi que les tenants du libéralisme républicain en général) soutient qu'un monde unifié et pacifié est possible par le biais des institutions et des valeurs démocratiques et par le libre-échange.

Certes, le discours libéral est loin d'être homogène et exempt de contradictions, mais sa croyance absolue dans le progrès de *l'humanité* concourt à un optimisme avéré. C'est d'ailleurs sa propension à croire aux possibilités d'une paix durable qui le distingue des autres modes de pensée. Avec la disparition du bloc soviétique, les tenants de l'école libérale en sont venus à célébrer un nouvel ordre mondial fondé sur un cosmopolitisme kantien. Cette tendance ne concerne toutefois pas seulement la pensée dominante en relations internationales, mais aussi les dirigeants d'États, les décideurs et les hauts fonctionnaires des

---

<sup>30</sup> Owen note à ce propos l'importance de la perception dans la pacification des relations entre États démocratiques. Il insiste sur le fait que les relations pacifiées entre États démocratiques ne peuvent exister que si un État perçoit l'autre comme étant aussi démocratique. De plus, cette idée d'Owen rejoint celle de M. Doyle. En effet, Doyle va affirmer que parce que les régimes non démocratiques ne respectent pas la volonté de leur population, leurs comportements sur la scène internationale sont considérés comme douteux aux yeux des régimes démocratiques. Par conséquent, les régimes démocratiques seront peu enclins à adopter une politique ouverte envers les régimes non démocratiques.

<sup>31</sup> Ici, l'argument d'Owen se rapproche des théories de l'institutionnalisme néolibéral telles que défendues notamment par Joseph Nye et Robert Keohane. Cela dit, Owen demeure relativement vague dans son argumentation sur les effets de l'interdépendance, ce qui laisse croire qu'il ne va pas aussi loin que ceux qui s'inscrivent spécifiquement dans le courant néo-libéral de l'économie politique.

organisations internationales<sup>32</sup>. Rappelons que c'est à partir des années quatre-vingt-dix que l'ONU a graduellement développé sa doctrine voulant que les opérations de paix participent à l'établissement d'une paix durable au moyen d'une approche multidimensionnelle pour la démocratisation des États. C'est ce contexte idéologique et politique qui a contribué à l'émergence d'un discours dominant dans le sens où les idéaux du libéralisme républicain semblent être admis *par tous* et *pour tous*, comme l'affirme Oliver P. Richmond, « [...] It is generally assumed that the 'liberal peace' is acceptable to all<sup>33</sup> ». Ainsi, les principales préoccupations des praticiens et observateurs des opérations de paix des Nations unies consistent à trouver les stratégies les plus efficaces pour démocratiser les pays émergeant d'un conflit civil.

### 1.3. Critique du discours dominant

L'après-guerre Froide n'a pas seulement permis de sortir les deux blocs d'une logique guerrière, mais a également favorisé l'ouverture d'un espace de théorisation<sup>34</sup>. S'inspirant des autres sciences sociales, un foisonnement de nouvelles théories et approches en RI a – non sans heurts – tenté d'outrepasser et de repenser les frontières de ce champ d'études. C'est effectivement à cette époque – voire même dès le début des années quatre-vingt - que le constructivisme, l'École anglaise, les approches féministes, les théories postmodernes et un ensemble de théories critiques remettent en question, entre autres choses, l'absence de considération par les théories orthodoxes pour l'historicité et les fondements idéationnels

---

<sup>32</sup> Par exemple, en 1994 le Président américain, Bill Clinton, a prononcé un discours public soutenant que la propagation de la démocratie était une source de paix, de sécurité et de prospérité. La démocratisation des *États en faillite* (failed States) est par la suite devenue l'un des piliers de sa politique étrangère.

<sup>33</sup> Oliver P. Richmond, « The Problem of Peace: Understanding the Liberal Peace », dans *Conflict, Security and Development*, Vol.6, no.3, octobre 2006, p.292.

<sup>34</sup> Micheal Barnett, « An Introduction to Contrustivism » dans *The Globalization of World Politics : An Introduction to International Relations*, Sous la direction de Steve Smith, Patricia Owens et John Baylis, 4<sup>ième</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp.252-267

(idées, normes, règles et savoir) dans la formulation des concepts clés tels que 'l'État', la 'souveraineté' et le 'système international'. Par exemple, les constructivistes vont reprocher au libéralisme de ne pas tenir compte des normes et des idées comme variable ayant un effet structurant dans la formulation des intérêts nationaux et de l'identité nationale et ce, même si a priori les théories libérales reconnaissent que les normes et les institutions ont une incidence sur le comportement des États<sup>35</sup>. Dans cet ordre d'idées, la manière de voir le monde - l'anarchie du système international peut être atténuée par une coopération entre les États démocratiques - est remise en question par l'idée que les normes et les identités façonnent la compréhension même du concept d'anarchie et la manière dont les entités (États) définissent leur rôle et leurs intérêts. L'anarchie n'est alors ni extérieure à, ni antérieure aux agents, mais une constituante de l'identité que se donnent les agents.

Une autre critique émanant de ce « mouvement de contestation » a trait à la question du pouvoir. Bien sûr l'objectif ici n'est pas de revoir l'ensemble des écrits critiques sur le pouvoir. Il est cependant juste de mentionner que certains chercheur-es vont reprocher au libéralisme (et autres théories traditionnelles) l'emploi du concept de pouvoir comme étant neutre et *ahistorique*. Leurs principales critiques est que le pouvoir va au-delà de sa manifestation matérielle (notamment en termes de capacités militaires ou économiques) pour inclure également le rôle du pouvoir dans la production du savoir. Ce faisant, le pouvoir devient bien plus que la capacité de modifier le comportement ou les actions d'un autre État. Il est plutôt entendu comme l'habileté de déterminer le sens accordé aux concepts et aux idées dominantes. C'est pourquoi les féministes élaborent, avec d'autres anti-fondationnalistes en RI, une sévère critique de la possibilité d'une science neutre (*value free*) et objective<sup>36</sup>. Ceci dit, ce qui distingue la réflexion des féministes des autres écoles est l'emploi du concept de genre comme grille d'analyse. Et, comme nous allons tenter de le démontrer dans les pages suivantes, la construction des identités sociales est instrumentale dans le fondement et le maintien des biais de genre dans le discours dominant.

---

<sup>35</sup> Michael Barnett, *op. cit.*, p.253

<sup>36</sup> Malgré les variantes existant au sein de la mouvance anti-fondationnaliste (soit les critiques interprétative et l'interprétativisme radical) il n'en demeure pas moins que tous les anti-fondationnalistes rejettent à la fois le positivisme et les théories de résolution de problèmes.

### 1.3.1 Ouverture ontologique

Comme l'avance Spike Peterson, la pensée féministe vise non seulement à mettre en lumière l'androcentrisme dans la production du savoir, mais cherche aussi à le rectifier en donnant plus de visibilité aux femmes<sup>37</sup>. En fait, l'auteur envisage le projet féministe selon trois objectifs qui s'inscrivent dans un continuum : le premier consiste à introduire l'expérience et le savoir des femmes, le second à retracer l'androcentrisme de la pensée dominante et le dernier à reconstruire une théorie des Relations internationales capable de fournir une interprétation plus juste (more comprehensive) de l'action humaine. Pour mener à terme cet exercice intellectuel (et politique), les féministes emploieront le genre à la fois comme catégorie empirique et cadre analytique.

Peu importe la variante, chacune des approches du féminisme va développer une nouvelle catégorie empirique au sein de laquelle se situent les expériences des femmes. C'est-à-dire que l'observation et la compréhension de la réalité sociale est inclusive du vécu des femmes – où sont-elles ? que font-elles ? que vivent-elles ? que disent-elles ? En l'occurrence, Cynthia Enloe a entamé sa réflexion à partir des récits et des expériences des travailleuses domestiques, des épouses de diplomates/militaires, des prostituées ainsi que des femmes ayant des emplois dans l'industrie d'armement en vue de dégager la relation entre l'armée et les femmes<sup>38</sup>. En fait, l'auteure, en se penchant en particulier sur la « vie ordinaire » des femmes, s'interroge sur le silence entourant cette absence ; pourquoi les femmes sont-elles invisibles ? Qui bénéficie de cette absence ? Ce faisant, elle en vient à démontrer la relation de dépendance entre les institutions militaires (et *militarisantes* -

---

<sup>37</sup> Spike V. Peterson, « Feminist Theories Within, Invisible To, and Beyond IR » In *Brown Journal of World Affairs*, Vol. 10, No. 2 (hiver/printemps), 2004, p.40. Voir aussi Spike V. Peterson, *Gendered State ; Feminist (Re)visions of International Relations Theory*, Colorado, Lynce Rienner, 1992, 298p.

<sup>38</sup> Voir de Cynthia Enloe, *Bananas, Beaches and Bases ; Does Khaki become you ? : The Militarisation of Women's Lives* et *Manoeuvres : The International Politics of Militarizing Women's Lives*.



complexe militaro-industriel, corps armés, agences de renseignements, etc) et les rôles de mères, d'épouse, de prostituée et de « cheap labor » que les femmes assument. En fait, cette dépendance est soutenue par un rapport de pouvoir qui s'appuie sur la prévalence de notions *essentialistes* concernant les femmes et les hommes et qui, ce faisant, en arrive à maintenir un ordre social hautement militarisé. En fait, des féministes comme Steans, Enloe et Peterson avancent l'idée selon laquelle les structures hiérarchiques s'inspirent et se construisent à partir d'une dichotomie qui privilégie le masculin, valorisé au détriment du féminin. La hiérarchisation, argue Peterson, est rendue possible grâce à une construction stéréotypée du genre qui associe les hommes à la sphère publique, à l'objectivité, au pouvoir et à l'autonomie, tandis que les femmes sont associées à des caractéristiques comme la faiblesse, la dépendance, l'émotivité et le privé<sup>39</sup>. En fait, plus que les significations prêtées à ce qui est féminin et masculin, la hiérarchisation est issue de l'interdépendance qui sous-tend la construction du genre dans la mesure où ce qui est valorisé (masculin) ne peut l'être qu'aux dépens de ce qui est déprécié (féminin). Ainsi, les pratiques du savoir sont-elles construites sur des pratiques d'exclusion. La masculinité étant ainsi privilégiée, l'explication des phénomènes sociaux (par exemple, la guerre, les stratégies de défense nationale fondées sur une armée « aguerrie ») ou l'élaboration des concepts (par exemple, l'État) seront fondées sur une approche qui privilégie ce qu'est associé à l'expérience masculine, à savoir l'objectivité, la scientificité, la logique. Tout compte fait, ce sont les relations de pouvoir – le contrôle exercé quotidiennement sur le travail et le corps des femmes – qui intéressent les féministes. Or, démasquer les structures de pouvoir demande d'élargir le sens et le type d'interrogations, passant de l'ajout des femmes dans les catégories déjà existantes à l'emploi du genre comme nouvelle catégorie analytique.

Dans cet ordre d'idées, le genre est entendu comme une construction sociale (system of meanings) qui attribue aux femmes et aux hommes une identité sociale. Ce faisant, le genre attribue à chacun des sexes un système de valeurs à travers lequel le monde est vu et compris. Ces identités façonnent également ce qui est valorisé et jugé convenable en termes de

<sup>39</sup> J. Ann Tickner, "You Don't Understand : Troubled Engagements between Feminist and IR Theorists" dans *International Studies Quarterly*, Vol.41, No.4, 1997, p 614. Voir également, J. Ann Tickner, *Gendering World Politics: Issues and Approaches in Post-Cold War Era*, New York, Columbia University Press, 2001, 200p.

comportements et d'attitudes chez les femmes et les hommes. Ici, l'identité biologique renvoie à une catégorie vide de significations puisque les termes "femme" et "homme" n'ont de sens que dans un espace social : « women and men are made not born<sup>40</sup> ». Étant une construction, le genre est déterminé par les structures économiques, la nature du mode d'organisation des collectivités et ses orientations, les pratiques religieuses et culturelles ainsi que par le rapport qui existe entre chacun de ces éléments. C'est pourquoi, comme le souligne Jill Steans, le genre doit être compris comme un *processus*, c'est-à-dire qu'il n'est ni statique, ni figé dans le temps, mais continuellement façonné par les discours et les pratiques représentationnelles dans un contexte socio-historique spécifique ;

[...] the view of gender as social not natural points to the importance of discursive construction or inter-subjective understandings of gender; that is the social meaning and significance attributed to perceived sex differences. Gender is material in the sense that even while one's gender is not necessarily rooted in the materiality of one's sexed body, it is nevertheless embedded in social institutions and practices that reproduce gender identities, gender roles and gender relations<sup>41</sup>.

Ce que l'ontologie féministe cherche à démontrer, c'est que les relations sociales dans lesquelles sont imbriqués les individus - comprises comme un processus reproduit par des pratiques historiographiques, culturelles et philosophiques - définissent notre compréhension du monde et nous informent de ce qui est privilégié par le discours et les pratiques dominants. Ainsi, pour les féministes, notre manière de voir et comprendre le monde n'est ni périphérique, ni préexistante aux significations prêtées aux femmes et aux hommes :

Once we begin to theorize gender – to define gender as an analytic category within which humans think about and organize their social activity rather than a natural consequence of sex difference, or even merely as a social variable assigned to individual people in different ways from culture to culture - we can begin to appreciate the extent to which gender meanings have suffused our belief systems, institutions and even such apparently gender-free phenomena as our architecture and urban planning<sup>42</sup>

---

<sup>40</sup> J. Ann Tickner, *op. cit.*, p.9

<sup>41</sup> Jill Steans, *Gender and International Relations, Issues, Debates and Future Directions*, Cambridge, Polity Press, 2000, p.16.

<sup>42</sup> Citation de Sandra Harding, trouvé dans Spike. V. Peterson, *op. cit.*, p.9.

D'ailleurs, comme le souligne Peterson, introduire le récit des femmes (adding women) nous instruit de la relation entre le genre, les relations de pouvoir et la production du savoir. Si bien que déconstruire les présupposés patriarcaux du savoir exige plus que l'ajout d'un savoir féminin. En effet, pour transgresser les frontières conceptuelles il est nécessaire d'amener les femmes de la périphérie vers le centre ; c'est-à-dire de projeter les femmes en tant que *sujet de connaissance* (women as knowable) à *agent de connaissance* (women as knowers). Ce faisant, il est possible d'ouvrir la voie à une contestation des structures de domination et, incidemment, à la révision des concepts fondamentaux. Et, c'est en ce sens que les féministes adoptent une posture normative :

But analytically and structurally exposing how gender operates to constitute the theory and practice of IR is thoroughly disruptive. It disrupts foundational concepts, conventional dichotomies, familiar explanations, and even the discipline's boundaries<sup>43</sup>.

#### 1.3.1.1 Le concept de sécurité revu et corrigé

Dans les pages qui suivent, le concept de sécurité fera l'objet d'une relecture selon une perspective féministe. Habituellement, en Relations internationales, le concept de sécurité désigne la sécurité de l'État contre les menaces externes. Privilégiant l'État comme *réfèrent* de la sécurité – cette conception sous-entend que seul l'État est apte à protéger sa population contre les menaces<sup>44</sup>. Cette approche stato-centriste est largement contestée par le courant féministe, et ce, principalement parce qu'elle se limite à l'étude du recours et du contrôle de la force par l'État contre des menaces qui sont perçues exclusivement comme étant militaires et extérieures. Dans cet ordre d'idées, la pensée féministe va s'interroger sur *la nature* et *l'origine* de la menace. Elle va également se pencher sur l'État, comme l'entité censée assurer la protection de la population. Entre autres choses, les féministes vont chercher à savoir *qui* est protégé par les stratégies nationales et, plus particulièrement, jusqu'à quel point les femmes sont protégées par ces stratégies. C'est en cherchant à répondre à ces questions

<sup>43</sup> V. Spike Peterson, *op. cit.*, p.42.

<sup>44</sup> Éric M Blanchard, "Gender, International Relations, and the Development of Feminist Security Theory" dans *Signs*, Vol.28, No.4, 2003, p.1289.

fondamentales que les auteures féministes vont, dans un premier temps, rompre avec l'ontologie orthodoxe. Ce faisant, l'individu devient, contrairement à une approche systémique qui met l'accent sur les institutions, la catégorie ontologique privilégiée par les auteurs féministes: « Feminist thinking about security starts out from the circumstances and needs of people and stresses that the security is not just about the absence of threats or acts of violence, but the enjoyment of economics and social justice<sup>45</sup> ». Dans cet ordre d'idées, l'insécurité est structurelle : « Feminists claim that structural inequalities, which are central contributors to the insecurity of individuals, are built into the historical legacy of the modern state and the international economical system of which it is part of<sup>46</sup> ». Tickner va utiliser le concept de structure d'inégalité (structural inequalities), emprunté de Galtung dans ses écrits sur la paix, pour décrire les structures économiques, sociales, politiques et environnementales qui se dressent comme obstacles à la sécurité des femmes.

#### 1.3.1.2 Stratégies de défense nationale

Au plan politique et sécuritaire, le postulat des féministes est que la conception de l'État moderne se fonde sur des rapports d'altérité genrés soutenus par des structures de pouvoir hiérarchique. Ici, le concept de genre nous permet de comprendre comment la construction voulant que les hommes soient les protecteurs et que les femmes aient besoin de protection participe à légitimer des pratiques sociales d'exclusion et de contrôle (du corps et du travail) des femmes : « In this patriarchal logic, the role of the masculine protector puts those protected, paradigmatically women and children, in a subordinate position of dependence and obedience<sup>47</sup> ». Pour Young, découvrir les structures de pouvoir exige de poser un regard critique sur la construction de la masculinité et ses multiples variantes puisque, comme la

---

<sup>45</sup> Jill Steans, *op. cit.*, p.67.

<sup>46</sup> J. Anne Tickner, *op. cit.*, p.629.

<sup>47</sup> Iris Marion Young, « The Logic of Masculinist Protection : Reflection on the Current Security State », dans *Signs*, Vol.29, No.1, 2003, p.3.



féminité, la masculinité n'est pas monolithique. Certes, un examen de la masculinité ne peut se faire sans comprendre la féminité - l'un ne va pas sans l'autre -, mais porter une attention particulière à la construction de la masculinité nous permet de mieux saisir la nature pernicieuse du pouvoir. Ce que l'auteure met en évidence, c'est que la masculinité hégémonique est construite à partir d'une conception relativement bénigne de la masculinité. En effet, la '*logic of masculinist protection*' n'est pas la figure la plus violente, agressive ou belliciste :

Instead, the gallantly masculine man is loving and self-sacrificing, especially in relation to the women. He faces the world's difficulties and dangers in order to shield women from harm and allow them to pursue elevating and decorative arts. The role of this courageous, responsible and virtuous man is that of a protector<sup>48</sup>.

L'auteure soulève l'idée que cette forme de masculinité se reproduit d'autant plus aisément qu'elle bénéficie du concours des femmes qui acceptent de bon gré la protection offerte. Il s'agit dès lors d'une co-constitution qui, simultanément, opprime et valorise les femmes ; celles-ci sont reconnaissantes de la protection que leur offrent les *hommes bien* (good men) : être protégées leur attribue une certaine valeur, mais elles oublient que la protection obtenue exige également d'elles leur soumission. Suivant cette logique, Young transpose la relation entre le citoyen et l'État aux relations de genre, plaçant de la sorte les femmes dans la position subordonnée du citoyen et les hommes dans celle de l'État garant de la protection des femmes<sup>49</sup>. Le discours stato-centriste renverrait à la notion de l'idéal masculin, ou dans les termes de Young, à la *logique masculiniste*, laquelle associe l'identité masculine à son rôle de protecteur en raison de l'autorité que lui confère son genre : « To the extent that citizen of a democratic state allow their leaders to adopt a stance of protectors

---

<sup>48</sup> Young, *op. cit.*, p.4

<sup>49</sup> Bien que l'auteure définisse (sommairement) la démocratie comme un régime où existe un État de droit, des droits civils, des libertés politiques et la tenue d'élections libres, il n'en demeure pas moins qu'elle soutient que même les pays au sein desquels existe une tradition démocratique depuis longtemps, la démocratie reste insaisissable et relative. Iris Marion Young, « Introduction » dans *Inclusion and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p.5.

toward them, these citizen come to occupy a subordinate status like that of a women in the patriarchal household<sup>50</sup>».

L'auteure poursuit en affirmant que ce ne sont pas uniquement les États dans lesquels sévit un régime dictatorial qui pratiquent l'oppression des femmes, mais qu'en raison des biais de genre, les régimes démocratiques exercent également une domination sur les femmes. Le préjudice que les femmes subissent ne provenant pas alors d'un acte de violence, mais se manifestant plutôt par leur subordination sur le plan social, économique et politique et, ce faisant, leur exclusion des sphères décisionnelles. C'est pourquoi, expliquent certaines féministes, les stratégies et les politiques développées à partir de cette conception statocentrée vont à l'encontre des besoins de sécurité politique, économique et sociale des femmes : « Rather than seeing military capability as an assurance against outside threats to the state, militaries are seen as frequently antithetical to individual security, particularly to the security of women and other vulnerable groups<sup>51</sup> ». Comme l'exprime Ann J. Tickner, le renforcement des capacités militaires lors d'une crise, fictive ou réelle, contribue ainsi à l'émergence d'un ordre social hautement militarisé dans lequel le recours à la violence est valorisé. Cynthia Enloe va quant à elle souligner que la conception de la sécurité qui repose sur l'efficacité d'un système de défense institutionnalisé entraîne des conséquences fâcheuses pour les femmes dans la mesure où les ressources attribuées aux budgets militaires sont autant de ressources qui ne sont pas investies dans les programmes sociaux susceptibles d'alléger les conditions de vie précaires de la majorité des femmes<sup>52</sup>.

D'ailleurs, les féministes ont amplement écrit sur la division du travail et ses implications quotidiennes dans la vie économique des femmes<sup>53</sup>. Ces auteures défendent l'idée qu'en associant les femmes à des caractéristiques 'maternelles' (*care-giver*), les

---

<sup>50</sup> Iris Marion Young, *op cit.*, p.2.

<sup>51</sup> J. Ann Tickner, *op. cit.*, p.84.

<sup>52</sup> Voir la note no. 27.

<sup>53</sup> Voir en l'occurrence, Spike V. Peterson, « How (the Meaning of) Gender Matters in Political Economy » dans *New Political Economy*, Vol. 10, No. 4, 2005, pp. 499-521; J. Ann Tickner, « The gendered frontiers of globalization » dans *Globalizations*, vol. 1, no. 1, 2004, pp. 15-23.

attentes sociales exigent d'elles qu'elles assument la responsabilité première des tâches dites domestiques. Ainsi, même si les femmes travaillent généralement plus d'heures dans presque toutes les sociétés, leur travail, dans la mesure où il se situe dans la sphère privée et ne génère aucun capital sur le marché, n'est alors ni reconnu ni valorisé sur le plan social. Dans ce contexte, la vulnérabilité des femmes est d'autant plus aiguë qu'elles se trouvent en position de dépendance envers les hommes pour assurer leur viabilité économique : « Public/private boundaries have the effect of naturalizing women's unremunerated work in the home to the detriment of women's autonomy and economic security<sup>54</sup> ».

#### 1.3.1.3 Genre et conflit armé

Comme mentionné ci-haut, les féministes en RI vont également s'intéresser aux implications de genre qui informent les différentes formes de violence – sociétale, économique, domestique, étatique. Les phénomènes de crise politique et de conflit armé ne sont alors pas ignorés par la curiosité féministe. Leurs écrits participent tous à donner une voix aux femmes et à exposer le rapport de domination qui se traduit par la violence armée. Certaines auteures, comme Penttinen, Enloe et Cockburn, démontrent comment l'exclusion des expériences féminines – le viol des femmes est perçu, tant par les acteurs des conflits que les intervenants, comme un effet inévitable, naturel des conflits armés – ne nous permet pas de saisir les multiples causes de la violence qu'elles subissent.

Dans cet ordre d'idées, Penttinen<sup>55</sup> revisite le conflit en Bosnie pour expliquer comment le corps des femmes est devenu l'un des endroits où s'est déroulé le conflit. En employant comme point de départ le corps sexué (et son existence), elle argumente que la perte d'un sentiment de *sécurité* provoquée par la globalisation et l'éclatement de l'URSS après la chute du régime soviétique a donné lieu à une prolifération de foyers, en l'occurrence, ethniques et

---

<sup>54</sup> J. Ann Tickner, *op. cit.*, p.628.

<sup>55</sup> Elina Penttinen, *From State-centric Security Towards Embodied Security: Feminist Perspective on the Subject of Security in Deterritorialized World*, Paper to be presented at the 2007 ISA Conference, Nordic Research on Gender and Security, p.15.

paramilitaires (pour ne nommer qu'eux), comme source d'identité et de sécurité chez toute une génération d'hommes. Ce morcellement identitaire serait responsable de l'exacerbation des tensions sociales, d'autant qu'à la veille du conflit le contexte en était un où le recours à la violence était hautement valorisé. Vu l'émergence d'une culture valorisant de plus en plus les idéaux militaires, la représentation hégémonique de la masculinité s'est également militarisée. Or, en raison de la relation de réciprocité qui existe dans la construction des identités, cette nouvelle représentation a favorisé une notion de la féminité portée vers des stéréotypes voulant qu'elles soient plus pacifistes, fragiles ainsi que leur place *naturelle* soit l'environnement familiale. Ce faisant, les femmes deviennent les symboles des communautés, au point où les hommes, de la même communauté, peuvent se glorifier de leur apporter aide et protection. En revanche, en devenant la figure de la reproduction (biologique et culturelle) d'une communauté, les femmes en viennent à personnifier l'ennemi dans les luttes interethniques. Ainsi, la valorisation de la culture militaire jumelée à une forte identité ethnique a rendu possibles les violences sexuelles dont des milliers de femmes ont été victimes :

The systematic violence against women and children in Bosnia-Herzegovina shows the consequences of change of warfare from old to new wars at the corporal level. (...) It shows how human bodies and more specifically women's reproductive organs have become the battlefield of new wars. How inner space of the body becomes a site of war, terror and fear. It is inside the woman's body that the war is fought, won or defeated<sup>56</sup>.

Tout compte fait, les analyses féministes se veulent une approche qui dépasse les présupposés du discours dominant sur la sécurité pour en dégager les relations de pouvoir qui le soutiennent. C'est en introduisant les identités de genre que les tenants de cette école en viennent à comprendre comment se construisent les relations de pouvoir qui confinent les femmes dans un espace donné (domestique) et subséquemment, les contraignent à vivre dans l'insécurité au quotidien, et ce, tant sur le plan social, économique que politique. Comme le note Anne-Marie D'Aoust, « [...] la sécurité n'est pas simplement associée à la protection de

---

<sup>56</sup> Elina Penttinen, *op. cit.*, p.15.

l'État : elle est partie intégrante d'un *état d'être*<sup>57</sup> ». Ainsi, le projet féministe vise à rendre visible ce qui est volontairement ignoré par la production du savoir et les pratiques sociales qui naturalisent le dénigrement de tout ce qui est féminin. Pour les femmes aux prises avec les conséquences des structures patriarcales, en dégager les fondements est un premier pas vers l'émancipation.

### 1.3.2 Contestation du positivisme

Parmi les postulats du libéralisme, on retrouve l'idée que la réalité peut être observée de manière objective, qu'une distinction entre les faits et les valeurs est possible et que la validation d'une hypothèse peut se faire moyennant une recherche empirique. Les conclusions d'Owen sur la paix démocratique reposent sur une posture voulant que le monde soit compris *tel qu'il est* ; certains pays ont des régimes démocratiques, d'autres sont en période de transition vers la démocratie tandis que certains font face à l'affaiblissement total de leurs structures politiques. Cette perception est possible grâce au cheminement intellectuel qui reconnaît l'existence de *lois* qui peuvent être énoncées par la théorie. Comme le laisse entendre son hypothèse, il existe un lien de causalité entre le type de régime et l'avènement d'une paix civile et internationale<sup>58</sup>. Or, ce que le questionnement féministe vient mettre en lumière, c'est que la production du savoir se construit, en réalité, sur les relations de pouvoir fondées sur le genre. C'est pourquoi les tenants de l'école féministe vont remettre en question la neutralité du chercheur qui postule ce type de conclusions, étant lui-même imbriqué dans des structures sociales façonnées par ces rapports de pouvoir. Pour Spike V. Peterson, l'autorité et la capacité de faire valoir ce qui constitue une connaissance légitime reposent sur

---

<sup>57</sup> Anne-Marie D'Aoust, « Les approches féministes des Relations Internationales » dans *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, Sous la direction d'Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal, Éditions Athéna, 2007, p. 311

<sup>58</sup> Il est à noter que les défenseurs d'une relation de causalité entre un régime démocratique et la paix et la sécurité ne s'entendent pas sur laquelle des deux composantes, à savoir les institutions ou les normes, aurait le plus d'incidence. Quant à Owen, il affirme « I argue that liberal ideology and institutions work in tandem to bring about democracy ». (p.89).



ce qu'elle appelle la hiérarchie de genre (*gender hierarchy*), qu'elle définit comme une domination institutionnalisée des hommes sur les femmes, laquelle est légitimée et dépolitisée par des pratiques et représentations masculinistes<sup>59</sup>. Le questionnement féministe, en mettant en relief la contribution du contexte idéologique, politique et social par lequel il a été construit, permet de soulever que la représentation du monde « tel qu'il est », renvoie implicitement à une version dominée par une vision exclusivement masculine de ce monde :

Thus, objectivity, understood as a perspectiveless gaze, is impossible in a socially constructed world; rationality is not transcendental but historically specific, learned activity; and methods are necessarily contextual, and therefore shaped by cultural and particular values<sup>60</sup>.

Pour plusieurs féministes, comme Peterson, Grant et Steans, les biais de genre propres au discours libéral remontent aux fondements philosophiques de la pensée moderne en Europe, notamment ceux du courant du siècle des Lumières. Elles soulignent que le modèle original de *l'homme rationnel*, à partir duquel a été développé le libéralisme, n'est en fait représentatif que des hommes, blancs, faisant partie d'une élite occidentale. Autrement dit, ce qui est perçu par le discours comme *l'expérience humaine* n'est en fait que l'expérience d'un groupe restreint d'individus, excluant *de facto* d'autres formes d'expériences. Certes, le contexte socio-politique duquel a émergé la pensée libérale n'est plus le même aujourd'hui. Mais, comme le soulignent certaines féministes, si, aujourd'hui, le discours dominant est encore imprégné de biais de genre, c'est que ces derniers n'ont jamais été problématisés : « The gender bias throughout the Western political and philosophical tradition has gone unquestioned in international relations theory. The result is that gender (not to mention women) appears to be an irrelevant question<sup>61</sup> ». Par ailleurs, il est en quelque sorte prévisible que ceux qui favorisent les rapports de pouvoir n'en questionnent pas les fondements. Or, force est de constater que l'absence de questionnement sur les présupposés masculinistes

<sup>59</sup> Spike V. Peterson, *op. cit.*, pp. 35-46

<sup>60</sup> *Ibidem.*, p.21.

<sup>61</sup> Rebecca Grant, *The sources of Gender bias in International Relations Theory*, Bloomington, Indiana University Press, 1991, p.9

propres à la pensée moderne occidentale a fait en sorte qu'ils ont été incorporés dans la construction du savoir présentement dominant, perpétuant ainsi leur naturalisation.

L'objectif de ce premier chapitre était de démontrer que les opérations de paix des Nations unies sont profondément enracinées dans des structures patriarcales. C'est dire que le discours sur la paix et la sécurité - l'avènement de la paix est possible grâce à la démocratie et la sécurité est indissociable de l'État - est, en réalité, une vision truffée de biais de genre. Ces biais tiennent au fait que les opérations de paix n'ont pas été conceptualisées à partir des récits et du savoir féminins. Mais encore, plus qu'une négligence implicite, l'absence du savoir féminin repose sur des rapports de pouvoir qui privilégient des formes de connaissances associées à la masculinité. C'est pourquoi les féministes, qui, en s'intéressant aux présupposés masculinistes - il existe une différence fondamentale entre les hommes et les femmes, l'hétérosexualité est une norme universelle, la division du travail fondée sur le sexe est *naturelle*, la prédominance des hommes dans la sphère publique est inhérente à la vie sociale - parviennent à mettre en lumière le lien entre les identités de genre, le pouvoir et le champ politique. Dès lors, les tenants des approches féministes vont remettre en question la neutralité des agents de la connaissance, eux-mêmes imbriqués dans des structures sociales façonnées par ces rapports de pouvoir. Dans cet ordre d'idées, même si la démocratie est généralement acceptée de tous comme une forme enviable d'organisation des collectivités, il n'en demeure pas moins qu'elle est construite sur des pratiques d'exclusion.

## CHAPITRE 2

### Les résistances au genre

Maintenant qu'une analyse féministe a dégagé les biais de genre du discours libéral, il s'agira de voir si le développement d'un cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité<sup>62</sup> correspond à une stratégie capable de modifier le discours de l'institution de manière à ce qu'il réponde aux préoccupations sécuritaires des femmes et, ce faisant, participe à l'accès à l'égalité entre les hommes et les femmes. La question centrale devient alors de savoir si le caractère transformateur du concept de genre, tel qu'envisagé dans l'approche de genre intégrée (AGI), a su altérer les biais de genre qui caractérisent la culture et les principes organisationnels des opérations de paix. C'est par l'entremise d'une évaluation de la perception dominante à l'égard des femmes (comme actrices et sujets) et de l'intégration des femmes au sein de l'institution que sera défendue l'idée que l'introduction des politiques d'égalité entre les sexes au sein des opérations de paix ne concoure pas de manière significative à la transformation des relations de pouvoir qui sont à la base des pratiques *genrées*. En fait, l'échec provient du processus d'institutionnalisation du concept de genre en politique formelle. Dans la mesure où les significations prêtées à l'approche de genre intégrée<sup>63</sup> (et toutes les politiques et stratégies qui en sont issues) ont été dénaturées - le concept de genre est devenu synonyme de femme - le potentiel normatif autrement attaché à cette approche s'est dissipé en devenant une démarche au sein d'une institution de gouvernance globale comme l'ONU.

---

<sup>62</sup> Dans les pages qui suivent les termes « Résolution 1325 », « politique de genre », « programme FPS » sont employés de manière interchangeable pour signifier le cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité.

<sup>63</sup> Pour les besoins de ce travail, la formule *approche de genre intégrée* (AGI) sera employée. Cette formule est une traduction libre du concept anglais de *gender mainstreaming* que l'on retrouve dans les documents officiels des Nations unies. Autrement, c'est le terme *démarche soucieuse d'équité entre les sexes* que l'on retrouve dans les (quelques) documents onusiens traduits en français. Le choix d'utiliser l'expression AGI repose sur la volonté de distinguer une démarche (*gender mainstreaming*) des politiques d'équité et de parité (*gender balance*) en vigueur aux Nations unies.

## 2.1. Le cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité.

Le cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité a pris son envol avec l'adoption, en octobre 2000, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution a marqué un point tournant sur les questions des droits des femmes aux Nations unies dans la mesure où, pour la toute première fois de son histoire, l'organisation place la situation des *femmes* pendant et après un conflit armé à l'ordre du jour des questions de paix et de sécurité internationales. Dès lors, la situation des femmes est devenue un enjeu de paix et de sécurité internationales pour cette organisation de gouvernance globale. Suite à l'adoption de la Résolution 1325, plus d'une dizaine d'agences, incluant celles directement impliquées dans la gestion des opérations de paix, ont mobilisé leurs ressources humaines, financières et matérielles pour répondre aux obligations de ce nouveau cadre<sup>64</sup>. Outre les quatre autres résolutions adoptées par le Conseil de sécurité depuis<sup>65</sup>, une panoplie de stratégies, politiques et mécanismes sont venus se greffer au cadre en vue d'en faciliter la mise en œuvre.

Le cadre sur les femmes, la paix et la sécurité est un ensemble de nouveaux préceptes dans le discours des Nations unies sur la sécurité<sup>66</sup>. On reconnaît désormais que les conflits armés ont des impacts différents sur les hommes et les femmes et que ces dernières en subissent les conséquences de manière disproportionnée<sup>67</sup>. Le cadre soulève aussi le rôle

---

<sup>64</sup> Il s'agit en l'occurrence du Fonds de développement des Nations unies pour la femme, de la Division pour l'avancement de la femme, de la Commission du Statut de la femme, de la Conseillère spéciale des Nations unies sur les questions de genre, du Rapporteur spécial des Nations unies sur les violences sexuelles, de la Commission sur la consolidation de la paix, du Fonds des Nations unies pour le développement et du Bureau des Nations unies pour la prévention des crises et du relèvement.

<sup>65</sup> Il s'agit de la Résolution 1820 (S/RES/1820) et 1888 (S/RES/1888) sur les violences sexuelles utilisées comme arme de guerre, de la Résolution 1889 (S/RES/1889) et 1925 (S/RES/1925) sur la sous-représentation des femmes dans les mécanismes de relèvement et les processus de paix.

<sup>66</sup> Louise Olsson et Torunn L. Tryggerstad, « Introduction », dans *Women and International Peacekeeping*, sous la dir. Louise Olsson et Torunn L. Tryggerstad, New York, Routledge, 2001, p.3.

<sup>67</sup> Or, ce que nous apprend la *curiosité féminine* c'est que les femmes subissent surtout les conséquences indirectes des conflits armés tandis que les hommes sont plus susceptibles de mourir

distinct et essentiel des femmes dans la prévention et le règlement des conflits armés et exige, de ce fait, de bonifier (tant sur le plan quantitatif que qualitatif) la participation des femmes aux processus de paix, qu'il soit formel ou informel. Il demande aussi de mettre fin aux violences sexuelles employées comme armes de guerre puisqu'elles contribueraient à exacerber les conflits et, ce faisant, à menacer la sécurité internationale. On en appelle aussi à une plus grande présence des femmes au sein des missions de paix et du département, et ce, à tous les niveaux, mais spécialement à des postes de décision. L'idée directrice de ce cadre est que l'égalité entre les sexes est une condition *sine qua non* de la paix; l'égalité étant essentielle à l'établissement d'une justice sociale sans laquelle il ne peut exister de paix durable.<sup>68</sup> C'est donc dire que les efforts de l'organisation en matière de gestion et de résolution des conflits doivent inclure, tant au moment de l'élaboration des mandats qu'au moment des interventions sur le terrain, une démarche soucieuse de l'expérience et des besoins spécifiques des hommes et des femmes. L'égalité entre les sexes étant la finalité ultime recherchée par ce programme.

Enfin, le cadre sur les femmes, la paix et la sécurité se veut *normatif* dans le sens où il cherche à créer un nouveau canevas de comportements et d'attitudes légitimes qui gouvernent les pratiques institutionnelles en matière de sécurité : qui est sécurisé par les pratiques (les hommes *et* les femmes); comment la sécurité est-elle définie (moyennant une plus grande égalité entre les sexes); qui devrait participer aux négociations de paix (autant les hommes que les femmes) ; qui est l'objet d'une protection (les deux sexes selon leurs vulnérabilités)<sup>69</sup>. Le cadre se veut normatif aussi dans le sens où le principe d'égalité entre les sexes est régi par un ensemble de règles et de conventions. Selon la définition avancée par Martha Finnemore et Katryne Sikkink, l'institutionnalisation d'une nouvelle norme requiert

---

d'une mort violente pendant le conflit. En l'occurrence, les femmes font partie de la majorité des personnes réfugiées ou déplacées, elles sont les premières personnes à souffrir de malnutrition aiguë et elles composent la majorité des victimes de violences sexuelles. Jack El Amani, *Genre et conflit armé – synthèse*, Institute of Development Studies, BRIDGE, Août 2003, p.15.

<sup>68</sup> Dyan Mazurana et Eugenia Lopez Piza, *Gender Mainstreaming in Peace Support Operations: Moving Beyond Rhetoric to Practice*, International Alert, Juillet 2002, p.11.

<sup>69</sup> Martha Finnemore et Katryne Sikkink, «International Norm Dynamics and Political Change » dans *International Organization*, Vol.52, No.4., 1998, pp.887-917.



deux phases distinctes ; la première est celle de son émergence; la seconde, celle de la cascade qui représente le moment crucial où une norme est adoptée par un niveau critique d'acteurs. Ainsi, pour devenir une norme, l'idée de tenir compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes pour résoudre et gérer les conflits armés doit non seulement être reconnue comme une pratique moralement acceptable (valeur), mais doit aussi être exécutée par l'ensemble des acteurs concernés<sup>70</sup>. À ceci, Aruna Rao et David Kelleher ajoutent que plus que la nécessité d'être valorisée par une masse critique d'acteurs, l'institutionnalisation d'une norme requiert l'apparition de changements au niveau personnel (degré de conscience politique) et social (accès à l'éducation) et ce, tant au sein des espaces formels (législation) qu'informels (pratiques religieuses).<sup>71</sup> C'est à la lumière de cette définition du concept de norme que le second chapitre du mémoire a été construit. Il s'agira alors de faire état de la présence et de l'intégration des femmes dans les opérations de paix d'une part, et de porter attention à la perception dominante de la femme en tant que sujet, d'autre part.

Les Nations unies, comme toutes les autres institutions, se caractérisent par une culture organisationnelle qui leur est propre avec ses normes, ses règles, son langage et son « univers moral »<sup>72</sup>. On peut également décrire une culture organisationnelle comme étant un système d'idées (*system of meaning*) valorisé par une collectivité donnée qui agit comme balises au sein desquelles les actions et les décisions de l'organisation sont prises<sup>73</sup>. La culture d'une institution non seulement émerge-t-elle toujours à partir d'un contexte socio-politique spécifique, mais elle est continuellement (re)façonnée par les discours et les pratiques. La prédominance d'une culture est le propre d'un discours dominant, lequel se

---

<sup>70</sup> Martha Finnemore et Katryne Sikkink, «International Norm Dynamics and Political Change » dans *International Organization*, Vol.52, No.4., 1998, pp.887-917.

<sup>71</sup> Aruna Rao et David Kelleher, « Is There Life after Gender Mainstreaming », dans *Gender and Development*, Vol. 13, No. 2, 2005, p.60. Les auteurs ont nommé ce processus d'institutionnalisation l'approche des quatre groupes (four clusters).

<sup>72</sup> Sandra Whitworth, *Men, Militarism, and UN Peacekeeping*, Colorado, Lynne Rienner Publisher, 2004, p.122.

<sup>73</sup> Laura J. Shepherd, « Power and Authority in the Production of United Nations Security Council Resolution 1325 » dans *International Studies Quarterly*, Vol. 52, 2008, pp 383-404.

maintient grâce à une structure dont le rapport de force lui est favorable<sup>74</sup>.

Dans cet ordre d'idées, les Nations unies se démarquent par un environnement qui privilégie les idéaux de l'internationalisme libéral et dont les actions se veulent guidées par les principes d'altruisme et d'humanisme. Or, le contexte dans lequel évolue l'organisation est marqué de joutes diplomatiques et de guerres interdépartementales. L'influence de certains États-membres exerce aussi une forte incidence sur l'adoption de l'ordre du jour<sup>75</sup>. Ceci est d'autant plus remarquable en ce qui concerne la culture du Conseil de sécurité puisqu'il est dominé par ce qui est considéré comme les « véritables enjeux » (*hardcore issues*), ceux concernant la paix et la sécurité internationale. Ce faisant, le conseil souscrit aux règles de la *realpolitik* où la souveraineté et les intérêts nationaux ont préséance. Rappelons-nous aussi que les missions de paix sont largement contrôlées par les Ministères de défense et les institutions militaires, à savoir là où la masculinité est définie par un ensemble très strict d'idéaux et de valeurs<sup>76</sup>. Considérant ainsi les soubassements de la culture organisationnelle des institutions militaires, la question centrale de ce chapitre sera donc d'établir si le cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité est en mesure d'altérer les pratiques institutionnelles. Pour répondre à cette question, il est d'abord question de revisiter le contexte historique qui a permis l'émergence du cadre ainsi que les prémisses normatives sur lequel il s'est construit.

### 2.1.1. Contexte sociohistorique de la résolution 1325

Si la résolution 1325 a été possible, c'est que le contexte au tournant du nouveau

---

<sup>74</sup> Aruna Rao et David Kelleher, *op. cit.*, pp.57-69.

<sup>75</sup> Sandra Whitworth, *op. cit.*, p.122.

<sup>76</sup> Sept personnes sur huit impliquées dans la gestion des opérations de paix en cours, allant du personnel au siège à New York aux employés locaux, relèvent d'une organisation militaire. Donna Bridge et Debbie Horsfall, « Increasing Operation Effectiveness in UN Peacekeeping: Towards Gender-Balanced Force », dans *Armed Forces and Society*, Vol. 36, No. 120, 2009. pp.120-130.

millénaire semblait être plus enclin à l'adoption d'une telle résolution. D'abord, en 2000, l'Assemblée générale a tenu une session extraordinaire intitulée « *Femmes en l'an 2000 : égalité des sexes, développement et paix* ». Le rapport issu de cette rencontre affirme que les conflits armés exercent des impacts différents sur les hommes et les femmes. Ce faisant, l'aide humanitaire acheminée devrait l'être selon leurs besoins spécifiques<sup>77</sup>. Ce même rapport souligne que le ciblage des civils, et en particulier des femmes et des enfants, lors des conflits, constitue un grave obstacle à la promotion de l'égalité et à la paix. À la même époque, le Président du Conseil de sécurité, M. Anwarul Karim Chowdhury, fit une déclaration à la presse lors de la Journée internationale de la femme dans laquelle il appuyait la position de l'Assemblée générale selon laquelle « la paix est indissociable de l'égalité entre les hommes et les femmes. »<sup>78</sup> Avec cette déclaration, tous les membres du Conseil de sécurité reconnaissent, *de facto*, que « l'égalité d'accès et la pleine participation des femmes aux structures de pouvoir et leur contribution à tous les efforts déployés pour prévenir et régler les conflits sont indispensables au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité »<sup>79</sup>. De plus, le Secrétaire général de l'époque, M Kofi Annan, multiplie les déclarations faisant la promotion de l'égalité entre les sexes tout en signalant le rôle incontournable des femmes dans la prévention des conflits armés. Tout compte fait, la question des femmes et des conflits armés semble, avec l'arrivée du nouveau millénaire, s'être ajoutée à l'ordre du jour des Nations unies et faire l'objet d'une préoccupation grandissante de la part de ses plus hauts dirigeants.

D'un autre côté, il est important de souligner qu'avec la fin de la guerre froide, le Conseil de sécurité a non seulement multiplié les résolutions grâce au « dégel » des relations bilatérales entre les États-Unis et l'URSS, mais il a également adopté plusieurs résolutions

---

<sup>77</sup> Rapport du Comité plénier spécial de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, (A/S-23/10/rev-1).

<sup>78</sup> Communiqué de presse du Président du Conseil de sécurité, le 8 mars 2000 (SC/6816) <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2000/20000308.sc6816.doc.html> (site consulté le 11 décembre 2009).

<sup>79</sup> *Ibidem*.

hors de ses champs habituels.<sup>80</sup> Dès le début des années quatre-vingt-dix, la question des droits humains est devenue une priorité à l'ordre du jour de la majorité des agences onusiennes, incluant le Conseil de sécurité. L'évolution de la question des droits de l'homme a culminé par l'adoption du Conseil de sécurité de quatre résolutions portant sur le sujet<sup>81</sup>. Comme le fait remarquer Béatrice Pouligny, l'adoption de ces résolutions démontre un début de glissement de la façon avec laquelle le Conseil de sécurité définit une menace à la sécurité internationale dans la mesure où elles ne sont plus exclusivement perçues comme le résultat d'une situation conflictuelle entre deux ou plusieurs États<sup>82</sup>.

En dernier lieu, il est juste de signaler le rôle crucial joué par les organisations non gouvernementales féministes dans l'adoption de la Résolution 1325<sup>83</sup>. Pendant plusieurs années, celles-ci ont exercé des pressions auprès des membres du Conseil de sécurité pour que change leur perception du rôle des femmes dans les processus de paix. Au cœur de leurs revendications se trouve la nécessité d'adopter des mesures promptes à répondre aux besoins des femmes en situation de conflit armé et à remédier à l'exclusion de ces dernières dans les processus de paix et de reconstruction des sociétés. La sophistication des ONG a permis de donner un nouveau souffle aux mouvements féministes de défense des droits des femmes menant ainsi à une augmentation importante de leurs ressources et à une amélioration de leurs stratégies de plaidoyer auprès des Nations unies.<sup>84</sup> Comme le souligne Laura J. Shepherd, depuis le début des années quatre-vingt-dix, on remarque une accélération du développement des réseaux transnationaux féministes qui intègrent désormais les organismes locaux et internationaux. Selon le même auteur, si les ONG ont su faire entendre leurs voix

---

<sup>80</sup> Laura J. Sherperd, *op. cit.*, p.392.

<sup>81</sup> Il s'agit respectivement des résolutions 1261 (S/RES/1261) et 1314 (S/RES/1314) qui visent la protection des enfants en situation de conflit et des résolutions 1265 (S/RES/1265) et 1296 (S/RES/1296) qui cherchent à défendre les droits des civils en temps de conflit armé.

<sup>82</sup> Béatrice Pouligny, *op. cit.*, p.11.

<sup>83</sup> En l'occurrence, il s'agit d'un groupe de travail d'ONG sur les femmes et la sécurité lequel inclut les ONG suivantes : Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), Amnesty International (AI), International Alert (IA), Women's Commission for Refugee Women and Children (WCRWC), Hague Appeal for Peace (HAP) et Women's Caucus for Gender Justice (WCGJ).

<sup>84</sup> Laura J. Shepherd, *op. cit.*, p.395.

auprès des Nations unies, c'est parce que l'institution s'est ouverte au dialogue avec la société civile. Ce faisant, les ONG jouent désormais un rôle considérable, non seulement au niveau de la production d'une expertise sur des sujets spécifiques, mais aussi en participant activement à l'élaboration des politiques et aux processus administratifs de l'organisation<sup>85</sup>.

### 2.1.2. L'égalité entre les sexes aux Nations unies.

La résolution 1325 n'est pas seulement une *idée de son temps*. Elle a aussi été possible grâce à un ensemble de politiques et de directives faisant la promotion de l'égalité entre les sexes au sein de l'organisation.<sup>86</sup> Ces mécanismes, provenant des efforts concertés des mouvements féministes, des différentes agences onusiennes et de certains États membres, ont d'abord été élaborés dans le domaine du développement, des droits humains et de la violence faite aux femmes. Notons aussi que l'émergence de ce cadre normatif s'est faite au sein de l'Assemblée générale (AG) ou dans les organes subsidiaires du Conseil économique et social.<sup>87</sup> Un bref retour historique sur le développement du cadre normatif en la matière nous permettra de mieux saisir la manière avec laquelle la politique de genre a été articulée en matière d'opération de paix.

En 1975, à Mexico, l'ONU tient sa première conférence internationale sur les femmes. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'Année internationale de la femme, décrétée par l'ONU en 1972, afin de contribuer à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

---

<sup>85</sup> Laura J. Shepherd., *op cit.*, p. 391.

<sup>86</sup> Ici, la notion d'égalité est comprise comme une égalité des droits, des responsabilités et des opportunités sans discrimination eu égard au sexe de la personne.

<sup>87</sup> Il s'agit en l'occurrence de la Commission de la population et du développement, de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme. Par ailleurs, Carol Cohn souligne que ces comités sont connus au sein des Nations unies comme étant les « comités de femmes ». Carol Cohn, *Mainstreaming Gender in UN Security Policy: A Path to Political Transformation*, Boston Consortium on Gender, Security and Human Rights, Working Paper No.204, 2004.



Les efforts des participants pour faire avancer la condition de la femme lors de cette première rencontre ont mené à l'adoption de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* en 1979<sup>88</sup>. Cet instrument juridique a été, et continue d'être, le principal outil de plaidoyer en faveur des droits des femmes<sup>89</sup>.

Depuis Mexico, trois autres conférences internationales sur les femmes ont été mises sur pied. Toutefois, c'est seulement lors de la dernière conférence, à savoir celle qui s'est déroulée à Beijing en 1995, que le sujet des femmes en situation de conflit armé est apparu<sup>90</sup>. Le *Programme d'action de Beijing (PAB)* issu de cette conférence reconnaît, d'une part, que les femmes sont disproportionnellement victimes lors des conflits armés, notamment en raison des violences sexuelles et, d'autre part, que celles-ci demeurent largement absentes des processus de règlement de conflit<sup>91</sup>. Malgré ce précédent, plusieurs organisations féminines ont élevé la voix pour souligner leur mécontentement de voir les femmes présentées comme étant des victimes. Elles soulignent que le programme envoie le signal que les femmes ne sont que des victimes passives et non des protagonistes du conflit armé ou des acteurs pour leur prévention<sup>92</sup>.

---

<sup>88</sup> À ce jour, la Convention a été signée par 164 pays : <http://www.unites.uqam.ca/hyperatlas/Francophonie/Problematisques/DroitsHumains.htm>

<sup>89</sup> Il est à noter aussi qu'en matière des droits de la femme, l'année 1993 a été capitale dans la mesure où les groupes de défense des droits de la femme ont fait reconnaître lors de la Conférence internationale sur les droits humains de Vienne que la violence à l'égard des femmes était une violation des droits humains fondamentaux.

<sup>90</sup> Le document compte douze domaines prioritaires d'intervention qui requièrent une action particulière de la part des États membres, des différentes agences onusiennes et de la société civile. La question des femmes en situation de conflit est le 5<sup>e</sup> point.

<sup>91</sup> Parmi les objectifs du PAB on compte : l'élargissement de la participation des femmes au niveau de la prise de décision lors des processus de paix; la réduction des dépenses militaires excessives et un meilleur contrôle des armes en circulation; la promotion des moyens non violents pour le règlement des conflits; la réduction des violations des droits fondamentaux lors des conflits et l'amélioration de la contribution des femmes au développement d'une culture valorisant la paix. Déclaration et Programme d'action de Beijing, 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes du 4-15 septembre 1995, <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/> (consulté le 12 décembre 2009).

<sup>92</sup> Susan Willett, « Introduction : Security Council Resolution 1325 : Assessing the Impact on Women, Peace and Security », dans *International Peacekeeping*, Vol.17, No.2, 2010, pp.172-158.

En 2000, l'unité des leçons apprises du Département du maintien de la paix demande l'établissement d'une étude de la mission en Namibie à la lumière des recommandations du Programme d'action de Beijing. Les conclusions de cette étude ont été discutées lors d'une conférence qui, quelques jours plus tard, a donné lieu à l'adoption de la *Déclaration Windhoek et son Plan d'Action*<sup>93</sup>. Sommairement, la déclaration appelle à l'augmentation de la participation des femmes aux négociations de paix, à l'accroissement du nombre de femmes au sein des troupes déployées sur le terrain et à la création de postes d'experte en genre pour toutes les missions<sup>94</sup>. Selon certains observateurs, cette première prise de position sur les femmes et les opérations de paix accorde trop d'importance à la nécessité d'augmenter le personnel féminin dans les opérations (l'objectif étant fixé à 30% du personnel) au détriment d'une approche qui valoriserait l'établissement de politiques faisant la promotion de l'intégration d'une stratégie transversale pour l'égalité entre les sexes. La logique sous-jacente de la Déclaration est la suivante : puisque les nouvelles opérations de paix sont multidimensionnelles, celles-ci requièrent une plus grande participation des populations locales et du personnel des Nations unies. Dans cet ordre d'idées, les femmes - en raison de leur nature plus conciliante - sont plus susceptibles de favoriser une meilleure coopération entre les parties. Ainsi, la présence féminine augmenterait l'efficacité de la mission à s'acquitter de son mandat en matière de protection de civils puisque les populations locales auront tendance à faire plus confiance au personnel de la mission, notamment pour dénoncer les crimes et autres violations des droits humains<sup>95</sup>.

---

<sup>93</sup> En fait, il s'agit de la *Déclaration de Windhoek et du Plan d'action de la Namibie sur l'intégration d'une démarche soucieuse de l'équité entre les sexes dans les opérations multidimensionnelles de paix*.

<sup>94</sup> Henry F. Carey, « Women and Peace and Security : The Politics of Implementing gender Sensitive Norms in Peacekeeping » dans *Women and International Peacekeeping*, sous la dir. Louise Olsson et Torunn L. Tryggerstad, New York, Routledge, 2001, pp 49-65.

<sup>95</sup> Notons qu'au moment même de l'adoption de la Déclaration de Windhoek, un panel d'experts (Expert Panel on United Nations Peace Operations) fut mis sur pied afin de revoir l'ensemble des pratiques en vigueur. Or, le rapport du panel ne fait qu'une brève allusion au genre ; « The document that was created to serve as the framework for peacekeeping reform into the 21st century was produced without any apparent awareness of gender mainstreaming initiatives within peace operations that the special advisor, DAW, UNIFEM, and even DPKO had already initiated. » Sandra Whitworth, *op. cit.*, p. 128.

### 2.1.3. Le *gender mainstreaming*

Au coeur du programme sur l'égalité entre les hommes et les femmes se trouve le concept *d'approche de genre intégrée* (*gender mainstreaming*)<sup>96</sup>. Il est important de bien comprendre ce concept puisqu'il constitue la charpente sur laquelle ont été développées toutes les autres politiques et stratégies d'actions concernant le programme FPS dans les opérations de paix. L'élaboration originale du concept remonte à 1997 et se définit comme suit ;

Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines –politique, économique et social – de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer<sup>97</sup>.

En d'autres mots, ce concept renvoie à une approche qui demande qu'une perspective de genre soit intégrée systématiquement, en amont et en aval, dans toutes les actions entreprises par l'organisation. Concrètement, le *gender mainstreaming* se veut un agglomérat de méthodes de travail et de mécanismes ; « [...] mainstreaming can also be understood as an umbrella term that includes gender-differentiated policy analysis as well as the whole range of contemporary innovations designed to achieve more gender-equitable outcomes, such as

---

<sup>96</sup> Selon Jacqui True, le concept de *gender mainstreaming* provient de la notion de genre et développement (GAD) introduite dans les années quatre-vingt au sein des agences onusiennes pour faire la promotion du développement économique des femmes. Le GAD se différencie de l'approche femmes et développement (*Women in Development*) dans la mesure où il cherche davantage à employer le genre pour changer les institutions sociales qui sont à la base de l'injustice subie par les femmes que de réduire les obstacles légaux. La transition du GAD au *gender mainstreaming* dans les années quatre-vingt-dix, se reflète, quant à elle, par le niveau global de diffusion de l'approche si bien que tant dans les pays en développement que dans les pays développés les femmes pourront bénéficier des changements structurels des organisations internationales. Jacqui True, « Mainstreaming Gender in Global Public Policy », dans *International Feminist Journal of Politics*, Vol.5 no.3, November 2003, p.370.

<sup>97</sup> L'*Examen des Conclusions concertées du Conseil économique et social sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes des Nations unies* de 1997. no.3, November 2003, p.370.

gender representation quotas and equal opportunity employment practices<sup>98</sup>».

Pour Sandra Whitworth, le *gender mainstreaming* est certainement innovateur pour une organisation comme les Nations unies dans la mesure où le concept prête au genre une définition proche de celle défendue par la pensée féministe. En fait, le *gender mainstreaming* est d'abord et avant tout une démarche menant à la formulation d'une politique ou d'un choix d'action. C'est une approche qui reconnaît que le genre n'est pas une donnée immuable, mais une construction sociale : « Conceptually, the idea of gender mainstreaming is also relatively sophisticated. It accepts the idea that gender is a social construct, not a biological fact and that the prevailing norms and assumptions concerning both women and men will differ across time and place »<sup>99</sup>. Étant une construction sociale, on reconnaît alors que les différences de genre façonnent le processus de formulation des politiques ainsi que leurs impacts. Plus qu'une politique de discrimination positive qui vise à réduire les obstacles à l'égalité entre les sexes, le *gender mainstreaming* est une approche qui cherche à réinventer le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques dans tous les domaines d'action de manière à pallier aux disparités qui persistent entre les hommes et les femmes. Comme l'explique Jacqui True, il s'agit dès lors de porter une attention aux soubassements de toute politique : « Taken together, mainstreaming initiatives balance the goal of gender equality with the need to recognize gender difference to bring about a transformation of masculine-as-norm institutional practices in state and global governance »<sup>100</sup>. En d'autres mots, cette approche se veut un instrument capable de transformer les structures de pouvoir qui déterminent qui fait quoi, comment et pour qui. Dans le même ordre d'idées, Joan Evelin et Carol Bacchi soulignent l'importance de se référer au concept de genre sous forme verbale (et non nominale) pour illustrer que cette approche renvoi à un processus inachevé, car les politiques et les stratégies, comme le genre, sont continuellement refaçonnées par la manière dont ils sont compris.

---

<sup>98</sup> Jacqui True, *op cit.*, p.369.

<sup>99</sup> Sandra Whitworth, *op. cit.*, p.124.

<sup>100</sup> Jacqui True, *op. cit.*, p.369.

Pour plusieurs critiques féministes, il existe certains côtés plus négatifs de cette démarche. Par exemple, étant donné la sophistication du gender mainstreaming seule une minorité « d'expertes en genre » connaît suffisamment les tenants et aboutissants de l'approche pour en faire la promotion et en favoriser la mise en œuvre. C'est pourquoi, comme le soulignent Mary Wood et Hilary Charlesworth, il s'est créé une certaine élite du Nord qui, plus souvent qu'autrement, est davantage préoccupée par l'avancement du programme d'égalité au sein de l'organisation des Nations unies que par le sort des femmes en situation de conflit<sup>101</sup>. Les auteurs citent l'exemple du bureau de genre de la mission au Timor-Leste, qui a développé un document stratégique portant sur les préoccupations sécuritaires des femmes locales. Or, selon les associations féminines locales, le document final est une version édulcorée de leurs revendications, en raison des changements apportés au langage employé dans le document. L'une des auteures du rapport aurait avoué avoir changé certains des termes utilisés par les femmes locales par ceux privilégiés au sein de l'institution. Les femmes locales ont été mises devant le fait accompli. Pour Mary Wood et Hilary Charlesworth, cette façon de procéder démontre « a somewhat imperial attitude » des expertes du bureau de genre envers les ONG locales à Dili<sup>102</sup>. En conclusion, ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que même si ce sont les femmes qui sont les principales bénéficiaires et promotrices de cette approche, elle reste nettement insuffisante à rectifier les relations d'inégalité entre les sexes.

---

<sup>101</sup> Hilary Charlesworth et Mary Wood, « Mainstreaming gender in International Peace and Security : The Case of East Timor » dans *Yale Journal of International Law*, No.26, 2001, p.343. Notons aussi que le bureau de genre de la mission avait, au moment des faits, un personnel de six femmes étrangères. Voir aussi Jacqui True, Catherine Eschle, Sandra Whitworth et Carol Cohn

<sup>102</sup> Hilary Charlesworth et Mary Wood, *op cit.*, p.343. Notons aussi que le bureau de genre de la mission avait, au moment des faits, un personnel de six femmes étrangères et aucune provenant de la société-hôte de la mission.



## 2.2. Le *gender mainstreaming* et les opérations de paix

Comme on peut s'y attendre, le caractère du cadre FPS concerne directement les opérations de paix étant donné que leur déploiement tente de prévenir, gérer et résoudre les conflits armés. En effet, les opérations de paix ont l'obligation d'inclure l'approche de genre intégrée dans tous leurs champs d'activités. C'est donc dire que les activités d'appui aux initiatives locales de règlement des différends ou aux négociations officielles en vue d'un accord de paix, la protection des personnes déplacées ou des réfugiées, le soutien apporté au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) ou aux réformes du système judiciaire, devront être implantées de manière à répondre aux préoccupations spécifiques des femmes et des hommes et à ce que les deux sexes puissent bénéficier équitablement des programmes.

Les trois principales instances des Nations unies qui assurent la responsabilité directe dans le déploiement et l'exercice des opérations de paix sont : le Conseil de sécurité qui établit les mandats, le Secrétariat qui examine périodiquement l'évolution de la mission pour formuler des recommandations et le Département du maintien de la paix (DOMP) qui donne l'orientation politique et stratégique de toutes les missions. Depuis 2007, une nouvelle branche du DOMP a été créée – le Département d'appui aux missions de paix (DAM) – laquelle planifie, prépare et gère au quotidien toutes les missions. Le DOMP est également responsable, avec l'appui du Secrétariat, de mobiliser les ressources financières, humaines et matérielles nécessaires aux missions tandis que le DAM a comme mandat d'assurer la gestion des ressources autorisées pour chaque mission. Enfin, il faut se rappeler que la mise en œuvre du cadre sur les femmes, la paix et la sécurité confère à toutes ces instances des obligations et ce, tant sur le plan interne, à savoir au sein même de leurs institutions respectives que sur le plan externe, soit envers la population qui accueille la mission. Ainsi, considérant le rôle « d'entrepreneur de normes » du Département ainsi que son implication quotidienne dans les missions, une attention particulière sera accordée aux initiatives développées par le

département.

### 2.2.1. Changements organisationnels

Différents politiques et mécanismes ont été développés pour veiller à ce que les opérations de paix mettent en œuvre une démarche de genre dans les opérations de paix. La première initiative du département a été d'établir de nouveaux liens ou de consolider ses partenariats avec les différentes instances des Nations unies qui oeuvrent pour l'avancement des femmes (ou qui ont déjà intégré dans leurs programmes une démarche sexospécifique<sup>103</sup>). L'idée étant d'établir une coopération pour améliorer la collecte et l'échange d'information en la matière et ce, dans l'objectif de permettre au département de développer une expertise ainsi qu'une stratégie globale pour la réalisation des objectifs de la résolution 1325. Cette stratégie a d'abord mené à des changements organisationnels comme la création d'un poste à plein temps responsable des questions de genre au sein du département. En l'occurrence, il s'agit du poste de *Conseillère principale pour l'égalité des sexes*, placé directement sous l'autorité du département<sup>104</sup>. L'autre changement est la création de différents postes au sein des missions ; il s'agit des bureaux de genre (*gender unit*) ou des conseillères sur l'égalité des sexes (*gender*

<sup>103</sup> Il s'agit en l'occurrence, du Bureau de la conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme (OSAGI), UNIFEM, OCHA, le FNUAP, le PNUD, l'UNICEF et l'INSTRAW. Susan Willet, *op cit.*, p. 173.

<sup>104</sup> Parmi les responsabilités du conseiller au département on compte: proposer au département des options de politiques et de stratégies visant l'intégration d'une démarche soucieuses de l'égalité des sexes dans les travaux du département; fournir des orientations et un soutien aux conseillers déployés dans les missions ; superviser l'élaboration d'un cadre global et d'un plan d'action pour l'implantation de la Résolution 1325; mener des recherches et effectuer des analyses sur les questions relatives à l'égalité des sexes dans les missions et au département; collaborer avec les groupes chargés de la formation au département pour accroître les ressources visant à appuyer le renforcement des capacités du personnel sur le terrain et consolider les partenariats avec les autres instances des Nations unies, les États membres, les organisations régionales ainsi que les ONG. *L'égalité des sexes et les opérations de paix des Nations unies*, Brochure conçue et publiée par le Département du maintien de la paix, New York, octobre 2005.

*advisor*)<sup>105</sup>. Les conseillères en genre ont le mandat de promouvoir le programme FPS à l'intérieur comme à l'extérieur de la mission. À cet effet, elles doivent fournir un appui à l'intégration de stratégies visant la protection des droits des femmes, guider le personnel qui mène les interventions, conduire des recherches et des analyses sur des sujets afférents aux femmes et doit veiller à ce que le personnel reçoive une formation sur les questions d'égalité entre les sexes. Le bureau ou la conseillère veille aussi à établir des réseaux et des échanges avec les organisations féminines locales en vue d'acquérir une meilleure connaissance des enjeux et besoins spécifiques aux femmes. Or, la majorité des bureaux ou des conseillères doivent opérer avec peu ou pas de ressources financières ou humaines<sup>106</sup>. Le traitement du genre par les Nations unies semble alors être incohérent ; d'une part, des bureaux sont mis sur pied pour faciliter l'application des politiques de genre; d'autre part, les moyens nécessaires pour mener les activités sur le terrain ne sont pas accordés<sup>107</sup>.

Mais, plus qu'une question de ressources, la mise sur pied des bureaux ou l'affectation d'une conseillère en genre au sein des missions semble livrer un message contradictoire. En fait, c'est que le bureau de genre devient le « bureau des femmes », un espace où les femmes locales peuvent faire connaître leurs griefs tandis que le reste de la population (majoritairement des hommes) s'adresse aux départements et unités de la mission selon leurs velléités<sup>108</sup>. La *ghettoïsation* des questions de genre fait en sorte que le « bureau des femmes » devient un élément parmi l'ensemble des programmes de la mission. Il faut aussi considérer que les opérations de paix se déroulent toujours dans un contexte d'urgence et de crise humanitaire où le

---

<sup>105</sup> Sur les dix-huit missions des Nations unies qui ont été établies après l'adoption de la résolution 1325, dix d'entre elles ont, soit des conseillers pour l'égalité entre les sexes (*gender advisor*), soit des bureaux de genre (*gender office*). Leurs fonctions sont les mêmes, bien que les ressources humaines et matérielles à leur disposition varient sensiblement en fonction du mandat de la mission. Olivera Simic, « Does the Presence of Women Really Matter? Towards Combating Male Sexual Violence in Peacekeeping Operations », dans *International Peacekeeping*, Vol. 17, no 2, 2010, pp.188-199. L'emploi du féminin est pour souligner le fait qu'à ce jour, les postes de conseillères ou d'experte en genre ont tous été occupés par des femmes, à l'exception de deux.

<sup>106</sup> Sandra Whitworth, *op cit.*, p.129.

<sup>107</sup> *Ibidem.*, p.133. L'auteure donne l'exemple du bureau de genre de la mission au Timor-Leste (MINUT) pour laquelle aucune des ressources financières n'a été octroyées. Par conséquent, la première année d'exercice a été passée à lever des fonds.

<sup>108</sup> Hilary Charlesworth et Mary Wood, *op. cit.*, p.314

risque de reprise des hostilités est toujours possible. Dans de telles circonstances, la hiérarchisation des priorités est défavorable au programme FPS dans la mesure où les autorités des missions sont davantage préoccupées par les « vrais enjeux », de vie ou de mort, que par des questions complexes et abstraites comme le genre<sup>109</sup>.

### 2.2.2. La formation sur le genre.

En plus de la création des nouveaux postes de conseillères, la sensibilisation et la formation du personnel (siège social et terrain) à la problématique homme-femme dans les conflits armés constituent l'autre pilier de la stratégie de mise en oeuvre du cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité : « Gender-awareness training for all involved in peacekeeping operations is core to the mainstreaming of gender-aware approach to peacekeeping<sup>110</sup> ». Les campagnes de sensibilisation à l'égard de la résolution 1325 visent plusieurs objectifs : développer une compréhension commune des valeurs des Nations unies (telles que le principe d'égalité entre les sexes et la règle de tolérance zéro à l'égard de la discrimination fondée sur le genre); procurer aux soldats et aux policiers déployés sur le terrain une meilleure connaissance du contexte politique et socio-culturel du pays hôte, et ce, avec une attention particulière aux effets de la violence sur les hommes et les femmes ; parvenir à ce que le personnel des missions soit davantage conscient des retombées de leurs actions (qu'elles soient négatives ou positives) tant sur les hommes et les femmes; assurer que tout le personnel connaisse leurs responsabilités et obligations en la matière<sup>111</sup>.

Pour procéder à la dissémination des buts et objectifs de la Résolution 1325, le Département du maintien de la paix a développé un matériel pédagogique qu'il a mis à la

---

<sup>109</sup> Nadine Puechguirbal, « Discourses on Gender, Patriarchy and Resolution 1325: A textual Analysis of UN documents », dans *International Peacekeeping*, Vol. 17, No.2, pp.172-187.

<sup>110</sup> Dyan Mazurana et Eugenia Lopez Piza, *op. cit.*, p.7.

<sup>111</sup> Minna Lyytikäinen, *Gender Training for Peacekeepers : Preliminary Overview of United Nations Peace Support Operations*, Gender, Peace & Security Working Paper, no.4 2007, p.7.

disposition des pays contributeurs de personnel. L'idée est d'encourager ces derniers à inclure dans la formation pré-départ de leurs forces militaires et policières un enseignement sur les questions de genre<sup>112</sup>. Le *Gender Resources Package for Peacekeeping Operations*, publié en 2004 par l'unité des meilleures pratiques du DOMP avec l'aide d'expertes en genre, a été produit expressément dans l'optique d'expliquer en quoi consiste une démarche sexospécifique dans les opérations de paix. Le document, qui fait plus de 200 pages, s'adresse aux militaires, aux policiers ainsi qu'au personnel civil des missions indépendamment de leur rôle au sein de l'organisation et du fait qu'ils ou qu'elles soient des ressortissants nationaux ou internationaux<sup>113</sup>.

Ce qui est particulièrement frappant dans ce document, c'est qu'en dépit d'une tentative de développer une référence portant sur les dimensions de genre dans les opérations de paix et de l'approche de genre intégrée (et de ses implications au niveau de la programmation, par exemple), le contenu porte essentiellement sur les femmes. À titre d'exemple, la section sur le genre et les conflits armés<sup>114</sup> relate les conséquences des conflits armés sur les femmes et non pas comment les conflits affectent (différemment) les hommes *et* les femmes. Rien ne nous informe non plus de la manière dont les conflits changent les relations entre les hommes et les femmes, ni comment ces nouvelles relations influencent les capacités respectives de chacun des deux sexes à obtenir les ressources nécessaires pour survivre après le conflit et jouer un rôle dans le processus de paix. Seul un paragraphe souligne que les femmes peuvent également être protagonistes et participantes au conflit. Ce qui est révélateur dans ce paragraphe en particulier,

---

<sup>112</sup> Rappelons-nous que toutes actions entreprises par les Nations unies, incluant les opérations de paix, dépendent en premier lieu de la volonté des États membres. C'est pourquoi le département n'est pas en mesure d'*obliger* les États membres et les pays contributeurs de personnel (PCP) à introduire systématiquement une préoccupation sexospécifique au sein de leurs organisations respectives et dans leurs pratiques organisationnelles, notamment au sujet du recrutement et de la formation.

<sup>113</sup> Outre le matériel didactique produit par le DOMP, des formations ont été développées par des États membres, comme le Canada et la Grande-Bretagne. En l'occurrence, il s'agit d'un cours intitulé "gender and peace support operations" qui vise à améliorer les connaissances des casques bleus sur les dimensions sexospécifiques des conflits armés dans une perspective des droits de la personne et du droit international humanitaire afin de mieux faire respecter les droits des femmes.

<sup>114</sup> « Genre et conflit armé » est le titre officiel du chapitre. Il en va ainsi pour tous les autres chapitres, divisés par thèmes ; *Gender and Peacekeeping*, *Gender and Human Rights*, *Gender and the Police*, *Gender and Electoral Assistance*, etc.



c'est qu'il souligne que les femmes *peuvent être actives* pendant les conflits, notamment à titre de « combattantes », mais qu'elles sont (et devraient l'être davantage) actives au niveau du règlement du conflit. De plus, rien dans le paragraphe (ni d'ailleurs dans le chapitre) ne fait allusion à la manière dont les femmes qui ont participé au conflit se trouvent dans une position de grande vulnérabilité après les combats. Enfin, c'est l'ensemble du document qui néglige de présenter les femmes comme des acteurs à part entière puisqu'il nous informe essentiellement sur le fait que les femmes sont les principales victimes des conflits armés et que les personnes qui sont impliquées dans les opérations de paix doivent porter une attention particulière à ce *groupe vulnérable*. Or, en catégorisant les femmes dans ce groupe, les Nations unies envoient un signal explicite que *toutes* les femmes subissent le même sort durant un conflit. Implicitement, le document suggère que si les femmes sont les principales victimes, c'est qu'elles sont naturellement plus fragiles. Ainsi, l'institution reproduit-elle un discours qui naturalise les stéréotypes de genre et, parallèlement, se trouve en discordance avec l'approche de genre intégrée nécessaire à la poursuite de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Sur le terrain des opérations, les membres du personnel reçoivent une autre formation. Celle-ci porte essentiellement sur les règles d'engagement, les systèmes de communication, les mines et autres sujets d'ordre opérationnel. Cette formation, offerte par le *Mission Training Cell*, inclue désormais des composantes qui traitent des questions sexospécifiques. Contrairement au *Gender Resources Package*, la formation offerte par le « Mission Training Cell » se veut un outil adapté au contexte socio-culturel du pays dans lequel la mission prend place. Ceci dit, le temps alloué pour traiter des questions de genre est limité et varie considérablement d'une mission à l'autre, allant de trente minutes à deux heures. Certains observateurs ont aussi souligné que la campagne de sensibilisation serait plus efficace avec des mécanismes assurant qu'elle soit offerte systématiquement à tous les nouveaux arrivants et/ou dans toutes les nouvelles missions mises sur pied. Sans imputabilité institutionnelle, la sensibilisation aux politiques de genre repose entièrement sur l'engagement personnel de certains individus, notamment les personnes qui occupent des postes de décisions et celles travaillant dans le bureau des questions de

genre<sup>115</sup>. Enfin, il est à noter qu'aucune évaluation n'a encore été produite sur les retombées de cette formation auprès des casques bleus.

### 2.2.3. La parité entre les sexes

La mise en œuvre de la Résolution 1325 repose sur la définition d'objectifs clairs et mesurables. À cet effet, le département s'est fixé comme objectif à atteindre la parité homme-femme dans les missions et au sein du département. Cet objectif, connu sous l'expression anglaise *gender balance*, est un moyen pour remédier au faible pourcentage de femmes présentes sur le terrain des opérations. Il est toutefois évident que le but est loin d'être atteint. En effet, en avril 2009, les femmes représentaient 2.7% des 90 181 militaires déployés et 8.1 % des 10 785 policiers. Elles sont par contre plus nombreuses parmi les civils, représentant en moyenne 25% du personnel onusien et 24% du personnel local<sup>116</sup>. Selon les observateurs, la plus grande difficulté rencontrée pour atteindre cet objectif provient du fait que les principaux pays contributeurs de troupes comptent peu de femmes au sein de leurs forces respectives<sup>117</sup>. Or, étant donné l'attachement des pays au principe de souveraineté, le département se retrouve limité dans sa capacité à changer la culture organisationnelle des institutions militaires et policières locales. Devant ce scénario, le

---

<sup>115</sup> Le féminin pour dénommer les personnes qui travaillent au bureau du genre est employé pour signaler que le personnel est majoritairement féminin. D'ailleurs, les hommes qui y travaillent le font à titre de chauffeur ou de personnel de soutien logistique.

<sup>116</sup> Département du maintien de la paix : Gender Statistic by Mission (en ligne) : [www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/gender/2009gender/apr09.pdf](http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/gender/2009gender/apr09.pdf).

<sup>117</sup> En l'occurrence, les dix premiers pays contributeurs de personnel militaire et policier de la MONUC sont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, l'Uruguay, le Népal, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Bénin et le Sénégal. Site du département du maintien de la paix des Nations unies. <http://www.un.org/en/peacekeeping/contributors/>

département n'a pu que redoubler ses efforts pour convaincre les PCT d'adopter des politiques de recrutement de femmes<sup>118</sup>.

En ce qui a trait au personnel civil, le DOMP a mis sur pied quelques initiatives pour faciliter le recrutement et la rétention du personnel féminin. Par exemple, il a établi des réseaux (*network focal point*) tant au siège social que dans les missions où les femmes peuvent s'informer sur les possibilités d'emploi et obtenir de l'aide advenant qu'elles fassent l'objet de discrimination en milieu professionnel. Le département a également procédé à la mise en place d'une base de données différenciée selon le sexe pour tout le personnel des Nations unies afin d'évaluer l'impact de leurs stratégies de recrutement. Dans cet ordre d'idées, la directive de novembre 2006 du DOMP soutient qu'il doit, pour préserver la participation des femmes dans les opérations de paix, s'assurer que tous les postes soient affichés sans discrimination eu égard au sexe de l'applicant(e).<sup>119</sup> La directive demande aussi au personnel de continuer à mettre à jour la base de données sur les femmes ayant travaillé dans une mission afin de faciliter leur réembauche.

Il est important aussi de mentionner la sous-représentation des femmes dans les postes de décision. En 2008, les femmes représentent 25.8% des D2 et 28.7% des D1<sup>120</sup>. À ces données, il faut ajouter que seulement deux femmes ont été désignées chef de mission (Liberia et Burundi), soit à titre de Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) et sept femmes à titre d'adjointe au RSSG (Burundi, Liban, Liberia, Népal, RDC, Tchad et Soudan).

---

<sup>118</sup> *Report of Policy Dialogue Convened by DPKO on Strategies for Enhancing Gender Balance among Uniformed Personnel in Peacekeeping*, New York, 2006.

<sup>119</sup> *Report of Policy Dialogue Convened by DPKO on Strategies for Enhancing Gender Balance among Uniformed Personnel in Peacekeeping*, New York, 2006

<sup>120</sup> Ces chiffres sont ceux pour l'ensemble des Nations unies. Les postes de D1 et D2 sont les plus élevés au sein du système avant les nominations par le Secrétaire général à des postes d'assistance au Secrétaire général et/ou de sous-secrétaire. On remarque aussi que le pourcentage des femmes au poste de D1 et D2 a sensiblement augmenté dans la mesure où les femmes occupaient, en 1997, 14.5% (D1) et 15.6% (D2). <http://www.un.org/womenwatch/osagi/fpgenderbalancestats.htm>

À l'examen des documents promotionnels pour le recrutement des femmes dans les missions de paix, il est clair qu'il existe une contradiction fondamentale dans le discours<sup>121</sup>. En effet, l'organisation encourage la présence des femmes parce qu'elles apportent une contribution spécifique aux missions : c'est-à-dire que les femmes - parce qu'elles ont des qualités distinctes comme la tolérance, la non-violence, l'empathie - contribueraient à hausser l'efficacité d'une mission<sup>122</sup>. Parmi les arguments avancés, on retrouve l'idée que les femmes sont susceptibles de façonner une image positive de la mission, qu'elles facilitent l'interaction entre le personnel des Nations unies et la population locale (encouragent la population locale à dénoncer les crimes), qu'elles favorisent l'émergence d'un climat plus harmonieux au sein de la mission (les femmes auraient un effet *civilisateur*<sup>123</sup>) et qu'elles encouragent la participation des résidentes locales dans les programmes de relèvement. Les sous-entendus des arguments avancés par l'ONU pour recruter plus de femmes dans les missions semblent alors révéler une contradiction fondamentale : pour lutter contre les inégalités entre les deux sexes, les Nations unies ont développé une démarche qui reconnaît que l'inégalité entre les sexes est issue de la construction des identités de genre. Or, la mise en œuvre des politiques d'égalité se fait par un discours qui mobilise des notions stéréotypées aux sujets des hommes et des femmes ; la *nature féminine* ayant la capacité d'atténuer la *nature masculine*<sup>124</sup>. Pour Olivera Simic, tout ce raisonnement a mené à ce que les femmes soient confinées dans un rôle de protectrice : d'une part, en raison de la protection qu'elles sont en mesure d'offrir aux femmes locales, qui dénoncent davantage les crimes sexuels, et

<sup>121</sup> Voir le *Dialogue de politique sur les stratégies visant à assurer une représentation plus équilibrée des sexes au sein du personnel en uniforme des missions de maintien de la paix* – initiative du DOMP, avec la participation de 55 États – la majorité des PCT/P), *Women in Peacekeeping*, site web officiel des Nations unies: <http://www.un.org/en/peacekeeping/issues/women/womeninpk.shtml>

<sup>122</sup> Parmi les termes employés dans les documents officiels on retrouve ; « *women are untaped resource* », « *unique assets* », « *special qualities* ».

<sup>123</sup> En ce qui concerne le personnel militaire, Donna Bridges et Debbie Horsfall affirment que cette idée semble réductrice dans la mesure où elle ne tient pas compte qu'il est attendu des femmes militaires qu'elles performant dans les mêmes tâches que les hommes. Aussi, il n'y a aucune garantie que les femmes vont, parce qu'elles sont des femmes, dénoncer les comportements grossiers des hommes à l'égard des femmes locales. D'ailleurs, il a été amplement démontré que les femmes dans les institutions militaires « s'accommodent » de la culture au sein des forces armées sans pour autant en modifier les structures.

<sup>124</sup> Donna Bridge et Debbie Horsfall, *op. cit.*, p.127

d'autre part, à cause de la protection qu'elles offrent à la réputation des Nations unies<sup>125</sup>. À ces deux rôles, on pourrait également ajouter celui qu'elles jouent dans la mise en œuvre des politiques et des moyens d'action du cadre FPS. En effet, la stratégie d'implantation défendue par l'organisation repose essentiellement sur les femmes ; plus les femmes sont nombreuses dans les opérations de paix plus la mission aura du succès dans la mise en œuvre des politiques et moyens d'action. Comme le souligne la même auteure, en instrumentalisant la politique de parité – image positive et impératif opérationnel - dans le but de s'approprier une légitimité morale, l'ONU dérive du but fondamental de la politique en question.

Certes, les Nations unies démontrent une volonté d'accroître la présence des femmes au sein des missions, de sensibiliser les acteurs par rapport à leurs responsabilités, de faciliter la mise en œuvre de moyens d'action et de procéder à des changements organisationnels. En revanche, ce qui informe le discours en matière de paix et de sécurité demeure inchangé : c'est-à-dire qu'il demeure fondé sur le « *male-as-norm* », une culture qui valorise les hiérarchies de genre fondées sur les dichotomies homme (protecteur) / femme (protégée). En naturalisant ainsi des stéréotypes sur les femmes et les hommes, l'organisation n'est pas en mesure d'infléchir la façon dont les missions sont menées. En effet, modifier une culture organisationnelle requiert, au préalable, que les présupposés qui l'informent soient exposés et ébranlés. Or, la principale stratégie de l'organisation pour ébranler ces soubassements - l'approche de genre intégrée - s'est traduite par la mise en œuvre de moyens d'action et de politiques dénués de toute normativité ; le concept de genre a été compris et traduit par celui de « femme ». En un mot, les politiques ne s'adressent pas aux relations sociales qui causent les préjudices, mais à celles qui en subissent. Ainsi, même si certaines barrières ont été surmontées grâce aux politiques et aux moyens d'action, il n'en demeure pas moins que les pratiques représentationnelles renvoient explicitement à des notions inclusives du féminin.

---

<sup>125</sup> Ce dernier aspect s'est graduellement greffé à l'argumentaire des autorités onusiennes qui craignaient pour la réputation de l'institution suite à la médiatisation d'allégations d'abus et de violence sexuelle commis par le personnel en mission.



## CHAPITRE 3

### Mission des Nations unies en République démocratique du Congo : Une étude de cas

Ce dernier chapitre se propose d'évaluer la mise en œuvre des politiques et des moyens d'actions introduite à l'issue de l'adoption du cadre normatif sur les femmes, la paix et la sécurité aux Nations unies. Pour analyser ce processus d'opérationnalisation, nous avons utilisé la mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) comme étude de cas. Dans les pages qui suivent, nous soutiendrons l'idée que les autorités de la mission (en RDC et au Siège à New York) ont saisi leurs obligations en la matière comme le devoir d'apporter protection et aide aux femmes. Ce faisant, l'intégration systématique des préoccupations et du droit des femmes à participer à tous les niveaux et à toutes les étapes du processus de paix a été négligée. Cette distorsion est conforme au discours dominant au sein des Nations unies qui endosse l'idée que les femmes sont essentiellement des victimes passives du conflit armé ; par conséquent, elles ne sont pas perçues comme les protagonistes des changements susceptibles de s'opérer en situation « post-conflit ».

#### 3.1. Guerre et paix en République démocratique du Congo

Depuis 1996 se déroule en République démocratique du Congo un conflit interminable marqué par de graves violations des droits humains, des déplacements massifs de populations, la destruction complète de l'économie et la désintégration des communautés locales. À ce jour, ce conflit détient le triste record du conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale avec un nombre de victimes, directes et indirectes, qui s'élève à

plus de 5 millions<sup>126</sup>. Notons aussi que la communauté internationale (Nations unies, Cour Pénale Internationale et ONG), ainsi qu'un nombre important d'organisations féminines de défense des droits des femmes, a reconnu que le viol a été utilisé comme arme de guerre pendant le conflit. Les viols sont désignés arme de guerre lorsqu'ils sont employés (ou commandités) de manière systémique à l'encontre des populations civiles avec l'objectif d'humilier, de dominer, d'instaurer un climat de terreur, de disperser ou réinstaller de force des membres d'une communauté<sup>127</sup>.

En réalité, évoquer le conflit en RDC revient à parler de deux conflits interdépendants, soit celui de 1996 à 1997<sup>128</sup> et celui de 1998 à 2003. Le premier conflit a éclaté à la suite de l'émergence, dans l'est du pays, d'une rébellion dirigée par Laurent-Désiré Kabila, qui, avec l'aide des troupes du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, cherchait à renverser Mobutu Sese Seko au pouvoir depuis 1965. Après la chute de Mobutu, Kabila prend le pouvoir, mais doit rapidement faire face à une « rébellion » menée par certains de ses anciens alliés. C'est le second conflit qui éclate.

Loin d'être un conflit dit « classique » où deux États s'affrontent sur un champ de bataille au moyen de leurs forces armées, le conflit actuel en RDC se caractérise plutôt par l'absence d'un champ de bataille ou d'un front défini. En effet, le conflit se déroule plutôt dans les villages et dans les communautés et oppose non pas deux États, mais une multitude de groupes armés nationaux et étrangers. À l'origine, les conflits sont issus des dynamiques locales ; exclusion en raison de l'appartenance ethnique ou de l'origine régionale, conflits

---

<sup>126</sup> *IRC Study Shows Congo's Neglected Crisis Leaves 5.4 Million Dead; Peace Deal in North Kivu, Increased Aid Critical to Reducing Death Toll*, Rapport du International Rescue Committee (IRC), Janvier 2008; <http://www.theirc.org/news/irc-study-shows-congos0122.html>.

<sup>127</sup> La définition du viol comme arme de guerre est issue de la Résolution 1820 du Conseil de sécurité (S/RES/1820). En RDC, les violences sexuelles ne sont pas commises par un groupe armé en particulier, mais sont le fait de tous les groupes confondus, incluant les étrangers et les forces d'auto-défense communautaires ainsi que les membres des FARDC et de la police nationale.

<sup>128</sup> Il faut signaler que depuis 1994, l'est du pays est le théâtre de tensions et de violences politiques notamment en raison de l'arrivée de deux millions de réfugiés du génocide rwandais. Le nouveau président rwandais, Paul Kagamé, craignant que les *interhamwe* (milices responsables du génocide) se réorganisent et mènent des attaques à partir des camps de réfugiés en RDC, a commencé à fournir des armes à des milices Tutsie en RDC.

autour de la propriété foncière, insécurité et incapacité des pouvoirs publics à assurer la primauté du droit. Avec le temps, les enjeux ont toutefois évolué et le conflit en est devenu un de prédation ; sur fond de corruption endémique et sous l'effet de l'opportunisme politique et économique, l'appât du gain est devenu un puissant moteur qui alimente le conflit<sup>129</sup>. Les groupes armés, congolais et étrangers, agissent grâce à l'exploitation illégale des ressources naturelles dont regorge le sous-sol congolais<sup>130</sup>. Selon les experts, les revenus tirés de cette exploitation sont majoritairement utilisés à des fins d'enrichissement personnel des commandants et pour l'achat d'armes destinées à assurer la poursuite des hostilités<sup>131</sup>. Notons que l'exploitation illégale des ressources naturelles n'est pas le seul fait des groupes armés rebelles, mais implique également des membres des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la police nationale à qui incombe la responsabilité de la protection des populations civiles<sup>132</sup>. De plus, plusieurs rapports des Nations unies font état de l'implication des armées nationales ougandaises et rwandaises dans les réseaux d'exploitation illégale des ressources naturelles. Bref, en raison de la présence de nombreux groupes armés, nationaux et étrangers, de trafiquants de toutes sortes, de réseaux transnationaux militaro-commerciaux auxquels s'ajoute l'effondrement des institutions étatiques et de l'État de droit congolais, ce conflit correspond davantage à un conflit socio-économique qu'à un conflit dit *ethnique* - une définition que l'on prête fréquemment à tort aux conflits africains. En dépit d'une relative stabilité dans le reste du pays depuis 2003, l'est du Congo reste en proie aux seigneurs de guerre qui violent continuellement tout cessez-le-

<sup>129</sup> Jean-François Hugo, *La République démocratique du Congo; une guerre inconnue*, Paris, Éditions Michalon, 2006, p.4.

<sup>130</sup> Le Congo est l'un des pays les plus riches en matière de ressources minières ; on y retrouve, entre autres, de l'or, des diamants, du cobalt, du colombo-tantalite (utilisé pour la production des ordinateurs et téléphones cellulaires), de l'étain et du zinc. Les ressources minières de la République démocratique du Congo : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/conflit-grands-lacs/ressources-minieres-rdc.shtml>.

<sup>131</sup> *Face à un fusil, que peut-on faire? La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'est du Congo*, Rapport du Global Witness, juillet 2009, p 21. L'extraction minière se fait au moyen des populations vivant à proximité des gisements qui sont contraintes à y travailler souvent sous la menace de violence physique.

<sup>132</sup> Rapport du Global Witness, p. 22. Ceci est sans compter le rôle de certaines firmes multinationales dans l'exploitation illégale des minerais.

feu ou initiative de retour à la paix et qui continuent de piller, assassiner et torturer des civils. En un mot, le conflit est devenu une *affaire* très lucrative pour une minorité qui a tout intérêt à ce qu'il perdure.

Avec l'Accord Global et Inclusif, signé en 2003 à Sun City, la RDC s'est engagée dans un processus de pacification et de restauration de la souveraineté sur le territoire congolais<sup>133</sup>. L'essentiel du programme repose sur la refonte d'une armée nationale restructurée et intégrée, le désarmement des groupes armés et l'instauration d'un gouvernement de transition. L'accord prévoit également des élections nationales et transparentes en vue d'instaurer un nouvel ordre politique fondé sur un régime constitutionnel et démocratique<sup>134</sup>. Selon certains observateurs, malgré les avancées sur le plan politique (élections, nouvelle constitution, nouvelle assemblée législative), le processus de paix n'en demeure pas moins fragilisé par l'absence d'une culture étatique démocratique et d'une capacité de gestion efficace des politiques publiques. Ce faisant, toute tentative de construction d'un État de droit avec une société civile forte qui soit en mesure de juguler les sources du conflit reste minée par la persistance de la corruption et l'opportunisme économique des « anciens » belligérants<sup>135</sup>. De la même manière, en privilégiant l'aspect sécuritaire (refonte de l'armée congolaise) du processus au détriment du développement

---

<sup>133</sup> Ce traité a été précédé par les Accords de Sun City (19 avril 2002) qui prévoyaient le retrait des troupes rwandaises et le démantèlement des groupes armés financés par le Rwanda et par l'Accord de Luanda (19 septembre 2002) qui entrevoyait le retrait des troupes du Burundi. Contrairement à ces deux accords qui sont signés par une minorité des protagonistes, l'Accord Global et Inclusif a comme signataires l'ensemble des groupes armés étrangers et congolais (RCD-Goma, MLC, RCD-ML, RCD-N) en plus des représentants de la société civile, du gouvernement, dont des membres de l'opposition, et les Mai Mai. Les Mai Mai sont des milices d'auto-défense communautaire souvent basées sur l'appartenance ethnique. Les effectifs de chaque organisation Mai Mai (ils sont plus de vingt groupes différents à travers cinq territoires) varient considérablement, allant d'une cinquantaine à plusieurs milliers. *Mai Mai child soldiers recruitment and use : Untrenched and Unending*, Briefing Paper, Coalition to stop the use of child soldier, Londres, février 2010.

<sup>134</sup> Prévu pour 2005, les élections ont eu lieu à l'été 2006 et ont porté au pouvoir Joseph Kabila avec 58% des votes. Une nouvelle constitution a été adoptée en mai 2005 et ratifiée en janvier 2006.

<sup>135</sup> Catherine Barnes, *Agents of Change : Civil Society Roles in Preventing War & Building Peace*, Issue paper 2, Global Partnership for Preventing Armed Conflict, Septembre 2005, 111p.

économique et social du pays, aucune possibilité de retour à la paix durable n'est envisageable<sup>136</sup>.

### 3.2. La Mission des Nations unies en République démocratique du Congo

La Mission des Nations unies en République démocratique du Congo est au cœur d'un nombre important d'initiatives, autant régionales qu'internationales, afin de restaurer la sécurité et la paix dans le pays. La Résolution 1279 du Conseil de sécurité crée une mission en août 1999 avec comme seul mandat d'établir le contact avec les signataires de l'Accord de Lusaka de juillet 1999, de surveiller la situation sécuritaire et d'aider à l'acheminement de vivres humanitaires, et ce, avec un personnel civil et militaire restreint. Avec les années, la MONUC est devenue la plus importante mission en cours de l'ONU avec un budget de plus de trois milliards de dollars et un déploiement de plus de 21 000 militaires et civils<sup>137</sup>. Son mandat actuel est de fournir un appui au gouvernement congolais en matière de sécurité (désarmement et démobilisation des belligérants, réforme du secteur de la sécurité), de gouvernance démocratique (réforme du système judiciaire et des institutions publiques), de reconstruction (activité de redressement économique et de réconciliation nationale) et d'assistance humanitaire. L'objectif ultime est de soutenir le processus de paix en vue d'établir une paix durable, tel que le prévoient les Accords de Sun City de 2003. La mission dispose également, depuis 2003, de règles d'engagement plus musclées, étant autorisée à recourir à la force pour assurer la protection des populations civiles menacées de violence de façon imminente<sup>138</sup>. Cependant, la MONUC ne peut engager des opérations offensives pour désarmer les groupes armés étrangers et congolais récalcitrants puisqu'elle se limite à fournir

---

<sup>136</sup> En l'occurrence, les perspectives d'avenir des anciens combattants sont assombries par le manque de débouchés économiques et un taux de chômage oscillant autour de 80% pour le Nord et Sud Kivu. Ainsi, tant que les armes auront une valeur économique, peu d'entre eux, notamment les enfants soldats, seront enclins à réintégrer la vie civile.

<sup>137</sup> Site du Département du maintien de la paix.  
[http://www.un.org/french/peace/peace/cu\\_mission/monuc/monucF.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monuc/monucF.htm)

<sup>138</sup> La résolution permet le recours à la force, mais sous des conditions très précises qui sont sujettes à interprétation de la part de toutes les forces présentes. De plus, les dispositions entourant le recours à la force sont restreintes par des règlements d'engagement établis entre chacun des pays contributeurs de troupes et le gouvernement de la RDC.



un appui logistique aux FARDC qui conservent le monopole de la lutte contre les groupes armés. Depuis l'automne de 2004, 95% des effectifs de la mission sont basés dans l'est du pays<sup>139</sup>.

### 3.2.1 Perceptions locales de la mission

De manière générale, peu d'études font état de la perception des populations locales à l'égard d'une mission<sup>140</sup>. Cependant, le Département du maintien de la paix a commandé, en 2005, un sondage d'opinion à la grandeur du pays sur la MONUC. Il demeure l'unique étude de ce type à ce jour<sup>141</sup>. Le sondage révèle que la société congolaise éprouve des sentiments contradictoires à l'égard de la présence des casques bleus ; 60% des personnes interrogées avouent souhaiter que la MONUC se retire même si 50% des répondants redoutent une hausse de l'insécurité advenant le départ de la mission. Les populations favorables à la présence de la mission soutiennent qu'elle procure une *certaine* sécurité aux populations et à leurs propriétés et favorise l'essor des principes de non-violence, contribuant ainsi au relèvement des communautés locales. Ceci étant, les populations qui perçoivent de manière

---

<sup>139</sup> Réseau de recherche francophone sur les opérations de paix (ROP) ; Historique de la MONUC : (consulté le 26 septembre 2009) : <http://www.operationspaix.net/MONUC>

<sup>140</sup> Voir Béatrice Pouligny, *op cit.*, p.56. Cet ouvrage est l'un des premiers à s'être intéressé à la question de la relation entre les populations locales et le personnel d'une opération de paix. L'auteure s'interroge sur la façon dont la présence des casques bleus est vécue par les populations locales en prenant comme étude de cas les missions en Somalie, au Cambodge, en Haïti et en Sierra Leone.

<sup>141</sup> *Peacekeeping Operations in the Democratic Republic of Congo : The Perception of the Population*, (sondage réalisé entre juin et juillet 2005), BERCI international, Département des leçons apprises, DOMP. Les résultats présentés doivent donc être nuancés par le fait que le sondage remonte à plusieurs années et que la perception des populations locales est susceptible de varier considérablement selon le contexte ainsi qu'en fonction des changements apportés au mandat et de la façon dont la mission s'en acquitte. Aussi, il est important de souligner que les pourcentages cités représentent la moyenne de onze régions. Les importantes disparités relevées par le sondage semblent provenir de la répartition géographique des effectifs de la MONUC. En effet, dans l'est du pays, les populations semblent plus favorables à la présence des casques bleus contrairement aux populations vivant dans la capitale et dans les autres régions du pays, soit celles qui sont moins affectées par le conflit en cours.

négative la présence de la mission des Nations unies soulignent le comportement irrespectueux des casques bleus envers les Congolais et le fait que la MONUC ne représente ni une solution viable pour mettre fin au conflit entre les Rwandais et les *Interahamwe*, ni un élément dissuasif pour prévenir les violations des droits de l'homme<sup>142</sup>. Ceci dit, les résultats partagés du sondage signalent un problème plus important encore que le seul manque d'efficacité opérationnelle de la mission. En effet, il semble exister une divergence considérable entre les populations locales et les autorités de la mission quant à l'objectif de la mission. D'une part, tant les autorités de la MONUC que le personnel du Siège social des Nations unies s'attendent à ce que la mission *facilite* l'avènement de la paix en RDC tandis que chez la population congolaise, l'idée selon laquelle l'objectif de la mission est *d'apporter* la paix dans leur pays persiste<sup>143</sup>. La nuance est de taille. En l'occurrence, elle est susceptible de créer de fausses attentes au sein de la société et d'entraîner de facto une certaine frustration, voire de l'animosité à l'égard de la mission.

### 3.2.2. Perceptions des casques bleus vis-à-vis la population locale

La question de la relation des casques bleus avec la population des pays dans lesquels les missions sont dépêchées a récemment été abordée dans la littérature, notamment à la lumière

---

<sup>142</sup> L'interahamwe est une milice, regroupant des extrémistes Hutus et d'anciens membres des Forces Armées du Rwanda, qui a participé au génocide au Rwanda en 1994. Après le génocide, ses membres se sont réfugiés en RDC où ils ont tenté de se reconstituer. Pendant le second conflit en RDC, ils ont soutenu les forces de Kabila contre la présence de l'armée rwandaise. Certains membres de l'interahamwe ont par la suite tenté de former un parti politique (Peuple en arme pour la libération du Rwanda) avec une branche armée (Armée pour la libération du Rwanda). À ce jour, les interahamwe ainsi que l'Armée pour la libération du Rwanda sont toujours présents en territoire congolais.

<sup>143</sup> Colonel Tamoussi Bonzi, *Mesure des résultats de la MONUC à la lumière des mandats qui lui ont été confiés*, Institut des Nations unies pour la recherche et la formation (UNITAR), Genève, 2006, 117p.

des abus sexuels commis par le personnel de l'ONU et des ONG<sup>144</sup>. À cette question s'ajoute celle de la perception qu'ont les casques bleus d'eux-mêmes et de leur rôle dans le contexte d'une mission de paix. Lors d'une enquête terrain, Paul Higate, chercheur et professeur à l'Université de Bristol, a recensé trois principales identités des casques bleus ; celle du travailleur humanitaire, du militaire (membre des forces armées du pays d'origine) et celle de l'expatrié<sup>145</sup>. Dans le cas de la MONUC, il semblerait que l'identité prédominante des casques bleus soit celle de l'expatrié, notamment à la lumière du sentiment de supériorité largement répandu parmi eux. Bien entendu, une mission de paix est toujours déployée dans un contexte de pauvreté, de détresse, d'insécurité et de privation, créant *de facto* d'importantes disparités entre les casques bleus et la population locale. Cette disparité mène inévitablement à un rapport de force inégal entre le personnel onusien et la population locale si bien que pour cette dernière, le « *peacekeeper* » représente un groupe privilégié et puissant. Ceci dit, il semble exister un sentiment de défaitisme parmi les casques bleus, notamment par rapport à leur rôle dans le processus de paix, plusieurs d'entre eux n'envisagent leur présence en RDC qu'à court terme. De plus, n'envisageant pas leur présence en RDC comme pouvant avoir un impact réel sur la situation conflictuelle, nombre de casques bleus n'appréciaient leur participation à la mission qu'avec la perspective d'avantages financiers qu'elle procure<sup>146</sup>.

---

<sup>144</sup> Voir en l'occurrence, le rapport de l'ONG Save the Children UK et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), sur les cas d'abus sexuels commis par le personnel onusien en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée.

<sup>145</sup> Ces variantes peuvent prendre une signification particulière selon le travail effectué par le casque bleu (reconstruction, patrouille ou aide à la distribution de ravitaillement) et selon l'environnement physique dans lequel il se trouve, à savoir, en période de travail ou de loisir. Ce qui est manifeste, affirme l'auteur, c'est que les attitudes et les perceptions des casques bleus par rapport à leur travail, à leur rôle ainsi que par rapport au pays dans lequel ils oeuvrent sont multiples et sont susceptibles de changer avec le temps. Il est aussi important de noter que les identités des casques bleus sont également le fait de la culture militaire de leur pays, de leur origine ethnique, religieuse et nationale. Par conséquent, il existe une multitude d'identités au sein d'une même mission. Paul Higate « *Peacekeeping and the gender relations in the Democratic Republic of Congo* » dans *Gender and Peacekeeping : Case Studies : The RDC and Sierra Leone*, Institute for Security Studies Monographie, No.91, mars 2004.

<sup>146</sup> En l'occurrence, plusieurs répondants ont fait allusion à leur rémunération par le biais du Mission Subsistence Allowance (MSA) comme le démontre cette expression d'un casque bleu : « I have 138 reasons for being here everyday » (138 dollars américains étant le montant octroyé par jour au membre militaire de la MONUC).

Pour comprendre la relation entre les casques bleus et les femmes, il est intéressant de s'attarder sur leur perception des Congolaises. Toujours selon l'étude de Paul Higate, plusieurs casques bleus ont souligné la résilience et la débrouillardise des femmes congolaises, notamment en ce qui concerne l'éducation des enfants et l'approvisionnement en biens de première nécessité<sup>147</sup>. Les Congolaises sont également perçues comme étant « différentes » des femmes blanches instruites des pays développés qui, elles, exerceraient un « contrôle » sur leur destinée. Le stéréotype de la femme africaine hypersexualisée semble également avoir façonné la perception que se font les casques bleus de la femme congolaise.

La combinaison de ces différentes perceptions à l'égard des femmes et l'observation faite par de nombreux casques bleus comme quoi les hommes étaient généralement absents des ménages aurait contribué à renforcer l'image de la femme subordonnée à l'homme<sup>148</sup>. Dans cet ordre d'idées, on constate que l'attitude des casques bleus envers les résidentes locales se traduit par un comportement similaire de domination, à tel point que le rôle de *protecteur* endossé par les casques bleus est susceptible d'accentuer la vulnérabilité des femmes. Ceci est d'autant plus évident au niveau individuel. En l'occurrence, le comportement proactif des femmes congolaises pour initier des contacts sexuels était un thème récurrent lors des discussions entre le chercheur et le personnel militaire de la MONUC. Plusieurs répondants ont affirmé que les femmes, étant sexuellement éveillées et débrouillardes, choisissent délibérément de se prostituer pour en retirer un bénéfice matériel ou monétaire. Certains casques bleus ont même affirmé se sentir victime de l'agressivité des femmes. D'une autre côté, l'idée selon laquelle le désir sexuel des hommes devait

---

<sup>147</sup> L'étude de Paul Higate se veut une recherche terrain qualitative constituée d'entrevues individuelles mi-directives et de discussions en groupe avec le personnel militaire et civil de la MONUC. Le but de l'étude était d'explorer la construction de la masculinité chez le casque bleu en relation avec les femmes de la population locale. Les principaux sujets des entrevues et discussions étaient le concept de genre et la formation qui est donnée en la matière, les femmes congolaises et les problèmes qu'elles doivent affronter et la question de la prostitution. Les résultats ne sont pas nécessairement représentatifs pour l'ensemble du personnel de la mission ni d'ailleurs pour toutes autres missions présentement en cours, même si certains parallèles sont admissibles. Cela dit, l'auteur souligne que les questions soulevées par cette étude commencent à être considérées comme un enjeu par l'unité des leçons apprises du Département du maintien de la paix à New York.

<sup>148</sup> Par ailleurs, plusieurs casques bleus ont souligné que les Congolais leur semblaient fainéants au point où l'état désastreux dans lequel se trouve le pays trouverait son explication dans ce comportement paresseux.

*naturellement* être assouvi est renforcée par la perception que les femmes congolaises sont désinvoltes face à la sexualité ; si les femmes font autant d'avances envers les casques bleus, c'est parce qu'elles connaissent les *besoins* des hommes<sup>149</sup>. L'idée que les femmes qui approchent les casques bleus le font pour survivre en raison du faible éventail de ressources dont elles disposent n'est pas, de manière générale, reconnue par les casques bleus<sup>150</sup>.

Même si, a priori, les casques bleus soutiennent que leurs relations avec les résidentes locales sont consensuelles, celles-ci ne sont pas considérées comme telles par les autorités onusiennes. En effet, l'organisation estime qu'en raison des disparités et du rapport de force entre les casques bleus et les populations locales, toute relation de nature sexuelle entre les deux parties en est nécessairement une d'exploitation et d'abus<sup>151</sup>. En RDC, l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel de la mission se traduisent essentiellement par l'échange de faveurs sexuelles contre de l'argent, de la nourriture ou des emplois. Ce « marché des faveurs sexuelles » à proximité des campements de la MONUC correspond à près de 90% des cas de prostitution de survie<sup>152</sup>. Plusieurs cas d'exploitation sexuelle des femmes et filles congolaises par des casques bleus ont été signalés dès le début de la mission. Or, ce n'est qu'avec la médiatisation, en 2005, du cas d'un soldat français ayant eu des

<sup>149</sup> Au cours des entretiens, nombreux casques bleus affirment que le climat d'impunité qui règne dans le pays aurait contribué à leur décision de solliciter les services d'une prostituée.

<sup>150</sup> Tant l'étude de Nadine Puechguirbal que celle de Paul Higate ont recueilli des témoignages de casques bleus qui affirmaient « qu'entretenir » une femme locale le temps de leur déploiement était une bonne chose.

<sup>151</sup> La circulaire du Secrétaire général, *Disposition spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels* (ST/SGB/2003/13), définit l'exploitation sexuelle comme étant « le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris, mais non exclusivement, en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique ». Ce même énoncé définit l'abus sexuel comme « toute atteinte sexuelle avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi une forme d'abus ». Notons à ce sujet l'analyse faite par Olivera Simic qui critique l'utilisation abusive des termes « exploitation » et « abus » dans la littérature du fait qu'ils englobent des réalités fort distinctes : « Il s'avère nécessaire d'accorder une plus grande attention et de faire preuve de prudence concernant le langage utilisé lorsqu'on décrit des actes d'exploitation sexuelle de manière à ne pas confondre des crimes sexuels, comme le viol, avec différentes formes de pratiques sexistes » Olivera Simic, « Rethinking 'Sexual Exploitation' in UN Peacekeeping Operation » dans *Women's Studies International Forum*, Vol.32, No.4, 2009, p.294

<sup>152</sup> Sandra Lecourtois, « Exploitation et abus sexuels par le personnel des Nations unies : le cas de la MONUC », dans *Bulletin du Maintien de la paix*, 31 mars 2009.



relations sexuelles avec une fillette de 13 ans que les autorités de la MONUC ont établi des mesures préventives et renforcé les mécanismes d'enquête. En 2004, 50 allégations de crimes sexuels concernant le personnel de la MONUC ont été signalées au Département des opérations de maintien de la paix. Ce nombre s'est élevé à 340 en 2005 et à 357 en 2006<sup>153</sup>.

Afin de prévenir l'exploitation et les abus sexuels commis par les casques bleus, tout le personnel de la MONUC a l'obligation de respecter un code de conduite<sup>154</sup>. Ce code vise à encourager chez le personnel un comportement qui soit à la hauteur des valeurs des Nations unies et qui s'avère respectueux envers la population locale. Ainsi, il est formellement interdit aux membres de la mission d'employer les services d'une prostituée ou d'avoir des relations sexuelles avec les résidentes locales, indépendamment qu'il s'agisse de prostitution ou de relations amoureuses. Toutefois, selon l'enquête de Paul Higate, peu d'hommes considèrent l'interdiction de fréquenter des prostituées comme étant susceptible d'être respectée, la prostitution étant perçue comme *inévitabile*. Qui plus est, les sanctions prévues pour le personnel qui ne respecte pas le code de conduite ne sont pas appliquées systématiquement, réduisant alors leur potentiel dissuasif<sup>155</sup>. Finalement, en interdisant de la sorte toute « fraternisation », l'ONU reconnaît le rapport de force entre le personnel onusien et la population locale et le caractère abusif que ces relations peuvent prendre. Selon Nadine Puechguirbal, la meilleure approche pour prévenir les relations entre le personnel de la

<sup>153</sup> Olivera Simic, « Does the Presence of Women Really Matter? Towards Combating Male Sexual Violence in Peacekeeping » dans *International Peacekeeping*, Vol.17, No.2 pp.188-199.

<sup>154</sup> Le code de conduite de la MONUC est issu d'un code générique qui s'adresse à tout le personnel des Nations unies déployé sur le terrain.

<sup>155</sup> En ce qui a trait aux sanctions contre les personnes soupçonnées d'abus sexuels, les Nations unies ont très peu de pouvoir en la matière, notamment en ce qui concerne le personnel militaire puisque ces derniers bénéficient d'une immunité par le biais des ententes de SOFA (soit entre NU et pays hôte) et MOU (entre NU et les pays contributeurs de troupe (Memorandum of Understanding). Cette dernière prévoit que le PCT va s'acquitter de ses responsabilités juridiques advenant que des allégations pèsent sur un membre ressortissant du pays en échange de quoi il ne peut y avoir d'accusation portée par le pays hôte. Ainsi, la décision de porter des accusations repose entièrement sur le PCT et le seul recours de l'ONU est de demander le rapatriement de la personne soupçonnée. En vue de renforcer le code, la MONUC a ouvert, en mars 2005, un bureau chargé de la lutte contre l'exploitation et les sévices sexuels. Celui-ci a le mandat de mener des enquêtes en cas d'allégations, de sensibiliser le personnel sur la question, de mettre en place des règles de prévention telles que les couvre-feu et l'interdiction de fréquenter certaines zones et locaux.

mission et les femmes locales doit consister à ce que le personnel perçoive ces relations comme un enjeu de sécurité<sup>156</sup>. En l'occurrence, il est possible que les femmes ayant eu des relations avec un membre de la mission, notamment celles qui ont eu des enfants à la suite d'une relation, subissent une forme de discrimination ou de rejet de la part des hommes de leur communauté, modifiant ainsi leurs perspectives d'avenir.

La question des relations sexuelles transactionnelles<sup>157</sup> entre les femmes de l'État hôte et les casques bleus devrait être considérée comme étant bien plus qu'un *effet pervers* lié au déploiement des missions de paix dans un contexte d'extrême précarité économique et sécuritaire<sup>158</sup>. En fait, pour comprendre les relations entre les casques bleus et les résidentes, il est impératif de s'attarder sur la construction des identités de genre.

Dans le cas des opérations de paix, la masculinité du casque bleu se manifeste à l'interface des idéologies militariste et humaniste : l'une privilégie les vertus de la force, de l'endurance et de la dureté et l'autre favorise la tolérance, la retenue et l'empathie. Ces deux systèmes de représentation (*system of meaning*) sont également articulés en termes de genre ; les valeurs humanistes véhiculées par les Nations unies sont perçues comme féminines tandis que celles issues de la culture militaire sont associées à la masculinité. Ces constructions se trouvant ainsi en opposition, le casque bleu se voit dès lors confronté aux tensions qui

---

<sup>156</sup> Nadine Puechguirbal, « Gender Training for Peacekeepers : Lessons from the DRC » *International Peacekeeping*, Vol. 10, No. 4, Hiver 2003, pp.113-128.

<sup>157</sup> Le terme anglophone *transactional sex* est couramment utilisé par les Nations unies pour décrire les diverses formes que peuvent prendre les interactions et les contacts sexuels entre le personnel onusien et la population locale. Kathleen Jennings, « Unintended Consequences of Intimacy : Political Economies of Peacekeeping and Sex Tourism », dans *International Peacekeeping*, Vol.17, No.2, 2010, pp.229-243.

<sup>158</sup> Le terme « effet pervers » est dérivé de celui de « unintended consequences » que l'on retrouve dans un ouvrage sur les effets négatifs liés au déploiement des opérations de paix. Publié en 2007, ce livre est l'un des seuls qui traitent des répercussions non désirées des opérations de paix sur les individus et les collectivités des pays hôtes, sur les économies locales ainsi que sur les pays contributeurs de troupes. Ainsi, parmi les conséquences indésirables (et non les conséquences des échecs d'une politique) que soulève l'ouvrage, on compte la prostitution, l'augmentation des cas de VIH/SIDA, les distorsions des prix des biens de consommation et l'accaparement des fonds par les ministères de la Défense pour les pays fournisseurs de troupes (comme dans le cas du Ghana). Chiyuki Aoi, Cedric de Coning et Ramesh Thakur (dirs.), *Unintended consequences of Peacekeeping*, United Nations University Press, 2007, 314pp.

émergent entre ces deux pôles identitaires. Autrement dit, il existe une tension permanente entre ce que les casques bleus *doivent* faire (maintenir la paix) et ce qu'ils ont été entraînés à faire (la guerre). Selon Claire Duncanson, les gestes de violence envers la population locale et, plus spécifiquement, envers les femmes, s'expliquent surtout par la propension des casques bleus à consolider les idéaux militaires afin de compenser pour l'accomplissement d'un travail jugé inférieur aux activités de combat pour lesquelles ils ont été entraînés<sup>159</sup>. Sandra Withworth abonde également en ce sens. Suivant cette logique, elle défend l'idée selon laquelle les soldats abuseraient sexuellement des femmes et des filles congolaises afin de pouvoir, certes (ré)affirmer leur masculinité, mais également supprimer toutes associations à la féminité : Lorsque des "traces de féminité" resurgissent, les soldats réagissent de différentes manières. Certains deviennent furieux, hostiles et violents<sup>160</sup>. Finalement, la construction du « Soi » (casque bleu) et de l'« Autre » (femmes et filles congolaises) découlent des masculinités militarisées dans la mesure où l'entraînement militaire tend à naturaliser, voire rendre essentielle les caractéristiques associées à la masculinité (comme les pulsions sexuelles), à déshumaniser l'« Autre » (dans ce cas-ci en construisant les femmes et filles congolaises comme étant des prédatrices sexuelles) et à valoriser la discipline et le combat, comme c'est le cas des casques bleus qui se décrivent comme disciplinés et combattant les tentations sexuelles.

### 3.3 La politique de genre et la MONUC

Rappelons-nous que l'objectif du cadre FPS est d'insuffler une nouvelle dynamique dans les rapports entre hommes et femmes fondés sur l'égalité et l'équité entre les sexes. Pour réaliser cet objectif, la politique de genre consiste à prendre en compte des préoccupations et besoins des femmes et des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance des

<sup>159</sup> Claire Duncanson, « Forces for Good? Narratives of Military in Peacekeeping Operations » dans *International Feminist Journal of Politics*, Vol.11, No. 1, 2006, pp 63-80.

<sup>160</sup> Sandra Whitworth, « Militarized Masculinities and the Politics of Peacekeeping » dans *Men, Militarism, and UN Peacekeeping : A Gendered Analysis*, Lynne Rienner, 2004, p.89-106

activités d'une mission, de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer. Dès lors, toutes les activités d'une mission, à savoir les négociations de paix, l'appui apporté aux programmes de désarmement, à la réforme du secteur de la sécurité et aux réformes constitutionnelles et judiciaires ainsi que l'assistance humanitaire, la protection des populations civiles, la lutte contre le VIH/sida, pour ne nommer qu'eux, doivent tenir compte des besoins spécifiques de chacun des sexes. Enfin, le cadre FPS, c'est aussi une démarche d'équité pour augmenter la présence des femmes, tant au Siège social qu'au sein des missions, dans tous les postes (militaires, policiers et civils) et à tous les niveaux, et en particulier aux échelons supérieurs et dans les postes de décision.

### 3.3.1 Le mandat sexospécifique de la MONUC

Depuis l'adoption de la Résolution 1325, le Conseil de sécurité a l'obligation d'établir, à même le mandat d'une mission, ses responsabilités pour répondre aux exigences des politiques et normes sur le genre et le maintien de la paix. Dans cet ordre d'idées, plus les obligations sexospécifiques sont vaguement énoncées dans le mandat, plus les responsabilités en la matière seront sujettes à diverses interprétations. Autrement dit, lorsque le mandat est clair sur le cadre FPS, les autorités de la mission ainsi que les parties concernées sont plus enclines à comprendre leurs obligations. Comme le souligne Judith Hicks Stiehm, inscrire les obligations sur le genre dans les mandats accorde une légitimité aux efforts en la matière<sup>161</sup>. Rappelons que ce sont les mandats du Conseil de sécurité qui fournissent les objectifs, les priorités, les effectifs ainsi que l'autorisation du recours à la force armée. Le Conseil de sécurité va également réévaluer, à la lumière de l'évolution du contexte sécuritaire et politique, les activités et priorités d'une mission. Dès lors, qu'il s'agisse de l'établissement, de la reconduction ou de l'évaluation d'une mission, le Conseil de sécurité est tenu d'inclure

<sup>161</sup> Judith Hicks Stiehm, « Women, Peacekeeping, and Peacemaking : Gender Balance and Mainstreaming » dans *Women and International Peacekeeping*, sous la dir. De Louise Olsson et Torunn L. Tryggerstad, New York, Routledge, 2001, pp 39-47.

dans toutes ses résolutions des références sexospécifiques. Ceci étant, une analyse des thématiques des résolutions du Conseil de sécurité sur la MONUC est révélatrice quant à la compréhension des obligations du cadre FPS et du traitement inégal de l'organisation envers ses engagements en la matière<sup>162</sup>.

D'abord, les politiques et les moyens d'action indiqués pour la mise en œuvre du cadre FPS ne sont pas explicitement énoncés. Pendant la période allant de décembre 2000 à décembre 2009, le Conseil de sécurité a adopté quarante-sept résolutions concernant la MONUC ou la DRC. Seize d'entre elles contiennent une ou plusieurs références aux femmes. Dans les résolutions qui font allusion au cadre FPS, seulement sept rappellent l'importance des buts et principes de la Résolution 1325 pour la mission, sans toutefois détailler ses obligations. Il faut constater que les sept références qui soulignent la résolution 1325 se trouvent dans le préambule des résolutions et non dans les clauses opérationnelles. Ces références sont alors plus symboliques qu'effectives<sup>163</sup>. Une seule résolution, adoptée en 2003, fait appel à la MONUC pour augmenter le nombre de femmes employées au sein de la mission, en particulier parmi les observateurs militaires. Ce n'est qu'au cours de l'été 2007, qu'une résolution du Conseil de sécurité sur la MONUC demande à la mission de considérer l'approche sexospécifique comme partie intégrante de toutes ses activités. Ainsi, il a fallu près d'une décennie après la création de la mission pour qu'une résolution reconnaisse que l'atteinte de l'égalité entre les sexes exige de considérer les besoins et préoccupations sexospécifiques de manière transversale.

Nonobstant ce qui précède, toutes les résolutions où l'on fait appel au cadre FPS soulignent l'importance de porter une attention particulière aux femmes, en tant que groupes vulnérables. Toutes ces résolutions expriment l'importance d'apporter aide et protection aux

---

<sup>162</sup> L'analyse des mandats du Conseil de sécurité et des rapports du SG a porté sur l'examen de deux éléments en particulier, à savoir (1) le langage associé aux femmes (comme victime, acteur, personne vulnérable), (2) le lieu dans le texte (sous la rubrique politique, sécurité, assistance humanitaire et protection).

<sup>163</sup> En effet, les résolutions contiennent toujours deux parties : la première constitue le préambule qui se veut un rappel des autres résolutions sur la question et une mise en contexte ; la seconde partie comprend les clauses opératoires qui exigent qu'une action soit entreprise de la part des États membres et autres agences onusiennes concernées.



femmes contre les violations de leurs droits fondamentaux. Entre autres choses, il est mentionné que la mission doit prévenir et sanctionner les cas d'abus sexuels commis par le personnel de la mission et d'adopter des mesures adéquates pour protéger les populations civiles. Les résolutions demandent également aux autorités de la MONUC de fournir un entraînement sur la prévention des violations des droits humains aux membres du personnel de la mission et aux membres des Forces armées de la DRC et de la police nationale dans le cadre des activités de soutien à la réforme du secteur de sécurité (RSS).

C'est à partir de mars 2003 que les résolutions mettent l'accent sur la nécessité de protéger les femmes contre les violences basées sur le genre, notamment celles de nature sexuelle. Ce n'est toutefois que depuis l'adoption de la Résolution 1756 en mai 2007, qu'on demande à la MONUC de soutenir le gouvernement congolais dans sa lutte contre l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes basés sur le genre. En décembre de la même année, une résolution demande à la mission d'assister le gouvernement congolais, avec la collaboration d'autres agences onusiennes et des ONG locales, dans l'élaboration d'un plan stratégique national pour combattre les violences sexuelles contre les femmes.

Tel qu'il a été souligné plus haut, les violences sexuelles ont été employées comme arme de guerre pendant le conflit, laissant un nombre incalculable de femmes et de jeunes filles avec des séquelles qui, dans bien des cas, sont permanentes<sup>164</sup>. Cela dit, la fin d'un conflit armé ne signifie pas pour autant la fin des violences basées sur le genre. En effet, l'impunité, la présence d'armes, le retour des hommes, souvent traumatisés et démoralisés par les années de guerre, et la dislocation des communautés sont des facteurs qui favorisent la continuation de ce type de violence. Devant l'impact de cette forme de violence sur les femmes et les communautés, il devient impératif de lutter contre les violences sexuelles afin

---

<sup>164</sup> Selon un rapport de Human Rights Watch (2009), organisme qui vient en aide aux victimes de violences sexuelles, les femmes peuvent souffrir de fracture au pelvis, d'hémorragies internes (menant dans de nombreux cas à la stérilité ou à des douleurs chroniques à l'abdomen), développent des fistules (source d'incontinence), des maladies transmissibles sexuellement, dont le VIH/sida, et des grossesses non désirées. En plus des conséquences sur leur santé reproductive, les femmes subissent également des torts psychologiques parmi lesquels on retrouve des sentiments de peur, d'anxiété et de culpabilité; elles souffrent d'insomnie, ont des cauchemars et sont susceptibles de développer une dépression. En ce qui concerne en particulier le VIH/Sida, le rapport estime que 60% des combattants, des groupes armés et de l'armée nationale, sont infectés par le virus.

de favoriser la participation des femmes au relèvement du pays et au développement de la paix<sup>165</sup>. Ainsi, il est important de rappeler que fondamentalement, les violences sexuelles proviennent de relations de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes. Cette relation de domination est basée sur une perception voulant que les femmes soient la propriété des hommes. Les femmes quant à elles doivent demeurer obéissantes et soumises. Cette domination s'exprime dans tous les domaines de la vie (politique, social et économique) y compris sur le plan de la sexualité. En effet, les normes et pratiques sociales impliquent qu'il est inacceptable pour les femmes d'entretenir des relations sexuelles avant le mariage, hors du mariage ou avec plusieurs partenaires. Ces normes en viennent alors à contrôler la sexualité des femmes et à les confiner dans le rôle de reproductrice (biologique et culturel) des communautés. Ainsi, pour humilier ou attaquer les hommes de la communauté les assaillants prennent le corps des femmes - symboles des communautés - comme cible. De ce fait, toute stratégie qui vise à prévenir ces violences doit d'emblée chercher à modifier les relations de genre. Or, la participation de la MONUC à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie pour lutter contre les violences sexuelles s'est concentrée essentiellement sur la protection des femmes et non sur les sources des violences<sup>166</sup>.

La *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le sexe* est fondée sur quatre composantes à savoir, la lutte contre l'impunité (amélioration de l'accès à la justice et à la réparation), la prévention et la protection, la RSS et l'amélioration de l'accès à des soins médicaux pour les victimes<sup>167</sup>. Certes, il est indéniable que les femmes victimes de violences

---

<sup>165</sup> À la suite du conflit et de l'impact qu'il a eu sur la démographie, 80% des ménages reposent désormais sur le travail des femmes. De plus, dans le Nord et le Sud Kivu, les femmes constituent 75% de la force de production de biens de première nécessité dans cette économie de subsistance. Or, par crainte d'être violées, nombreuses sont celles qui ne vont plus au marché pour vendre leur marchandise ou qui ne s'aventurent plus dans les champs pour cultiver la terre. Il faut souligner aussi que les femmes constituent la majorité des personnes déplacées par le conflit. Tous ces facteurs ont alors une incidence sur la survie des communautés rurales. Ndeye Sow, *Gender and Conflict Transformation in the Great Lakes Region of Africa*, International Alert, Juillet 2006

<sup>166</sup> Le projet de mise en œuvre d'une stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles a été élaboré en collaboration avec différents ministères congolais, d'autres agences des Nations unies, la Police Nationale Congolaise (PNC), l'Armée de la RDC ainsi que des organisations féminines de la société civile.

<sup>167</sup> Les soins apportés aux survivantes sont fondés sur l'approche multi-dimensionnelle laquelle vise à apporter une assistance qui inclut une aide médicale, psycho-sociale, juridique, d'autonomisation

sexuelles aient besoin d'aide. Or, en élaborant une stratégie qui néglige complètement une refonte des relations entre les hommes et les femmes à travers un dialogue inclusif des deux sexes, les violences ne peuvent que persister. Par exemple, la MONUC est l'acteur principal dans la réforme du secteur de sécurité qui, dans l'intention de juguler les violences sexuelles, cherche à transformer les forces militaires et policières de manière à ce qu'elles puissent répondre efficacement aux cas de violences et d'abus sexuels. Dans cet ordre d'idées, les activités de la mission cherchent à instaurer des mécanismes de recrutement (notamment pour exclure les personnes qui manquent d'intégrité et pour augmenter le nombre de femmes dans les forces policières) et d'imputabilité, advenant des allégations d'abus sexuels commis par les membres de la PNC ou de la FARDC. La MONUC œuvre donc auprès des forces policières et militaires afin de les habiliter à répondre aux cas de violences sexuelles signalés. La question des crimes sexuels est perçue alors comme étant susceptible d'être jugulée moyennant une hausse des capacités à répondre aux cas. Cette approche technique, bien que nécessaire, est loin d'être suffisante pour s'attaquer aux sources de la violence. Selon les organisations féminines congolaises, il serait capital d'investir plus d'efforts pour accroître, entre autres choses, le pouvoir économique des femmes. En effet, le manque de pouvoir économique est l'un des facteurs contribuant le plus à la vulnérabilité des femmes ; moins de précarité économique signifie plus de liberté dans l'éventail de choix possibles pour subvenir aux besoins de base. Par exemple, « *l'empowerment* » des femmes sur le plan socio-économique en viendrait à les prémunir contre l'éventualité de recourir à la prostitution pour survivre, là où les risques d'abus et de violence sont plus élevés<sup>168</sup>.

---

économique et de réintégration dans les communautés. Cette approche a d'abord été élaborée par UN-INSTRAW, soit l'agence des Nations unies qui œuvre pour la recherche et la formation.

<sup>168</sup> Muadi Mukenge, Aimée Mwadi Kady et Caitlin Stanton, *Funding a Women's Movement Against Sexual Violence in the Democratic Republic of Congo*, San Francisco, février 2010. Les auteurs de ce rapport mentionnent également qu'il existe, du moins dans certaines localités, un début de changement de la perception des hommes sur les violences sexuelles grâce aux rencontres communautaires où les hommes et les femmes ont la chance de s'exprimer. Elles donnent l'exemple de l'Association pour le développement des initiatives féminines au Maniema, qui tiennent régulièrement des rencontres entre les autorités locales, les femmes et les anciens combattants afin de briser le silence et le tabou entourant les violences sexuelles.

### 3.3.2. Les rapports du Secrétaire général

Tel que l'exige le cadre FPS, le Secrétaire général (SG) des Nations unies a l'obligation d'évaluer périodiquement sa mise en œuvre. À cette fin, chaque automne, le SG produit un rapport sur les femmes, la paix et la sécurité. Il est également mandaté pour examiner le déroulement des missions en cours. Dès lors, il présente régulièrement au Conseil de sécurité des rapports qui doivent également inclure une analyse de la mise en œuvre des politiques et des moyens d'action en la matière. L'examen de ces rapports nous permettra de mesurer l'intégration du genre dans la MONUC. De manière générale, ces rapports contiennent deux sections ; l'une faisant état de la situation politique, socio-économique et sécuritaire de la RDC et l'autre portant sur les activités de la mission.

À la suite de la lecture de ces deux types de rapports, un premier constat s'impose. Dans les rapports sur la MONUC, on remarque que les références à ce sujet renvoient essentiellement à l'impératif de protéger les femmes des violations des droits de la personne tandis que les rapports sur les femmes, la paix et la sécurité se veulent davantage une analyse de la participation des femmes au processus de paix.

Chacun des rapports sur la MONUC contient au moins une référence sur les femmes. Ces références ont trait à la question des violences sexuelles dont les femmes sont victimes et se trouvent dans le volet *droit de l'homme et protection de l'enfance*. En particulier, le SG souligne l'importance pour la mission de maintenir ses efforts en vue de prévenir les cas d'abus et de violences sexuelles, qu'ils soient commis par les Congolais (tous groupes confondus) ou par le personnel de la MONUC. Le SG souligne également l'importance pour la mission de poursuivre ses activités de soutien dans la lutte contre l'impunité dont jouissent les contrevenants. Il s'agit en l'occurrence, de fournir une formation à la Police nationale et aux membres de la FARDC, d'apporter une assistance technique dans l'élaboration de procédures judiciaires spécialisées dans les crimes sexuels et dans l'établissement d'une stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles. Enfin, à la lumière des scandales sexuels commis par des membres de la MONUC, le SG réitère, dans un rapport de 2005, le

caractère inadmissible de ces gestes. Ce faisant, il demande à la MONUC d'ouvrir un bureau chargé de la lutte contre l'exploitation et les sévices sexuels.

Outre les références portant sur la question des violences sexuelles, quelques références font allusion aux efforts de la MONUC pour accroître la participation des femmes aux processus de paix et au sein des institutions politiques<sup>169</sup>. Les rapports dénoncent la faible représentativité des femmes au sein des institutions publiques et encouragent la MONUC à accroître ses activités de sensibilisation auprès des autorités congolaises sur l'équité entre les sexes dans la fonction publique<sup>170</sup>. En ce qui a trait aux élections qui ont eu lieu à l'été 2006, plusieurs rapports évoquent positivement les efforts de la MONUC pour sensibiliser les femmes sur leurs droits à participer et à assurer leur sécurité à l'occasion du scrutin. Enfin, un seul rapport, daté du 20 mars 2007, souligne le lien entre l'égalité des sexes et la consolidation de la paix en RDC.

Quant aux rapports du SG sur les femmes, la paix et la sécurité, ils font davantage état des obstacles qui bloquent la participation des femmes au processus de paix. Entre autres choses, le SG soulève la question des violences sexuelles et de l'impunité dont jouissent les assaillants, des campagnes d'intimidation envers les organisations féminines qui souhaitent participer aux pourparlers et de la faible représentativité des femmes au sein des institutions publiques<sup>171</sup>. Pour remédier à l'absence des femmes, le SG encourage le département à améliorer le matériel didactique utilisé pour la formation des casques bleus, à hausser la

<sup>169</sup> Il est à noter que les rapports soulevant la faible représentativité des femmes dans le processus de paix datent de 2007 et 2008. Ainsi, la question d'une participation équitable des femmes et des hommes s'avère-t-elle une préoccupation assez récente.

<sup>170</sup> Les femmes représentent 8.4% des membres de l'Assemblée Nationale, 4.6% du Sénat, 6.2% des Assemblées provinciales et 15% de l'ensemble des fonctionnaires du gouvernement. Cela dit, les femmes sont complètement absentes de la présidence de la République et à titre de gouverneur ou vice-gouverneur dans les onze territoires administratifs. Annie Matundu-Mbambi, *La Résolution 1325 : Quelle est sa portée effective pour la Femme Congolaise*, article écrit par le Caucus des Femmes Congolaises, Kinshasa, août 2007.

<sup>171</sup> Dans le rapport sur le financement des ONG féminines qui oeuvrent auprès des femmes victimes de violence sexuelle, plusieurs activistes interviewées par les auteurs du rapport ont souligné qu'elles ont été l'objet d'intimidation et de menaces de mort, notamment de la part de la police. Muadi Mukenge, Aimée Mwadi Kady et Caitlin Stanton, *Funding a Women's Movement Against Sexual Violence in the Democratic Republic of Congo*, San Francisco, février 2010.



présence des femmes dans les postes de décision au sein de missions et à soutenir le développement dans l'État-hôte d'une stratégie nationale pour l'application de la Résolution 1325.

En plaçant la majorité des références sur les femmes dans la catégorie *protection* (au même titre que les enfants, les personnes âgées et les handicapés) les rapports du SG comme d'ailleurs l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité de l'organisation annoncent que les femmes doivent être considérées comme un groupe vulnérable. Ce faisant, les résolutions envoient un signal comme quoi l'environnement *naturel* des enfants est celui de leur mère, d'une part, et que *toutes* les femmes sont dans le besoin, étant des victimes innocentes du conflit armé, d'autre part. En reproduisant de la sorte l'idée de la *femme victime*, sans protection et/ou incapable de violence, les femmes finissent par être perçues uniquement à titre de bénéficiaire des programmes des Nations unies. L'idée qu'elles puissent aussi être des protagonistes du conflit ou des acteurs de changement, susceptibles de jouer un rôle dans le relèvement du pays, est ainsi évacuée du discours.

### 3.3.3. Du département au terrain: les stratégies de mise en œuvre

Les stratégies développées par le Département du maintien de la paix pour la mise en œuvre de ses responsabilités en matière de genre dans les opérations de paix reposent sur trois axes ; la sensibilisation, le recrutement et la création d'unités de genre. Déjà dans le second chapitre, la question de la formation sur les questions de genre offerte aux militaires, policiers et civils a été abordée (voir page 57). Une formation vise expressément à responsabiliser tout le personnel d'une mission sur ses obligations pour mettre en œuvre les buts et principes du cadre FPS. Toutefois, le temps alloué pour traiter des questions sexospécifiques lors de cette formation est limité et varie considérablement selon le ou la responsable de la formation. Dans le cas de la MONUC, la formation a duré une demi-

journée et a été donnée au personnel militaire, policier et civil de la mission, incluant les plus hautes autorités et des membres de la société civile congolaise<sup>172</sup>.

Selon Nadine Puechguirbal, conseillère pour l'égalité entre les sexes à la MONUC en 2003, cette initiative semble avoir favorisé le débat au sein de la mission au sujet des conséquences différées du conflit sur les femmes et les hommes. Elle avance toutefois qu'il demeure difficile d'en évaluer l'impact à long terme puisqu'il n'existe aucune mesure pour évaluer les effets potentiels de la formation sur les casques bleus. À ceci, il faut ajouter que la formation sur le genre semble rencontrer de sérieuses résistances, en particulier de la part du personnel militaire chez qui le terme *genre* apparaît à lui seul provoquer le malaise. Aussi, une discussion sur le genre est-elle perçue comme une attaque contre la culture traditionnelle établie dans la mesure où dialoguer apparaît comme une incitation à remettre en question l'organisation *naturelle* des sociétés. Dans cet ordre d'idées, il est juste de souligner que plusieurs répondants de l'enquête de Higate ont également souligné que le genre est plutôt une question « intime » qui devrait faire partie de la formation sur le HIV/sida au lieu d'être présentée comme un sujet transversal. Aussi, le genre n'est-il généralement pas perçu comme une priorité comparativement aux activités dites de sécurité. Enfin, toutes ces embûches doivent être prises en compte et surmontées si la formation entend contribuer à la mise en œuvre par l'ensemble du personnel de la mission des politiques et des moyens d'action prévus.

En second lieu, pour se conformer au cadre normatif, le DOMP a procédé à des changements organisationnels, tant au Siège social que dans les missions<sup>173</sup>. En 2002, un bureau de genre a été créé à la MONUC<sup>174</sup>. Celui-ci a le mandat de contribuer à la protection des femmes et de soutenir leur participation active dans le processus de reconstruction et de consolidation de la paix. Le bureau est également responsable de promouvoir au sein de la

---

<sup>172</sup> Nadine Puechguirbal, *op. cit.*, p. 117.

<sup>173</sup> Il existe désormais une conseillère pour l'égalité entre les sexes au département du maintien de la paix, laquelle répond directement au chef du département.

<sup>174</sup> Sur les dix-huit missions des Nations unies présentement en cours (ou qui ont été établies après l'adoption de la résolution 1325), dix d'entre elles ont, soit des conseillers pour l'égalité entre les sexes (*gender advisor*), soit des bureaux de genre (*gender office*).

mission l'inclusion, à tous les niveaux et dans tous les domaines, des questions de genre, de manière à soutenir les efforts pour réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes. Pour s'acquitter de son mandat, le bureau s'est fixé trois objectifs : assurer l'inclusion d'une perspective sexospécifique dans toutes les activités de la MONUC; établir et consolider les liens entre les institutions gouvernementales, la MONUC et les organisations féminines; réaliser des activités de communication et de sensibilisation sur les questions sexospécifiques à l'intérieur et à l'extérieur de la MONUC<sup>175</sup>. À l'heure actuelle, le Bureau de genre compte six personnes au siège de la MONUC à Kinshasa et trois personnes pour son bureau de l'est (ville de Goma et Bukavu), soit dans la région où 95% des effectifs de la mission sont déployés. Pour Amy Smythe, conseillère en genre à la MONUC en 2005, la création du bureau est certes une avancée considérable, mais étant sous-financé et n'ayant qu'un personnel limité (une dizaine de personnes sur un personnel de vingt-mille) le bureau ne peut que difficilement s'acquitter de son mandat<sup>176</sup>.

Finalement, la mise en œuvre de la Résolution 1325 repose sur la définition d'objectifs clairs et mesurables en matière de recrutement. Dans le cas de la MONUC, la mission est très loin de l'atteindre. En janvier 2010, les femmes représentaient 5.7 % du personnel de la MONUC, c'est à dire 3.7% des experts militaires, 1.9% des troupes, 1.8% des unités de police<sup>177</sup>. Normalement, le pourcentage de femmes est plus élevé parmi le personnel civil, soit environ 30%, mais les données sur le personnel civil de la MONUC ne sont pas disponibles. Depuis août 2008, l'un des deux postes de représentant spécial adjoint du Secrétaire général est occupé par une femme, Mme Leila Zerrougui<sup>178</sup>.

<sup>175</sup> Site de la MONUC : <http://monuc.unmissions.org/Default.aspx?tabid=4108>

<sup>176</sup> Amy Smythe, 'Statement to the UN Security Council Debate on Women, Peace and Security', 23 Octobre 2003.

<sup>177</sup> Site officiel des Nations unies : <http://www.un.org/en/peacekeeping/issues/women/> Il est intéressant de noter que les statistiques concernant les deux sexes se trouvent sur la page « women's issues » du site.

<sup>178</sup> On remarque une légère augmentation, soit de 1.2%, entre 2006 et 2010, de la présence féminine parmi le personnel militaire. Site officiel de la MONUC : <http://monuc.unmissions.org/Default.aspx?tabid=3898>. Madame Leila Zerrougui de nationalité algérienne, a eu une longue carrière au sein des Nations unies et à titre de consultante juridique auprès du gouvernement algérien. Mme Zerrougui est depuis 2001 membre du Groupe de

### 3.4 L'exemple des processus de désarmement.

Depuis la dernière décennie, la littérature sur le rôle des femmes et des jeunes filles dans les conflits armés est de plus en plus abondante grâce à la multiplication d'études qui adoptent une approche sensible aux questions sexospécifiques. Entre autres, ces études cherchent à faire la lumière sur la manière dont les identités de genre sont mobilisées avant et après l'éclatement d'un conflit armé. Aussi étudient-elles les conséquences des conflits armés sur chacun des deux sexes et la manière dont les conflits affectent les relations entre les hommes et les femmes. Une autre question centrale de ces recherches consiste à examiner la façon dont les bouleversements induits par un conflit armé affectent la capacité de chacun des deux sexes à jouer un rôle dans le processus de paix et de réhabilitation. Tel que nous allons tenter de le démontrer, les conclusions et les recommandations de ces études restent marginales par rapport au discours dominant des institutions de gouvernance globale qui élaborent et développent les politiques en matière de relèvement et de consolidation de la paix. Il en va de même au sujet des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). En effet, selon des études récentes, il semblerait que les femmes et les jeunes filles associées aux groupes armés soient largement absentes des programmes officiels<sup>179</sup>. C'est également le cas en RDC où les femmes et les jeunes filles associées aux groupes armés constituent un mince 4% des personnes ayant pris part au programme de DDR(RR)<sup>180</sup>. Et pourtant, elles constituent entre 30 et 40% des effectifs des groupes

---

travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme. De 2003 à 2008, elle a été présidente et rapporteure de ce groupe de travail. <http://www.operationspaix.net/ZERROUGUI-Leila>

<sup>179</sup> Par exemple, en Sierra Leone, sur les 12 056 femmes et jeunes filles faisant partie d'un groupe armé, seul 506 d'entre elles ont pris part au programme de DDR tandis qu'au Libéria, sur les 38% de femmes et jeunes filles qui composaient les groupes armés, seul 17% ont été incorporées dans le programme. Source: UNIFEM, *Getting It Right, Doing It Right: Gender and Disarmament, Demobilization, and Reintegration*, New York, 2004. Dyan Muzaruna et Susan McKay, *Where are the girls? Girls Fighting Forces in Northern Uganda, Sierra Leone and Mozambique*, Rights and Democracy, International Center for Human Rights and Democratic Development, Montréal, 2004.

<sup>180</sup> *Annual Review of Global Peace Operations 2008*, Center on International Cooperation, New York, 2008.

armés<sup>181</sup>.

La première étape d'un processus de désarmement est de déterminer qui est éligible à l'aide prévue. Cet aspect est particulièrement important d'un point de vue sexospécifique puisque la définition des participants est significative d'inclusion. En effet, comme les recherches empiriques l'indiquent, plus la définition de combattant est large, plus il y a de femmes et de jeunes filles qui prennent part aux programmes<sup>182</sup>. Toujours est-il que les normes adoptées par les Nations unies pour inclure une dimension de genre dans la formulation des programmes ne semblent pas se traduire dans les mesures opérationnelles. Qui plus est, si les femmes et jeunes filles demeurent négligées des programmes, c'est que *l'agence* des commandants et des femmes associées aux groupes armés n'est pas prise en compte dans l'élaboration des programmes. On entend par *agence* le positionnement d'une personne face à une situation : c'est-à-dire la capacité des hommes et des femmes à faire entendre leurs voix en vue d'obtenir les gains souhaités. La 'disposition' (ou leur degré d'accessibilité) de chacun des sexes à faire valoir ses droits est établie en fonction des rapports de force existants entre les deux sexes. Dès lors, la définition retenue des personnes éligibles à participer au programme en est une qui privilégie le rôle de combattant, tel qu'il a été conceptualisé par ceux qui détiennent les leviers du pouvoir, soit les commandants et les autorités onusiennes.

#### 3.4.1. Qu'est-ce que le DDR ?

Les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration font partie d'un processus désigné pour stabiliser la situation sécuritaire à la fin d'un conflit. La majorité des programmes sont établis à même les traités de paix et visent la réduction et/ou le

<sup>181</sup> Beth Verhey, « Atteindre les filles : Les filles associées aux groupes et aux forces armées en RDC » dans *DDR: désarmer, démobiliser et réintégrer : Défis humains et enjeux globaux*, sous la direction de Yvan Conoir et Gérard Verna, les Presses de l'Université Laval, 2006, pp.385-417.

<sup>182</sup> Nathalie de Watteville, *Addressing Gender Issues in Demobilization, and Reintegration Programs*, Africa Region Working Paper Series, No.33, June 2002. p.21.



démantèlement des groupes armés en vue d'instaurer un environnement susceptible de rétablir la paix. Selon certains observateurs, les programmes constituent une étape cruciale dans tout processus de paix puisqu'ils facilitent la transition des combattants à la vie civile ainsi que leur participation à la réhabilitation économique, sociale et politique du pays<sup>183</sup>.

À la suite de l'augmentation drastique des programmes de DDR depuis la fin de la Guerre froide, les Nations unies ont entrepris un travail d'uniformisation des pratiques et des procédures en la matière. *The Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards* (IDDRS), publié en 2006, se veut un outil de travail fondé sur les leçons apprises des expériences passées et guidé par les efforts collectifs des ONGs, des gouvernements et d'autres agences de l'organisation. Le IDDRS a également établi les définitions les plus récentes et les plus extensives pour chacune des étapes du processus. Il définit le désarmement comme étant :

The collection, documentation, control and disposal of small arms, ammunition, explosives and light and heavy weapons of combatants and often also of the civilian population. Disarmament also includes the development of responsible arms management programs.

Cette première étape du processus vise explicitement à prévenir la reprise des hostilités. La démobilisation, quant à elle, constitue la seconde phase :

Demobilization is the formal and controlled discharge of active combatants from armed forces or other armed groups. The first stage of demobilization may extend from the processing of individual combatants in individual centers to that massing of troops in camps designated for this purpose (cantonment sites, encampments, assembly areas or barracks). The second stage of demobilization encompasses the support package provided to the demobilized, which is called reinsertion.

La seconde phase des programmes cherche, entre autres choses, à regrouper les ex-combattants dans un même lieu afin de rassembler de l'information sur eux. La dernière étape est celle de la réintégration, définie comme suit :

---

<sup>183</sup> Yvan Conoir et Gérard Verna, *op.cit.*, p.389.

Reintegration is the process by which ex-combatants acquire civilian status and gain sustainable employment and income. Reintegration is essentially a social and economic process with an open time frame, primarily taking place in communities at the local level. It is part of the general development of a country and a national responsibility, and often necessitates long-term external assistance.

Puisque la dernière étape correspond à un projet à long terme, ayant pour objectif l'inclusion définitive des ex-combattants dans une communauté, la plupart des programmes vont inclure une étape intermédiaire avant l'intégration; celle de la réinsertion. La réinsertion peut offrir aux ex-combattants une aide immédiate qui répond à leurs besoins. Il est à noter aussi que certains programmes vont ajouter deux autres volets, à savoir le rapatriement et la réinstallation d'anciens membres de groupes armés étrangers. Le rapatriement cherche à réhabiliter les ex-combattants dans leur pays d'origine tandis que la réinstallation vise à localiser les personnes démobilisées dans un pays tiers<sup>184</sup>.

### 3.4.2 L'architecture du programme de DRR en RDC

Le cadre initial du processus de désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement et réinstallation DDR(RR) au Congo a été élaboré lors des négociations du cessez-le-feu de Lusaka en 1999. Cependant, en raison d'une reprise des hostilités, ce n'est qu'avec l'Accord Global et Inclusif de 2003 qu'un programme a reçu l'approbation de toutes les parties au conflit<sup>185</sup>. Cela dit, la persistance de tensions politiques a fait en sorte que le

<sup>184</sup> Mountaga Diagne, Désarmement, démobilisation et réintégration DDR et DDRRR; <http://www.operationspaix.net/Desarmement-demobilisation-et-reintegration.htm>

<sup>185</sup> Les signataires ont convenu que les ex-combattants étaient éligibles à intégrer la nouvelle armée nationale, laquelle entamerait au même moment un processus de restructuration, ou à recevoir une assistance pour réintégrer la vie civile. Le programme se divise en plusieurs composantes: (1) Programme de désarmement, démobilisation, rapatriement et réinsertion des forces étrangères, (2) Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration des forces congolaises, (3) programme de pacification de l'Iturie et (4) programme de désarmement, démobilisation et réintégration des enfants soldats. Avec le cessez-le-feu de Goma de janvier 2008, un autre programme a été établi visant spécifiquement les groupes du Nord et Sud Kivu, là où les hostilités se poursuivent. Voir *DDR en République démocratique du Congo; mise à jour*, Banque Mondiale, Septembre 2009.

processus de DDR n'a réellement pris son envol qu'au début de 2004. La mise en oeuvre du programme de DDR s'est réalisée en deux phases : (1) de 2004 à 2006 où 186 000 combattants ont participé au programme dont 132 000 ont été démobilisés et 50 000 ont joint les Forces armées de la République démocratique du Congo ; (2) de septembre 2008 à la fin prévue en novembre 2010, visant à traiter 10 000 personnes dont 5000 mineurs devraient faire l'objet d'une démobilisation<sup>186</sup>. Lors de la seconde phase, un autre programme s'est ajouté. Celui-ci vise le désarmement des personnes qui ne sont pas affiliées à l'un des groupes armés répertoriés sur le territoire congolais, mais qui commettent des crimes contre des populations civiles avec des armes légères. L'organisation congolaise responsable de la mise en oeuvre du programme de DDR est la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER). Celle-ci est financée par la Banque Mondiale par l'entremise de son programme multi-pays de démobilisation et réintégration pour la région des Grands Lacs (MDRP) et a comme principale partenaire la MONUC<sup>187</sup>.

### 3.4.3 Les dimensions de genre et le programme de DDR

Considérant l'obligation des opérations de paix à adopter une approche intégrée de l'égalité (le *gender mainstreaming*), le département du maintien de la paix a développé un guide pratique pour introduire les besoins et préoccupations de chacun des sexes en matière de DDR<sup>188</sup>. Ceci dit, la mise en œuvre de cette approche repose essentiellement sur la sensibilisation des acteurs locaux et la formation du personnel de la mission. Par exemple, à l'initiative du bureau du genre de la MONUC et d'UNIFEM, a eu lieu, à l'automne 2005, un

---

<sup>186</sup> *DDR en République démocratique du Congo; mise à jour*, Banque Mondiale, septembre 2009.

<sup>187</sup> Les autres partenaires du programme de DDR sont le Fond des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et des ONG internationales, telles que Save the Children UK et CARITAS.

<sup>188</sup> *Disarmament, Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in Peacekeeping Environment: Principles and Guidelines*, DPKO, 2000. Un volet sur le genre et les programmes de DDR a également été élaboré dans le *Gender Resource Package*, développé par le Département du maintien de la paix.

atelier sur le sujet avec la participation des militaires de la MONUC responsables du DDR, des représentants du ministère de la Défense de la RDC, des organisations de défense des droits de l'homme ainsi que des organisations féminines et des principaux pays et organisations donateurs. C'est à cette occasion que le bureau de genre de la MONUC a émis des recommandations en la matière<sup>189</sup>. Parmi les recommandations, on demande : (1) d'encourager une plus grande participation des femmes aux négociations de paix et à l'élaboration des programmes de DDR, (2) de prévoir un budget pour inclure un conseiller ou une conseillère sur le genre pour le programme de DDR, (3) d'améliorer par l'échange d'informations la compréhension des expériences respectives des hommes et des femmes au sein des groupes armés ainsi que de leurs besoins spécifiques, (4) de renforcer le rôle du bureau de genre dans les missions de paix, (5) d'augmenter le nombre de femmes responsables du DDR au sein d'une mission, (6) d'instaurer des mécanismes d'évaluation et de surveillance de la politique de genre dans les programmes de DDR. Toutefois, selon certains observateurs, tant les recommandations que la campagne de sensibilisation ont eu peu d'impact sur les acteurs impliqués dans le programme. En effet, selon Amy Smythe, conseillère en genre à la MONUC, la mission doit redoubler d'effort en matière de sensibilisation pour faire comprendre aux autorités que les préoccupations des femmes sont une partie intégrante de l'élaboration du programme, ce qui demeure un défi de taille<sup>190</sup>.

#### 3.4.4 Les femmes et jeunes filles associées aux groupes armés

La majorité des femmes et des jeunes filles associées aux groupes armés en RDC ont été enlevées à la pointe d'une arme ou sous la menace de violence. Leur présence n'est donc pas volontaire. Ceci étant, certaines femmes vont rejoindre un groupe armé parce que la vie militaire semble être la seule option valable. En effet, se rallier à un groupe armé peut être la

<sup>189</sup> *Mainstreaming Gender in the Disarmament, Demobilization and Reintegration of Combatants and those Associated with Armed Groups : A Joint Strategy Developed by UNIFEM/UNDP for the DRC*, November, 2003.

<sup>190</sup> Amy Smythe, *op. cit.*, Octobre 2003.

seule façon de subvenir à ses besoins essentiels puisque cela leur donne généralement un meilleur accès à des biens matériels. C'est également un moyen d'échapper à une situation conflictuelle à la maison. En revanche, une minorité de femmes vont rejoindre un groupe par patriotisme pour ainsi participer à la défense de leur communauté. Elles sont d'ailleurs plus nombreuses dans les groupes d'autodéfense communautaires comme les Mai Mai<sup>191</sup>.

Comme dans d'autres conflits internes contemporains, les femmes et les filles occupent une variété de rôles, allant de combattante à esclave sexuelle. Une minorité d'entre elles recevront un entraînement militaire afin de prendre part aux batailles, de garder les camps, de servir comme espionne ou comme messagère entre bases rebelles. Néanmoins, la majorité des femmes et jeunes filles exerceront un rôle de soutien fondé sur une division sexuelle du travail<sup>192</sup>. Elles seront responsables de la production alimentaire, de l'entretien des camps, du lavage, d'administrer une assistance médicale et d'assurer les rituels guerriers<sup>193</sup>. D'autres seront contraintes de devenir l'épouse du commandant ou de fournir des services sexuels aux membres du groupe armé. Enfin, indépendamment de leur rôle ou de leur adhésion, volontaire ou non, la majorité d'entre elles vont subir une forme quelconque de violence basée sur le genre, qu'elle soit de nature sexuelle ou autre.

---

<sup>191</sup> Beth Verhey, *op. cit.*, p.389. Même si les garçons sont majoritaires dans les Mai Mai, il n'en demeure pas moins que c'est chez les Mai Mai que l'on compte le plus de filles associées à des groupes armés. L'une des raisons étant qu'il est fréquent que les parents encouragent les adolescentes à les rejoindre sous prétexte qu'elles auront de quoi manger et qu'elles contribueront à la sécurité de leurs communautés. *Mai Mai Child Soldiers Recruitment and Use : Untrenched and Unending*, Briefing Paper, Coalition to stop the use of child soldiers, Londres, février 2010.

<sup>192</sup> Nathalie de Watteville, *op. cit.*, p.26.

<sup>193</sup> Beth Verhey, *op. cit.*, p.385. En l'occurrence, chez les Mai Mai, des mythes comme quoi les rituels guerriers rendent les soldats invincibles persistent. Ces rituels ont des implications tant sur les garçons que les jeunes filles (encore vierges) dans la mesure où ils seront recrutés afin de préparer et d'administrer les potions destinées aux autres membres du groupe. De plus, l'idée d'avoir des relations sexuelles avec une fille vierge pour rendre les soldats plus puissants au combat est omniprésente chez les Mai Mai.



### 3.4.5 La nécessité de surmonter les préjugés face aux femmes et jeunes filles associées aux groupes armés.

Depuis, l'adoption des Principes de Cape Town, la définition du combattant s'est quelque peu élargie dans la mesure où les signataires se sont entendus sur une définition qui dépasse la simple description « un homme, une arme », reconnaissant alors un éventail de tâches accomplies par les *enfants soldats*<sup>194</sup>. Malgré cette avancée, le programme congolais retient tout de même une définition qui privilégie les rôles 'traditionnels' de combattant, soit une définition qui est fermement associée à la description de l'homme adulte. Ainsi, le rang et le statut de la personne au sein du groupe exercent un impact déterminant sur l'éligibilité des membres du groupe armé à participer au programme<sup>195</sup>. En adoptant une telle définition du combattant, le processus de DDR devient discriminatoire à l'encontre des femmes et jeunes filles associées aux groupes armés qui souhaitent faire partie du programme.

L'une des raisons qui explique la prédominance de cette conception militariste du combattant est le fait que la définition du combattant est un processus intensément politique ayant cours entre les commandants et entre les commandants et les acteurs internationaux, tels que les membres de la MONUC. Comme le notent Vanessa Kent et Angela McIntyre, lors de ces négociations, les commandants détiennent un pouvoir considérable sur les agents locaux et internationaux. Les autorités onusiennes sont particulièrement attentives aux demandes des commandants, de crainte que ces derniers ne reprennent les armes et fassent dérailler le processus de paix. C'est pourquoi il arrive fréquemment que d'anciens

---

<sup>194</sup> L'accord définit un enfant soldat comme étant « toute personne de moins de dix-huit ans appartenant à n'importe quel titre à toute force armée régulière ou irrégulière ou groupe armé, y compris mais pas seulement en tant que cuisinier, porteur, messenger et toute personne accompagnant des groupes, en dehors des membres de la famille ». *Cape Town Principles and Best Practices on the Recruitment of Children into the Armed Forces and on Demobilization and Social Reintegration of Child Soldiers in Africa* (Cape Town, 27-30 April 1997).

<sup>195</sup> En effet, selon un rapport du MDRP, le personnel militaire responsable du programme a peu ou pas de respect pour les Principes de Cape Town. *Workshop Report : Taking a Gender Perspective to Strengthen the Multi-Country Demobilization and Reintegration Program (MDRP) in the Greater Great Lakes Region*. MDRP and UNIFEM, Kigali, Rwanda, October 31-November 2, 2005, p.22.

commandants se voient accorder des postes de pouvoir au sein des sociétés en transition<sup>196</sup>. Rappelons-nous que dans le cas qui nous concerne, le programme de désarmement a été élaboré lors des négociations du Dialogue Inter-Congolais où les femmes étaient largement absentes. Selon *l'International Crisis Group*, une ONG invitée aux pourparlers à titre d'observateur, le droit de parole des femmes s'est limité à la communication de la Déclaration de Nairobi et de son plan d'action<sup>197</sup>.

Dans la formulation du programme de DDR, il faut également considérer qu'indépendamment du rôle joué par les femmes et les jeunes filles au sein des groupes armés, leur présence sera considérée comme négligeable, c'est-à-dire comme n'ayant exercé aucune influence notable dans l'effort de guerre. En fait, dans la mesure où les commandants reconnaissent leur présence, ce sera à titre d'épouse, voire de propriété privée. Dès lors, les chefs des groupes armés vont argumenter devant les acteurs internationaux que les négociations pour la libération des mineurs cherchent à « briser les familles »<sup>198</sup>. Il est de mise de rappeler que tant les hommes que les femmes participent à la construction des identités de genre si bien que les femmes seront peu enclines à quitter leur « époux de brousse », croyant qu'elles n'ont pas le droit de le faire et qu'elles doivent continuer à se soumettre et à tout accepter des hommes<sup>199</sup>. Enfin, notons que l'enregistrement des combattants pour leur éventuelle participation au programme de DDR repose exclusivement

---

<sup>196</sup> Vanessa Kent and Angela McIntyre, *From Protection to Empowerment: Civilians as Stakeholders in the Democratic Republic of Congo*, Institute for Security Studies, Paper no. 84 April 2004.

<sup>197</sup> Le Dialogue Inter-Congolais a regroupé au-delà de 360 personnes. Or, la « participation » des femmes à cette table de concertation se résumait à la communication de la Déclaration et de son plan d'action. Cette déclaration est issue d'une conférence organisée au Kenya qui regroupait seulement des femmes, représentant la société civile. Mabala Mantuba-Ngoma, ethnologue et professeure au Département des Sciences Historiques de l'Université de Kinshasa, MONUC Magazine, 2004.

<sup>198</sup> Workshop Report, *Taking a Gender Perspective to Strengthen the Multi-Country Demobilization and Reintegration Program (MDRP) in the greater Great Lakes Region*. MDRP and UNIFEM, Kigali, Rwanda, Octobre-Novembre, 2005.

<sup>199</sup> En RDC, le code de la famille reconnaît seul les hommes comme chef de foyer et exige des femmes qu'elles obéissent à leur mari. Il y a également une conception socioculturelle bien ancrée qui veut qu'une fille reste avec son partenaire sexuel peu importe si cette relation a commencé avec ou non son consentement. Il est encore plus socialement inacceptable qu'une fille quitte son époux si elle a des enfants ou est enceinte.

sur la présentation des candidats par les commandants. Craignant de perdre le contrôle sur le processus de désarmement, les commandants vont ardemment défendre cette prérogative. De plus, comme le souligne Emily Schroeder, à l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme qui puisse obliger les commandants à divulguer aux responsables locaux et internationaux le nombre et les noms des personnes qui composent leurs rangs. Ainsi, la participation des femmes et des jeunes filles au programme de DDR dépend de la confirmation par les commandants de leur présence dans le groupe armé<sup>200</sup>.

Ensuite, voyant que la définition du combattant en est une qui privilégie les rôles militaires, les femmes et les jeunes filles seront peu enclines à se déclarer comme faisant partie d'un groupe armé de façon à pouvoir participer officiellement au programme de DDR. La principale raison est qu'elles ne souhaitent pas porter l'étiquette de « combattante ». En effet, être identifiée par sa communauté comme ayant fait partie d'un groupe armé peut mener à une réduction drastique des choix qui s'offrent à ces femmes pour survivre<sup>201</sup>. Et, comme le souligne Vanessa Farr, dans les cas où les femmes et les jeunes filles font partie de groupes armés illégaux (voire criminels) n'ayant aucune légitimité auprès des populations locales, comme dans le cas de plusieurs groupes sévissant dans l'est de la RDC, ces dernières risquent de faire face à une stigmatisation extrême<sup>202</sup>.

La dureté de cette condamnation résulte de la perception au sein des communautés que ces femmes et filles ont profondément transgressé les limites du rôle socialement acceptable pour leur sexe. Entre autres, les femmes et jeunes filles associées aux groupes armés sont considérées comme ayant perdu leur *pureté* – elles seront pointées du doigt pour avoir eu des relations sexuelles hors mariage ou avec plusieurs partenaires. Parallèlement,

---

<sup>200</sup> Emily Schroeder, *Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) Étude documentaire sur les questions d'égalité entre les sexes*, Report from MDRP and World Bank, July 2005.

<sup>201</sup> Pour éviter d'être reconnues comme faisant partie d'un groupe armé, les femmes et les jeunes filles vont « s'auto-démobiliser » ; c'est à dire qu'elles vont quitter le groupe, souvent en risquant leur vie, pour se cacher dans les centres urbains, loin de leur communauté. La majorité d'entre-elles n'auront d'autre choix que de pratiquer la prostitution pour survivre, s'exposant du même coup à subir d'autres formes de violences.

<sup>202</sup> Vanessa Farr, *op cit.*, p 47.

elles seront soupçonnées d'avoir contracté des maladies transmises sexuellement, au premier chef, le HIV/ sida. Elles seront également perçues comme dangereuses et agressives par la population de peur qu'elles ne recrutent des membres au sein de leur communauté. Certaines communautés iront jusqu'à chasser les femmes et jeunes filles associées aux groupes armés parce qu'elles craignent que leur « mari de brousse » parte à leur recherche et, par la même occasion, attaque le village en guise de représailles pour les avoir hébergées.

En RDC, la relation de pouvoir entre les femmes et les hommes est déterminée par une construction des identités qui relègue les femmes à leur rôle de reproductrice (culturelle et biologique), ce qui accroît considérablement leur vulnérabilité. Rappelons-nous que dans un contexte d'extrême violence et d'économie de subsistance, tel que celui qui existe en RDC, l'intégration des femmes et des jeunes filles dans leur communauté est une question de vie ou de mort dans la mesure où participer à la vie collective peut seul leur ouvrir l'accès aux ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. C'est en considérant le stigmate accolé aux femmes et jeunes filles associées aux groupes armés et leur faible position sociale que l'on peut comprendre pourquoi elles craignent l'étiquette de combattante.

Finalement, les acteurs internationaux partenaires dans le développement et l'exécution du programme de DDR(RR) mettent également l'accent sur l'aspect militaire du processus. Tel que le note Tsjeard Bouta, le discours dominant en la matière renvoie à l'impératif de désarmer, le plus rapidement possible, les ex-combattants afin d'accroître la sécurité<sup>203</sup>. Par conséquent, les femmes et les jeunes filles seront presque systématiquement ignorées comme cibles du désarmement, n'étant pas perçues comme une menace directe à la sécurité<sup>204</sup>.

---

<sup>203</sup> Tsjeard Bouta, *op. cit.*, p. 17.

<sup>204</sup> Plusieurs auteurs ont souligné qu'il y avait également un lien entre la prédominance du caractère militaire des programmes et les ressources allouées à leur exécution. En effet, plus les ressources sont limitées, plus les programmes vont adopter des critères stricts pour déterminer l'éligibilité des futurs participants. Par exemple, dans le cas du Libéria, pour participer au programme, les personnes devaient apporter une arme avec eux, mais au fur et à mesure que les ressources financières se sont dissipées, le programme exigeait des participants qu'ils démontent et remontent une

L'une des explications de la prédominance de ce mode d'intervention est que les institutions présentes à ce stade du programme sont, pour l'essentiel, des institutions militaires, soit des institutions qui restent profondément imprégnées d'une idéologie patriarcale, fondée sur des stéréotypes traditionnels. Comme le note Cynthia Enloe, les institutions militarisées se sont non seulement construites sur des idées précises de ce qui constitue la masculinité où les armes, le machisme et l'agressivité adoptent une signification particulière, mais également sur une définition stricte de la féminité. Dans ce cas, la féminité renvoie aux stéréotypes voulant que les femmes soient naturellement en manque de protection, de nature pacifique, et qu'elles soient des victimes passives des conflits armés<sup>205</sup>. L'idée qu'elles puissent être protagonistes du conflit n'est tout simplement pas envisagée : « The limited agency granted to females failed to differentiate between those in armed groups and war-affected women; furthermore, the institutional actors responsible for DDR approached women more as victims than as active agents »<sup>206</sup>.

Gardons à l'esprit le potentiel transformateur des processus de DDR. Inclure une perspective de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes permettrait d'accroître la participation des femmes aux mécanismes de réhabilitation à long terme. Comme le souligne Vanessa Farr, les programmes de désarmement peuvent se révéler significatifs dans la transformation des relations de genre dans la mesure où ils peuvent favoriser la démilitarisation des sociétés au sortir d'un conflit :

Because of their far-reaching impacts on the implementation of long-term alternative to war, such programs are essential supports to the peace process and are fundamental to the re-development of a post-conflict society. Successfully implemented, disarmament, demobilization and reintegration can set an example for how a post-military society functions, because they require the convinced

---

arme. UNIFEM, *Getting it Right: Gender and Disarmament, Demobilization, and Reintegration*, New York, 2004.

<sup>205</sup> Cynthi, *op. cit.*, (2000), p.9.

<sup>206</sup> Maya Oza Ollek, *Forgotten Females: Women and Girls in Post-Conflict Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs*, Department of Political Science, McGill University, 2007, p.103.

participation of people who reject militaristic behavior and ideologies<sup>207</sup>.

Or, en excluant des programmes les femmes et les jeunes filles associées aux groupes armés, les responsables contribuent à renforcer les stéréotypes traditionnels qui fondent leur marginalisation dans la société et, en particulier, dans les activités de réhabilitation des ressortissants des pays concernés:

By overlooking those who do not fit the category of a 'male, able-bodied combatant', DDR activities are not only less efficient, but run the risk of reinforcing existing gender inequalities in local communities and exacerbating economic hardship for women and girls participating in armed groups and forces, some of whom may have unresolved trauma and reduced physical capacity due to violence experienced during conflict<sup>208</sup>.

À l'instar des programmes de DDR, les activités de relèvement et de consolidation de la paix des opérations de paix ont le potentiel de modifier le schéma social des communautés sortant d'un conflit armé. Et, depuis l'adoption de la Résolution 1325, ils ont également la possibilité d'insuffler une nouvelle dynamique dans les rapports de force entre les hommes et les femmes de manière à ce que l'égalité puisse se manifester. Or, malgré une prise de conscience de la part de la communauté internationale de l'impératif d'atteindre l'égalité entre les sexes pour parvenir à une paix durable, la mise en œuvre d'une politique sur le genre n'en demeure pas moins « boiteuse ».

Fondamentalement, toutes les initiatives provenant des Nations unies reposent entièrement sur la volonté politique des États membres. Les Nations unies forment un environnement qui privilégie les idéaux de l'internationalisme dont les actions se veulent guidées par des principes d'altruisme et d'humanisme. Or, l'organisation intervient aussi dans un contexte qui se démarque par les joutes diplomatiques, les querelles entre services concurrents et les affrontements entre certains États membres ce qui influence considérablement l'adoption de l'ordre du jour. Ceci est d'autant plus perceptible en ce qui concerne le Conseil de sécurité, qui est dominé par les « véritables enjeux » (*hardcore issues*),

---

<sup>207</sup> Vanessa Farr, *op. cit.*, p. 19.

<sup>208</sup> UNIFEM, *Standard Operation Procedure on Gender and DDR*, New York, 2005, 77p.



soit ceux concernant la paix et la sécurité internationales. Ce faisant, le Conseil souscrit aux règles de la *realpolitik* où la souveraineté et une définition stricte des intérêts nationaux ont préséance. L'attention accordée à la question de l'égalité entre les sexes dépend alors non seulement de la priorité qui lui est donnée, mais aussi de l'expertise développée en la matière par chacun des États membres. Enfin, rappelons-nous que les missions de paix sont largement dominées par les ministères de la Défense et les institutions militaires, soit des lieux où la masculinité est définie par un ensemble d'idéaux et de valeurs militaires et où les perspectives féministes ne sont pas considérées comme pertinentes.

À travers notre étude de cas de la MONUC, il appert que les difficultés liées à la mise en œuvre d'une politique de genre surgissent en raison de la signification accordée au cadre FPS. En fait, il est d'abord et avant tout compris comme étant « une affaire de femmes pour les femmes », et selon les Nations unies, que ce soit dans les mandats du Conseil de sécurité, les rapports du Secrétaire général, les stratégies de recrutement ou les programmes de DDR, les femmes sont invariablement perçues comme des victimes. Il existe donc une double déformation de cette politique : glissement du concept de sexospécificité à celui *de femme* et prédominance d'un discours qui considère les femmes exclusivement à titre de victimes et occulte leur participation active aux conflits. Ainsi, quand vient le temps d'appliquer une politique ou des moyens d'action, ceux-ci se réduisent au souci d'aider les femmes à recevoir une forme quelconque d'aide et oblitèrent alors la considération des femmes comme un acteur du processus de reconstruction de la société.

Cet examen des programmes de DDR cherchait d'abord et avant tout à illustrer le maintien de la prédominance d'un discours qui est intrinsèquement lié à une conception masculiniste de la sécurité. Ainsi, malgré l'introduction de mesures susceptibles d'encourager la présence des femmes dans les centres de démobilisation (installations sanitaires, gardiens de sécurité et aide psycho-sociale), il appert que les programmes renferment des biais liés à leur conception. Loin d'être anodins, ces biais de genre constituent en réalité un acte politique qui freine la mise en œuvre des buts et des principes du cadre FPS.

## CONCLUSION

Adopter une perspective féministe signifie non seulement opter pour un glissement ontologique, mais aussi entreprendre une ouverture quant à la méthodologie employée : les analyses *stato-centrées* sont délaissées afin de mettre les individus au cœur des problématiques de sécurité. En restituant le lien entre le/la politique, la sécurité et les identités de genre, la sécurité ne devient plus seulement associée à la protection des États : elle est partie intégrante d'un *état d'être*. C'est pourquoi la *curiosité féministe* va s'intéresser aux récits personnels des protagonistes.

Dans le documentaire *A Weapon of War : Confessions of Rape in the Congo*, on suit l'histoire du Capitaine Basisi, ancien membre du RCD-Goma et nouvellement intégré dans la nouvelle armée de la FARDC.<sup>209</sup> Les documentaristes se sont intéressés à Basisi parce que les autorités de l'armée congolaise ont récemment mis sur pied un programme pour sensibiliser les hommes à la question des violences sexuelles. C'est en tant que responsable de cette campagne de sensibilisation que l'on suit l'histoire de ce dernier. On le voit d'ailleurs discuter avec des hommes démobilisés dans un *centre de brassage*<sup>210</sup> afin de savoir comment ces derniers ont vécu le conflit et pour mieux connaître leurs motivations à commettre des actes de violences sexuelles contre des femmes. À travers leurs récits, on s'aperçoit que leurs motivations varient considérablement ; certains hommes agissent en guise de représailles, par abus de drogue, pour obtenir un butin de guerre ou en raison de l'impunité qui existe dans le pays. Ceci dit, tous ont mentionné le climat général de violence qui régnait à l'époque du conflit (et qui persiste encore aujourd'hui) comme la raison principale expliquant leurs gestes. Ce que nous révèle aussi le documentaire, c'est que la perception des femmes en tant qu'objets sexuels sur lesquels les hommes ont tous les droits semble profondément ancrée dans les mœurs de la société. Cela est d'autant plus évident lorsque le Capitaine Basisi nous raconte comment il a séduit la femme qui est aujourd'hui son épouse. Il dit avoir ressenti le coup de foudre pour elle au point de sentir « la nécessité » de la posséder, avouant même

---

<sup>209</sup> Le documentaire a été réalisé par Femke et Isle Van Velsen, 2009.

<sup>210</sup> Nom qui désigne les centres de « rééducation » des soldats démobilisés.

s'être imposé à elle dans leur premier rapport sexuel, et ce malgré ses cris et ses protestations. Certes, à lui seul le récit du capitaine Basisi ne peut expliquer les millions de viols. Or, comme l'histoire du fermier sans histoire qui, lors de l'éclatement du conflit en Ex-Yougoslavie est devenu un violeur en série, les récits personnels nous informent des significations attribuées aux hommes et aux femmes.

La création d'un poste pour la prévention des violences sexuelles au sein des FARDC est, quoique timide, tout de même un signe de progrès. En effet, il constitue une avancée dans la mesure où les hommes commencent à *parler* de viol et à reconnaître la gravité de ces abus tant sur les femmes que sur l'ensemble des communautés. Rappelons-nous aussi qu'en RDC, malgré la proportion endémique du nombre de viols et d'abus sexuels pendant le conflit, le sujet demeure tabou. Ceci dit, les propos évoqués par les hommes dans le documentaire (ou comme le laissent entendre les autorités publiques par leurs déclarations) reportent la principale cause des viols sur le conflit, soit une période d'exception où règnent désordre et chaos. Or, rejeter la responsabilité de la violence sur une rupture de la *normalité* revient à faire complètement abstraction de la complicité quotidienne des hommes (et de certaines femmes) dans l'affirmation des représentations identitaires préjudiciables à l'égard des Congolaises. Dans ces circonstances, le rapport de subjugation des femmes aux hommes à la source des violences sexospécifiques n'est jamais discuté, ni même évoqué.

Récemment, la Fondation Thomson Reuter a publié un rapport affirmant que la République démocratique du Congo était l'un des pires endroits au monde pour les femmes. Le portrait des conditions de vie des femmes est, en effet, sans complaisance. Les Congolaises subissent de graves injustices notamment parce qu'elles sont considérées comme des personnes de deuxième classe. Tant le droit que les normes sociales les placent dans une position de subordination face aux hommes<sup>211</sup>. Les femmes sont moins scolarisées<sup>212</sup>,

---

<sup>211</sup> *La République Démocratique du Congo : La guerre dans la guerre – Violences sexuelles contre les femmes et les filles dans l'est du Congo*, Rapport de Human Rights Watch, juin 2002, p.14. Notons au passage la situation des femmes parmi les communautés Bashi, Bavira, Fulero et Bembe de l'est du Congo. Dans ces communautés les femmes mariées sont considérées comme la propriété privée de la famille du mari. Advenant que celui-ci meure, le beau-frère peut « hériter » de la femme du défunt, la privant ainsi de son droit de choisir un nouvel époux. Cet exemple n'est en fait qu'une pratique locale parmi la multitude que compte la société congolaise. En effet, on compte en RDC plus de 250 groupes ethniques différents et, de ce fait, il existe plusieurs variantes dans les *us et coutumes*.

l'excision demeure une pratique courante et elles sont presque totalement exclues des sphères décisionnelles sur le plan politique. Sur le plan social, seules les femmes mariées ont un statut tandis que les femmes célibataires, bien qu'elles jouissent d'une plus grande liberté, sont considérées comme des personnes de deuxième classe. Il existe d'ailleurs au Congo une expression répandue qui dénigre les femmes célibataires ; *mwasi abonga na mobali* qui veut dire que la femme n'a de valeur que quand elle a un mari<sup>213</sup>. Dans ce contexte, la pression sociale pour se marier est si forte que les femmes vont généralement prendre un mari à un jeune âge, soit entre 15 et 20 ans. En revanche, les Congolaises sont très actives sur le plan économique, quoiqu'elles soient rarement propriétaires d'entreprises ou de terres cultivables et, de manière générale, occupent des emplois précaires et peu lucratifs.

Considérant la situation des femmes dans la société congolaise avant le conflit, on peut avancer que l'initiative des FARDC est loin d'être une réponse adéquate aux violences sexuelles. En effet, le déséquilibre des pouvoirs entre les sexes est si profondément enraciné dans les institutions (privées et publiques, formelles et informelles) que toutes tentatives pour réduire les inégalités entre les sexes et les injustices que subissent les femmes nécessitent une réforme complète de ces institutions sociales. C'est d'ailleurs ce que le premier chapitre du mémoire a cherché à établir en examinant les postulats construits qui guident les pratiques des Nations unies en matière de paix et de sécurité internationales. Tel qu'il a été avancé au début du mémoire, les opérations de paix visent la réhabilitation des pays aux prises avec un conflit armé. Que ce soit au El Salvador, au Timor-Leste ou en République démocratique du Congo, le Conseil de sécurité des Nations unies va effectivement adopter de divers mandats dans l'objectif de juguler les sources des conflits armés. Ces mandats couvrent une gamme

---

Toujours est-il que parmi cette mosaïque de groupes ethniques et de pratiques culturelles se dégagent certaines régularités, lesquelles annoncent une discrimination généralisée à l'encontre des femmes dans l'ensemble du pays.

<sup>212</sup> En 2000, dernière année de recensement, le taux d'alphabétisation des jeunes âgés de 15 à 24 était de 80.9% pour les garçons et de 54.1% pour les filles. Si les femmes sont généralement moins scolarisées que les hommes, c'est parce que, d'une part, les coûts d'éducation sont élevés pour les familles leur permettant seulement d'envoyer un enfant à l'école, et d'autre part, puisque les filles quittent prématurément l'école pour se marier. Statistiques de la Banque Mondiale : [www.genderstats.worldbank.org](http://www.genderstats.worldbank.org).

<sup>213</sup> Cas spécifique : Les femmes » dans *République démocratique du Congo – Fiche pays*, Projet CRI, Information sur le pays de retour, Commission européenne, p.64.

d'activités d'ordre sécuritaire, humanitaire, politique, économique et social, lesquelles visent à (re)construire les pays sur des bases démocratiques. Ce faisant, l'ONU participe à la reproduction *d'un* mode d'organisation des collectivités en fonction d'un idéal démocratique garant d'une paix civile fondée sur le respect des droits humains. Or, en participant à la refonte des communautés, l'ONU concourt aussi à la reproduction des sources de l'insécurité des femmes. Comment ? En instituant un mode d'organisation sociale fondé sur un discours profondément *genré* qui valorise ce qui est masculin au détriment de ce qui est féminin.

Pour parvenir à une telle conclusion, il aura fallu s'interroger sur ce qui est naturalisé par le discours dominant, soit l'invisibilité des femmes. Cet examen a démontré que le paradigme libéral a été construit exclusivement sur le savoir et l'expérience d'un groupe de personnes en particulier, soit les hommes blancs faisant partie de l'élite occidentale. Si le savoir masculin est privilégié au détriment d'autres formes de savoir, c'est qu'il est soutenu par un rapport de pouvoir qui lui est favorable. En l'occurrence, ce rapport de pouvoir est possible grâce aux identités de genre : les hommes sont associés à l'autonomie, à la raison, à l'objectivité et à la *chose publique* tandis que les femmes sont associées à la faiblesse, à l'émotivité, à la bienveillance et au domaine privé. Dans le discours sécuritaire, ces dichotomies en viennent à confiner les hommes dans un rôle de protecteur tandis que les femmes deviennent les sujets de ces *protecteurs*. Les femmes étant identifiées comme nécessitant protection, au même titre que les enfants et autres personnes vulnérables, elles se retrouvent en position de dépendance et de subordination. Dans de telles circonstances, il n'est pas surprenant que leurs voix soient exclues des sites de pouvoir, limitant ainsi leur accès aux ressources, leur participation à la vie politique, leur capacité à faire valoir leurs droits, y compris les plus fondamentaux.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que si l'on ne considère pas le lien entre les rapports de pouvoir, le genre et la production du savoir, il est difficile de comprendre pourquoi les femmes restent marginalisées dans une institution de gouvernance globale, telle que les Nations unies. Il est également impossible de comprendre pourquoi la *logique masculiniste* privilégie l'établissement d'un État de droit et des forces régaliennes (surtout

militaires et policières) comme une pratique capable de garantir la sécurité de *tous* les individus. Or, pour les femmes, le déploiement de forces armées nationales pour l'exécution des opérations de paix peut provoquer une hausse considérable de leur insécurité quotidienne. En l'occurrence, une croissance de la présence militaire dans les pays sortant d'un conflit armé risque d'augmenter (voire de consolider) un type spécifique de masculinité qui dépend d'une définition stricte de la féminité. Ceci rappelle qu'étant guidées par des idéaux militaristes, les autorités des opérations de paix vont percevoir essentiellement l'imminence de la violence armée comme une menace à la sécurité des individus. Par conséquent, seront négligées toutes les autres formes d'insécurité qui sont imbriquées dans la structure des institutions nationales et internationales, comme par exemple le manque de débouchés économiques, la sous-scolarisation des filles, les mutilations génitales ou la présence en grande quantité d'armes légères et de petit calibre. Aussi, peut-on affirmer que les pratiques en vigueur dans les opérations de paix renforcent le dualisme *femme victime / homme protecteur*, contribuant ainsi à maintenir les femmes dans une position de subordination au sein des sociétés dans lesquelles elles vivent.

Compte tenu de ce qui précède, on peut soutenir que seule une perspective critique préoccupée par le genre dans l'élaboration des politiques des opérations de paix peut servir à questionner les implications d'une conception genrée de la sécurité. C'est ainsi que l'approche de genre intégrée dans la formulation des pratiques des opérations de paix vise, en principe, à réinventer les politiques de manière à ce qu'elles répondent aux besoins spécifiques des hommes et des femmes en matière de sécurité. Or, dix ans après l'adoption de la résolution 1325, la mise en œuvre de ce cadre normatif demeure pour le moins inégale, voire négligeable. En fait, outre une prise de conscience de l'existence de répercussions sexospécifiques et du droit des femmes à participer au processus de paix, la prédominance des pratiques discursives patriarcales au sein de l'ONU reste intacte. Il appert que la culture onusienne résiste à un remodelage en faveur de l'égalité entre les sexes en dépit de l'adoption et du développement d'un nouveau cadre normatif en la matière. Pourquoi? Parce que la perception à l'égard des femmes au sein de l'institution reste fondée sur des stéréotypes ; elles continuent d'être systématiquement associées à la bienveillance, au pacifisme, au besoin de protection et désignées comme l'environnement naturel des enfants.



Ce type d'associations conduit finalement à ce que les femmes en tant qu'agents actifs soient laissées pour compte. Par conséquent, elles seront considérées seulement à titre de victimes passives de la violence et non comme protagonistes du conflit. Privées d'agentivité (*agency*), les femmes seront également vues comme un groupe homogène, ayant nécessairement les mêmes intérêts et faisant face aux mêmes insécurités. C'est sous ce rapport qu'il faut comprendre en quoi les politiques des Nations unies sont imprégnées de biais de genre. En percevant de la sorte *toutes* les femmes en tant que victimes, les interventions mises sur pied par les Nations unies viseront essentiellement à leur apporter assistance et protection, ce qui est certes souhaitable. Mais, n'étant perçues qu'à titre de bénéficiaires, les femmes en viennent à ne plus être considérées comme des agentes de changement ayant un rôle à jouer dans la reconstruction des communautés. En fait, catégorisant les femmes comme étant plus pacifiques, l'ONU restreint l'application des politiques de genre, maintenant ainsi une division du travail fondée sur le sexe plutôt que de contribuer à culture organisationnelle où les femmes et les hommes jouissent d'opportunités égales.

Enfin, la façon dont la mission de l'ONU aborde le programme de désarmement en RDC illustre parfaitement cette incapacité à considérer les femmes comme des agents de la violence armée ou des protagonistes de changement. Certes, en inscrivant à même la résolution 1325 les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, le Conseil de sécurité donne le signal comme quoi le désarmement constitue un processus essentiel au relèvement des sociétés après un conflit armé. Intégrer de la sorte une perspective de genre dans les programmes aurait pu mener à des effets immédiats pour la sécurité des femmes. Par exemple, une approche genre intégrée dans les programmes aurait fait en sorte qu'ils répondent aux besoins différents des femmes ; qu'elles soient guerrières, veuves ou ex-épouses de commandants. Car effectivement, au lendemain du conflit, les capacités, l'expérience, le statut familial de ces femmes ne sont pas les mêmes pour chacune, ce qui influence considérablement leurs moyens de subsistance. Ce que l'approche selon le genre permet aussi de dévoiler, c'est qu'en introduisant une dimension sexospécifique dans les politiques des programmes de DDR, ces derniers auraient le potentiel de renverser le processus de militarisation des sociétés qui continue à la suite d'un conflit. En bout de ligne, ce changement favoriserait l'élimination à long terme des menaces à la sécurité des femmes.

De fait, le démantèlement d'une structure militaire exige plus que la collecte d'armes à feu, comme le veut la pratique onusienne en ce moment. En effet, la démilitarisation exige également que la structure sociale et idéologique des sociétés soit déconstruite. Pour s'attaquer à ces structures, l'approche des Nations unies s'est avérée trop timorée jusqu'à présent. Elle a nettement échoué à développer des programmes qui bonifient la représentation sociale et politique des femmes et contribuent à modifier les pratiques culturelles locales qui engendrent la violence faite aux femmes.

En considérant les femmes seulement comme des victimes, il reste impossible de prendre la mesure des inégalités entre les sexes au sein des institutions privées et publiques ; appréhender les femmes autrement que comme des victimes inciterait à poser la question de leur marginalisation dans les sphères économiques et politiques. Loin d'être un fait anodin ou une *conséquence inattendue*, omettre d'accorder pleinement aux femmes une voix au chapitre apparaît comme un acte politique délibéré. Bref, c'est cette logique, articulée par une voix stratégique, rassurante, objective, scientifique et très masculine, qui limite la portée de la mise en œuvre de la politique de genre dans les opérations de paix.

## BIBLIOGRAPHIE

*Annual Review of Global Peace Operations 2008*, Center on International Cooperation, New York, 2008.

Bellamy, Alex, Williams, Paul et Griffin, Stuart. 2004. *Understanding Peacekeeping*, Cambridge, Polity Press, 325p.

Blanchard, Éric. 2003. « Gender, International Relations, and the Development of Feminist Security Theory » dans *Signs*, Vol.28, no. 4, (Été), pp.1293-1312

Bonzi, Colonel Tamoussi. 2006. Bonzi, *Mesure des résultats de la MONUC à la lumière des mandats qui lui ont été confiés*, Mémoire de maîtrise de l'Institut des Nations unies pour la recherche et la formation (UNITAR), Genève, 121p.

Bouta, Tsjeard. 2005. *Gender and Disarmament, Demobilization and Reintegration: Building Blocs for Dutch Policy*, Netherlands Institut of International Relations, mars 2005, 41p.

Bridge, Donna et Horsfall, Debbie. 2009. « Increasing Operation Effectiveness in UN Peacekeeping : Towards Gender-Balanced Force » dans *Armed Forces and Society*, Vol. 36, No. 120, pp.120-130.

Charlesworth, Hilary et Wood, Mary. 2001. « Mainstreaming Gender in International Peace and Security : The Case of East Timor » dans *Yale Journal of International Law*, No.26, pp.343-365.

Cohn, Carol. 2004. *Mainstreaming Gender in UN Security Policy : A Path to Political Transformation*, Boston Consortium on Gender, Security and Human Rights, Working Paper No.204, 2.

Carey, F. Henry, 2001. « Women and Peace and Security : The Politics of Implementing Gender Sensivity Norms in Peacekeeping » dans *Women and International Peacekeeping*, sous la dir. Louise Olsson et Torunn L. Tryggestad, New York, Routledge, pp 49-65.

D'aoust, Anne-Marie. 2007. « Les approches féministes en Relations internationales. » In *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Sous la dir. de Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal, Éditions Athéna, pp.281-303.

David, Charles-Philippe et Toureille, Julien. 2005. « La consolidation de la paix, un concept à consolider » In *Faire la paix : concepts et pratiques de la consolidation de la paix*, Sous la dir. d'Yvan Conoir et Gérard Vernan, Québec, Presses de l'Université Laval, pp.15-37

De Wattewille, Nathalie. 2002. *Addressing Gender Issues in Demobilization, and Reintegration Programs*, Africa Region Working Paper Series, No.33, 53p.

Diehl, Paul, Druckman, Daniel et Wall, James.1998. "International Peacekeeping and Conflict Resolution: A Taxonomic Analysis with Implications" dans *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 42, no.1, (Février), pp.33-55.

Dumont, Louis. 1983. *Essais sur l'individualisme : perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Éditions Seuil, 310p.

Duncanson, Claire. 2006. « Forces for Good? Narratives of Military in Peacekeeping Operations » dans *International Feminist Journal of Politics*, Vol.11, No. 1, pp 63-80.

El Amani, Jack. 2003. *Genre et conflit armé – synthèse*, Institute of Development Studies, BRIDGE, Août, 15p.

Enloe, Cynthia.1983. *Does Khaki Become You ? The militarization of Women's Lives*, Boston, Pluto Press, 262p.

Enloe, Cynthia. 2000. *Manœuvres : The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley, University of California Press, 367p.

*Face à un fusil, que peut-on faire? La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'est du Congo*, Rapport du Global Witness, juillet 2009, 21p.

Farr, Vanessa.2002. *Gendering Demilitarization as a Peacebuilding Tool*, Bonn International Center for Conversion, June Paper, 47p.

Finnemore, Martha et Sikkink, Katryne. 1998. « International Norm Dynamics and Political Change » dans *International Organization*, Vol.52, No.4, pp.887-917.

Higate, Paul. 2004. « Peacekeeping and the Gender Relations in the Democratic Republic of Congo » dans *Gender and Peacekeeping: Case Studies: The RDC and Sierra Leone*, Institute for Security Studies Monographie, No.91, 34p.

Hugo, Jean-François. 2006. *La République démocratique du Congo; une guerre inconnue*, Paris, Éditions Michalon, 227p

*IRC Study Shows Congo's Neglected Crisis Leaves 5.4 Million Dead; Peace Deal in North Kivu, Increased Aid Critical to Reducing Death Toll*, 2008, Rapport du International Rescue Committee (IRC); <http://www.theirc.org/news/irc-study-shows-congos0122.html>.

Kent, Vanessa et McIntyre, Angela. 2004. *From Protection to Empowerment: Civilians as Stakeholders in the Democratic Republic of Congo*, Institute for Security Studies, Paper no.84 (April), 27p.

Lecourtois, Sandra. 2009, « Exploitation et abus sexuels par le personnel des Nations unies : le cas de la MONUC », In *Bulletin du Maintien de la paix*, Montréal, 3p.

*Les soldats violent, les commandants ferment les yeux: violences sexuelles en République démocratique du Congo*, 2009. Human Rights Watch, New York. [http://www.operationspaix.net/spip.php?page=references&id\\_mot=12&debut\\_chrono=25#pagination\\_chrono](http://www.operationspaix.net/spip.php?page=references&id_mot=12&debut_chrono=25#pagination_chrono)

Lyytikäinen, Minna. 2007. *Gender Training for Peacekeepers : Preliminary Overview of United Nations Peace Support Operations*, Gender, Peace & Security Working Paper, no.4, 7p.

Matundu-Mbambi, Annie. 2007. *La Résolution 1325 : Quelle est sa portée effective pour la Femme Congolaise*, article écrit par le Caucus des Femmes Congolaises, Kinshasa, 21p.

Mazuranan, Dyan et Lopez Piza Eugenia. 2002. *Gender Mainstreaming in Peace Support Operations: Moving Beyond Rhetoric to Practice*, International Alert, 37p.

Mukenge, Muana Aimée et Stanton, 2010. *Funding a Women's Movement Against Sexual Violence in the Democratic Republic of Congo*, Discours prononcé à San Francisco, (février), 24p.

Novosseloff, Alexandra. 2007. « Les opérations de paix des Nations unies : les normes fixées par le rapport Brahimi mises à l'épreuve » dans *Guide du Maintien de la paix 2007*, sous la dir. de Jocelyn Coulon, Montréal, Éditions Athéna, pp.50-61.

Olek, Maya Oza. 2007. *Forgotten Females: Women and Girls in Post-Conflict Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs*, Mémoire de maîtrise Department of Political Science, McGill University, 103p.

Olsson, Louise et Tryggestad L. Torunn. 2001. « Introduction » dans *Women and International Peacekeeping*, sous la dir. Louise Olsson et Torunn L. Tryggestad, New York, Routledg, pp.1-11

Owen, M. John. 1994. « How Liberalism Produces Democratic Peace » dans *International Security*, Vol. 19, No. 2, (Automne), pp.87-125.

Paris, Roland. 1997. « Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism » dans *International Security*, Vol. 22, No.2, (Automne), pp.637-656.

*Peacekeeping Operations in the Democratic Republic of Congo : The Perception of the Population*, (sondage réalisé entre juin et juillet 2005), BERCI international, Département des leçons apprises, DOMP.

Penttinen, Elina. 2007. *From State-centric Security Towards Embodied Security: Feminist Perspective on the Subject of Security in Deterritorialized World*, Paper to be presented at the 2007 ISA Conference, Nordic Research on Gender and Security, 15p.

Perterson, V Spike. 2004. « Feminist Theories Within, Invisible To, and Beyond IR » dans *Brown Journal of World Affairs*, Vol. 10, No. 2 (hiver/printemps), pp.35-46.

Pouligny, Béatrice. 2004. *Ils nous avaient promis la paix : L'ONU et les populations locales*, Paris, Presses de Sciences Po, Paris, 356p.

Puechguirbal, Nadine. 2010. « Discourses on Gender, Patriarchy and Resolution 1325 : A textual Analysis of UN Documents » dans *International Peacekeeping*, Vol. 17, No.2, pp.172-187.

Puechguirbal, Nadine. 2003. « Gender Training for Peacekeepers : Lessons from the DRC » dans *International Peacekeeping*, Vol. 10, No. 4, (Hiver), pp.113-128.

Rao, Aruna et Kelleher, David. 2005. « Is There Life after Gender Mainstreaming » dans *Gender and Development*, Vol. 13, No. 2, p.58-72

Rehm, Elisabeth et Sirleaf, Ellen. 2002. *Women, War Peace: The Independent Expert's Assessment on the Impact of Armed Conflict on Women and Women's Role in Peace-Building*, UNIFEM, New York, 63p.

Richmond P. Oliver. 2006. « The Problem of Peace: Understanding the Liberal Peace » dans *Conflict, Security and Development*, Vol.6, no.3, (octobre), pp. 292-328.

Schroeder, Emily. 2005. *Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) Étude documentaire sur les questions d'égalité entre les sexes*, Report from MDRP and World Bank, (Juillet), 24p.

Sheperd, J. Laura. 2008. « Power and Authority in the Production of United Nations Security Council Resolution 1325 » dans *International Studies Quarterly*, Vol. 52, pp 383-404.

Simic, Olivera. 2010. « Does the Presence of Women Really Matter ? Towards Combating Male Sexual Violence in Peacekeeping Operations » dans *International Peacekeeping*, Vol. 17., no 2, pp.188-199.

Sow, Ndeye. 2006. *Gender and Conflict Transformation in the Great Lakes Region of Africa*, International Alert, Juillet, 32p.

Steans, Jill. 2006. *Gender and International Relations: Issues, Debates and Future Directions*, Cambridge, Polity Press, 183p.



Stiehm, Judith Hicks. 2001. « Women, Peacekeeping, and Peacemaking : Gender Balance and Mainstreaming » dans *Women and International Peacekeeping*, sous la dir. De Louise Olsson et Torunn L. Tryggestad, New York, Routledge, pp 39-47.

Tuana, Nancy. 1999. « Reading Philosophy as a Woman » dans *Against Patriarchal Thinking*, sous la dir. de M. Pellikaan-Engel, Amsterdam, VU University Press, pp.47-54.

Tickner, J. Ann. 1997. « You Just Don't Understand: Troubled Engagements Between Feminist and IR Theorists » dans *International Studies Quarterly*, Vol. 41, no.4, (décembre), pp.611-632.

True, Jacqui. 2003. « Mainstreaming Gender in Global Public Policy » dans *International Feminist Journal of Politics*, Vol.5 no.3, (November), pp.370-396.

Verhey, Beth. 2006. « Atteindre les filles : Les filles associées aux groupes et aux forces armées en RDC » dans *DDR; désarmer, démobiliser et réintégrer : Défis humains et enjeux globaux*, sous la dir. de Yvan Conoir et Gérard Verna, les Presses de l'Université Laval, pp.385-417.

Withworth, Sandra. 2004 *Men, Militarism, and UN Peacekeeping*, Colorado, Lynne Rienner Publisher, 122p.

Willett, Susan. 2010. « Introduction : Security Council Resolution 1325 : Assessing the Impact on Women, Peace and Security » dans *International Peacekeeping*, Vol.17, No.2, pp.172-158

Young, Iris Marion. 2003. « The Logic of Masculinist Protection: Reflection on the Current Security State » dans *Signs*, Vol.29, No.1 (Automne), pp.1-26